Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 NOVEMBRE 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est zuspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi que rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente d edocuments, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 24th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Adress all communications to: The Kings Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4° Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being mde when the said advertising copy is to be puvlishe several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rihgts of the Ding's Printer, who refunds, in all cases, over payment, of any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Tursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi, Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises auc dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouces, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etd.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subjetc to this provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the K ng's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single cpoies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the se ond to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARATIS,
King's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Abitibi Ventures Ltd."
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois octobre 1945, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi du Roi, Paul Lafontaine, huissier, et Bernard Goyette, huissier, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minéraux;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, travailler, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de toute manière, le sol, la terre, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais, par tous les moyens; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Abitibi Ventures Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Emettre des actions au sujet desquelles les actionnaires n'encourront aucune responsabilité

Letters Patent

"Abitibi Ventures Ltd."
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies" Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1945, incorporating: Lucien Roux, advocate and King's Counsel, Paul Lafontaine, bailiff, and Benard Goyette, bailiff, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals.

Carry on all operations by which the soil, earth, rock and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Abitibi Ventures Ltd.", (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of $1.00 each.

To issue stock on which the shareholders incur no personal liability in excess of the amount of

au delà du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11469 L. DÉSILETS.

"Aimé Allard Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Aimé Allard, industriel, de Ste-Séraphine, comté d'Arthabaska, Léonard Fleury, cultivateur, e Philippe Hébert, manufacturier de beurre et fromage, ces deux derniers de St-Léonard d'Aston, comté de Nicolet, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire généralement, en gros et en détail, le commerce du bois et de ous les produits et sous-produits qui en dérivent; faire affaires comme bûcherons, marchands, importateurs et exportateurs de bois brut ou ouvré et de tous articles, objets et matériaux dans lesquels il entre ou qui sont fabriqués en tout ou en partie avec du bois; acquérir, posséder, louer et exploiter des concessions forestières, des limites à bois, terres boisées, coupes de bois debout ou en disposer à toutes fins que de droit; acquérir, posséder, louer et exploiter des manufactures, moulins à scie, machines et outillage servant à trancher le bois et à lui faire subir les diverses transformations qu'il conviendra, sous le nom de "Aimé Allard Inc.", avec un capital total de $149,000.00, divisé en 1490 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Léonard d'Aston, district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11470-o L. DÉSILETS.

"Automotive Products Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix octobre 1945, constituant en corporation: Yvon Jasmin, acovat, Lucienne Mérineau et Gemma Gauvin, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme facteurs d'affaires, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, grossistes, et détaillants des marchandises, effets et articles suivants, savoir:

Machinerie, outils et instruments de toutes sortes; et matériaux, métaux et articles employés dans la fabrication et réparation de la machinerie, des outils et instruments;

Outillage lourd et léger, camions, tracteurs, pelles à vapeur, accessoires d'automobiles, bateaux, aéroplanes, toutes sortes de véhicules moteurs neufs ou usagés;

Aliments, produits alimentaires, et préparations alimentaires;

Textiles, marchandises sèches, vêtements et lingerie, cosmétiques, et les matières brutes employées dans leur fabrication;

the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11469-o Deputy Attorney General.

"Aimé Allard Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, incorporating: Aimé Allard, manufacturer, of Ste-Séraphine, county of Arthabaska, Léonard Fleury, farmer, and Philippe Hébert, butter and cheese manufacturer, these two latter of St-Léonard d'Aston, county of Nicolet, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail lumber business and deal in wood and all products and by-products derived therefrom; to carry on business as lumbermen, merchants, importers and exporters of rough or dressed timber and all articles, objects and materials into which wood enters or which are manufac ured in whole or in part from wood; to acquire, own, lease and operate forest concessions, timber limits, wooded lands, cuts of standing timber or to dispose of the same to all intents and purposes; to acquire, own, lease and operate factories, saw-mills, machines and equipment used in cutting timber and subjecting it to the various transformations to which it is suitable, under the name of "Aimé Allard Inc.", with a total capital stock of $149,000, divided into 1490 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Léonard d'Aston, district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11470 Deputy Attorney General.

"Automotive Products Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Mérineau and Gemma Gauvin, both secretaries, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as factors, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers, and retailers of the following goods, wares, and merchandise, to wit:

Machinery, tools and implements of all kinds; and materials, metals, and articles used in the manufacture and repair of machinery, tools and implements;

Light and heavy equipment, trucks, tractors, steam shovels, automobile accessories, boats, planes all kind of motor vehicles new or used;

Foods, food products, and food preparations;

Textiles, dry goods, clothing and wearing apparel, cosmetics, and the raw materials from which they are made;

Pulpe, papier et leurs produits;
Charbon, bois de construction, combustible et matériaux de construction;

Acier, produits de l'acier, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Automobile Products Co. Ltd.", avec un capital total de $99,000, divisé en 990 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11471 L. DÉSILETS.

"Bath Satin Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouvernur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Henri Masson Loranger, avocat, Jacqueline Laramée, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, Marcel Bélanger, étudiant en droit, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans ls buts suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce, la fabrication, l'importation, l'exportation et l'industrie des parfums, essences, eau de Cologne et de toilette, lotions, crèmes, savons, poudres de toilette, fards, huiles, brillantine, épilatoires, pâte dentifrice, produits chimiques, médicaments brevetés ou particuliers, (patent or proprietary medecines), produits de beauté, sachets et autres produits de même nature ainsi que les contenants des susdits articles et tous autres produits connexes;

Exercer les pouvoirs ci-dessus et acheter le commerce actuellement exercé sous le nom de "Bath Satin Registered" y compris l'achalandage, clientèle, formules, brevets, les marques de commerce et généralement tout l'actif du dit commerce, et d'émettre en paiement d'icelui en tout ou en partie des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, sous le nom de "Bath Satin Incorporated", avec un capital total de $6,000.00, civisé en 60 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11472-o L. DÉSILETS.

"Canadian Wholesale Florists Limited"

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1945, constituant en corporation: Moe Yarosky, marchand, Teddy Edward Berish, machiniste, Roméo Paul, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et négoce, en gros et en détail, de fleurs, plantes, boutures, graines, ornements de fleuristes, nouveautés, vases, urnes, décorations et accessoires de fleuristes en général, sous le nom de "Canadian Wholesale Florists Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Pulp and paper and their products;
Coal, timber, fuel, and building materials;

Steel, steel products, electrical appliances and plastics, under the name of "Automotive Products Co. Ltd.", with a total capital stock of $99,000.00, divided into 990 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11471-o Deputy Attorney Genera .

"Bath Satin Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1945, incorporating: Henri Masson Loranger, advocate, Jacqueline Laramée, stenographer, spinster in use of her rights, Marcel Bélanger, law student, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the business, manufacturing, importing, exportaing and industry of perfumes, essences, Cologne and toilet water, lotions, creams, soaps, toilet powder, cosmetics, oils, brilliantine, depilatories, tooth paste, chemical products, patent or proprietary medicines, beauty products, sachets and other products of a like nature as well as the containers for the said articles and all other products incidental thereto;

To exercise the above mentioned powers and to purchase the business actually carried on under the name of "Bath Satin Registered" including the goodwill, custom, fo mulae, patents, trademarks and in general all the asse's of the said business, and to issue, in payment for same, in whole or in part, fully paid up shares of the capital stock of the company, under the name of "Bath Satin Incorporated", with a total capital stock of $6,000, divided into 60 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11472 Deputy Attorney General.

"Canadian Wholesale Florists Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, incorporating: Moe Yarosky, merchant, Teddy Edward Berish, machinist, Roméo Paul, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, trade and deal in wholesale and retail, flowers, plants, bulbs, seeds, florists' ornaments, novelties, vases, urns, decorations and florist supplies generally, under the name of "Canadian Wholesale Florists Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11473 L. DÉSILETS.

"Chas Cusson Limitée"
"Chas Cusson Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieuteannt-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Aldéric Laurendeau, avocat et conseil en Loi du Roi, Godefroy Laurendeau, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Paul Casgrain, étudiant en droit, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands, au gros et au détail, importateurs et exportateurs d'engins, bouilloires, camions, tracteurs, automobiles et autres véhicules, outillages et équipements industriels et commerciaux de toutes sortes et accessoires et des matériaux, métaux, pièces et autres articles utilisés dans la fabrication et la réparation de tous tels produits et de toutes sortes d'instruments mécaniques;

Agir comme entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "Chas Cusson Limitée-Chas Cusson Limited", avec un capital total de $49,000.00, divisé en 490 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Il est de plus ordonné et déclaré que:

Les actions ordinaires de la compagnie ne pourront pas être transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution adoptée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie dans chaque cas;

Le nombre des porteurs ou détenteurs d'actions ordinaires de la compagnie, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été antérieurement à l'emploi de la compagnie, furent durant tel emploi et ont continué après avoir quitté cet emploi d'être actionnaires de la compagnie, n'excédera pas vingt;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débentures.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11474-o L. DÉSILETS.

"Chelsea Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'ne vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1945, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cité de Westmount, Louis-Philippe Lortie, comptable, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires de courtiers en valeurs, courtiers en placements et courtiers en obligations

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11473-o Deputy Attorney General.

"Chas Cusson Limitée"
"Chas Cusson Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1945, incorporating: Aldéric Laurendeau, advocate and King's Counsel, Godefroy Laurendeau, advocate, both of the city of Outremont, and Paul Casgrain, law student, of the city of Westmount, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers, and exporters of engines, boilers, trucks, tractors, automobiles and other vehicles, all kinds of industrial and commercial supplies, equipment and accessories, and material metals, parts and other articles used in the manufacture and repair of any such products and of all kinds of mechanical instruments;

To act as general contractors for the construction of public and private works, under the name of "Chas Cusson Limitée-Chas Cusson Limited", with a total capital stock of $49,000, divided into 490 common shares of $100 each.

It is moreover, ordered and declared that:

The common shares of the company may not be transferred without the consent of the directors, attested by a resolution adopted by them and registered in the books of the company, in each case;

The number of the owners of holders of common shares of the company, with the exclusion of persons employed by the company or persons formerly employed by the company having such employ, been, and who now continue to be, shareholders of the company, shall not exceed twenty;

No appeal may be made by the company to the public for subscription to its shares or debentures.

The head office of the company will be in the city of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11474 Deputy Attorney General.

"Chelsea Holdings Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1945, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Louis-Philippe Lortie, accountant, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and share brokers in all its

dans toutes leurs spécialités, et d'une compagnie de placements;

Agir comme agents du fisc pour des gouvernements, particuliers, municipalités, firmes et corporations, et faire des opérationz générales de développement et de courtage;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, faire le commerce d'immeubles ou de propriétés minières de tous genres et droits ou intérêts en iceux, et en particulier de terrains, bâtisses, concessions d'exploitation, permis de développement ou concessions, et ériger, modifier, améliorer, réparer, entretenir et administrer des bâtiments, propriétés et/ou terrains, miniers ou autres, dans lesquels la compagnie pourrait avoir quelque intérêt, sous le nom de "Chelsea Holdings Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11475 L. DÉSILETS.

branches and of an investment company;

To act as fiscal agents, for governments, persons municipalities, firms and corporations, and to carry on a general promotion and brokerage business;

To buy or otherwise acquire, hold, sell, deal in real or mining property of all kinds and rights, or interest therein, and in particular lands, buildings, mining claims, development licenses or concessions, and to erect, alter, improve, repair, maintain and manage buildings, properties and/or lands, mining or otherwise, in which the company may have any interest, under the name of "Chelsea Holdings Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divideed into 2,000 shares of $10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, thsi eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11475-o Deputy Attorney General.

"Club Libéral Howard"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Baril, Lucien Prud'Homme, machinistes, Arthur Bousquet, inspecteur, Wilfrid Morin, tisserand, Maurice Parsons, agent d'assurance, Adélard Vachon, camionneur, Georges Bruneau, contremaître, Emile Bellavance, peintre, tous de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Former une association ou club pour la récréation et le délassement du corps et de l'esprit et entretenir et développer des relations sociales entre les membres. Fournir aux membres une organisation pratique pour s'adonner aux sports, pour favoriser et développer des relations sociales et fraternelles entre les membres. Pour l'instruction des membres sur les grandes questions politiques et leur participation aux luttes politiques, sous le nom de "Club Libéral Howard".

Les pouvoirs accordés par la présente requête ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté et la présente corporation n'est pas autorisée à demander et à obtenir les licences de club habituellement octroyées par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $20,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11476-o L. DÉSILETS.

"Club Libéral Howard"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Baril, Lucien Prud'Homme, machinists, Arthur Bousquet, inspector, Wilfrid Morin, weaver, Maurice Parsons, insurance agent, Adélard Vachon, truckman, Georges Bruneau, foreman, Émile Bellavance, painter, all of Sherbrooke, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To form an association or club for the recreation and relaxation of body and mind and to maintain and develop social intercourse among the members. To supply the members with a practical organization for the practice of sports, to foster and develop social and fraternal relations among the members. To instruct the members respecting important political questions and their participation in political disputes, under the name of "Club Libéral Howard".

The powers hereby granted may not be interpreted as permitting gambling, games of chance or mixed games of chance and skill and the present corporation is not authorized to apply for and secure the club-licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the company may possess is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney general, this twenty-fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11476 Deputy Attorney General.

"Collège Commercial Inc."
"Business College Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du

"Collège Commercial Inc."
"Business College Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day

septième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Horace Elie, Maurice Frigon, professeurs, et J.-Hidola Labbé, industriel, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des Ecoles Professionnelles et de la Loi de l'Instruction publique, établir, exploiter et administrer un collège, école ou/et des écoles primaires, élémentaires, classiques, collégiales, commerciales, ou autres, où les étudiants pourront obtenir une une instruction élémentaire, commerciale, classique, mathématique, technique et|ou générale et enseigner dans toutes les branches la littérature, le commerce, les arts, les sciences et les langues étrangères, ainsi que la natation, la culture physique, l'athlétisme et tout ce qui s'y rapporte et donner et émettre des certificats appropriés;

Donner des cours par correspondance ou autrement et faire donner et donner des causeries, expositions, assemblées publiques, classes ou conférences susceptibles d'avancer directement ou indirectement la cause de l'éducation soit commerciale, professionnelle, technique ou autrement, sous le nom de "College Commercial Inc.— "Business College Inc."

Le montant du capital actions social de la compagnie sera de $99,900.00, divisé en 999 actions de cent dollars chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinquante mille dollars, divisée en cinq cents actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11477-o L. DÉSILETS,

of November, 1945, incorporating: Horace Elie, Maurice Frigon, professors, and J. Hidola Labbé, maunfacturer, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Trade-Schools Act and the Education Act, to establish, operate and manage a college, primary, elementary, classical, collegiate, commercial or other school and/or schools, where students may obtain elementary, commercial, classical, mathematical, technical and|or general instruction and to teach, in all branches of same, litterature, commerce, arts, sciences and foreign languages, as well as swimming, physical culture, athletics and everything connected with same and to give and issue appropriate certificates;

To give courses by correspondence or otherwise and to give talks or have the same given, hold exhibitions, public meetings, classes or lectures capable of directly or indirectly advancing the cause of education whether commercial, professional, technical or otherwise, under the name of "Collège Commercial Inc." — "Business College Inc."

The amount of capital stock of the company will be $99,900, divided into 999 shares of one hundred dollars each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars ecah.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11477 Deputy Attorney General.

"Commercial Transport Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Claude Demers, Guy Godard, avocats, et Mlle Yolande Gagnon, comptable, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en aucune manière, le transport d'effets, articles, marchandises et commodités de toutes sortes et de toute description, et exercer plus particulièrement les opérations qui consistent à faire l'arrimage, le remorquage, le renflouage et le sauvetage dans toutes leurs spécialités respectives, et agir comme arrimeurs, transbordeurs, agents, quaieurs, gabariers, entreposeurs, emmagasineurs, expéditeurs et voituriers par terre, eau ou par air, et exercer le commerce qui consiste à recevoir, transporter et livrer des effets, articles, marchandises et comodités suivant un système de fret ou location, et posséder ou affréter des vaisseaux ou autre équipement, appareils, articles ou accessoires s'y rapportant, sous le nom de "Commercial Transport Co. Limited", avec un capital total de $18,000.00, divisé en 180 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trentième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11478-o L. DÉSILETS.

"Commercial Transport Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1945, incorporating: Claude Demers, Guy Goddard, advocates, adn Mlle Yolande Gagnon, accountant, spinster and in use of her rights, all of the city and distirict of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, in any manner, the transportation of goods, articles, merchandise and commodities of every kind and description, and more especially, the operations of stevedoring, towing, wrecking and salvage in all the respective specialties thereof, and act as stevedores, longshoremen, agents, wharfingers, lightermen, warehousemen, storers, shippers and carriers by land, water or air, and carry on the business of receiving, transporting and delivering goods, articles, merchandise and commodities according to a freight or leasing system, and to own or charter ships or other equipment, apparatus, articles or accessories connected therewith, under the name of "Commercial Transport Co. Limited", with a total capital stock of $18,000, divided into 180 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11478 Deputy Attorney General.

"Crelinsten Cartage Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1945, constituatnt en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore H. Shapiro, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'un voiturier général, d'entrepreneurs de transport par voiture, d'agents expéditeurs, gardes-magasins et entreposeurs et tous les commerces nécessaires ou implicitement connexes à iceux;

Acheter, acquérir, vendre, disposer, nantir et aliéner tout immeuble et toute propriété que la compagnie jugera néce saires et propres aux fins de son commerce, sous le nom de "Crelinsten Cartage Company", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11479 L. DÉSILETS.

"Danville Handle Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation:Paul Phelps Hutchison, Ernest Howard Cliff, avocats et conseils en loi du Roi, de la cité de Montréal, et George Robert Whitley Owen, avocat, de la ville de Mont-Royal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, marchands de bois de charpente et de manufacturiers et commerçants de billots, bois de construction et bois de charpente et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente et de bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois est utilisé et de tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des déchets de bois, sous le nom de "Danville Handle Company Ltd."

Et il est de plus ordonné et déclaré ce qui suit:

Le droit de transférer les actions de la compagnie sera restreint, de manière qu'aucun transfert de ses actions ne soit effectif à moins et lorsqu'approuvé par une résolution du bureau de direction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie (à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été auparavant à l'emploi de la compagnie étaient actionnaires pendant la durée de cet emploi et ont continué de l'être après la fin de cet emploi) sera limité à vingt (20);

Tout appel au public à souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie sera prohibé.

"Crelinsten Cartage Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Theodore H. Shapiro, advocate, both of the City of Montreal and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a general carrier of goods, cartage contractors, forwarding agents, storage and warehousemen and all the business necessarily or impliedly incidental thereto;

To purchase, acquire, sell, dispose of, mortgage and alienate any real estate and property which the company might think necessary and convenient for the purpose of its business, under the name of "Crelinsten Cartage Company", with a total capital stock of $10,000.00, divided into 100 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11479-o Deputy Attorney General.

"Danville Handle Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1945, incorporating: Paul Phelps Hutchison, Ernest Howard Cliff, advocates and King's Counsels, of the City of Montreal, and George Robert Whitley Owen, advocate, of the Town of Mount Royal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acrry on the business of lumber operators, timber merchants and manufacturer of and dealer in logs, lumber and timber and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or waste products of wood, under the name of "Danville Handle Company Ltd."

And it is further ordained and declared as follows;

The right to transfer the Company's shares shall be restricted so that no transfer of its shares shall be effective unless and until approved by Resolution of the Board of Directors;

The number of the Company's shareholders (exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were while in such employment and have continued after the termination of such employment to be members of the Company) shall be limited to twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company shall be prohibited.

Le capital de la compagnie sera divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires sans valeur nominal ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de dix mille dollars ($10,000).

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district d'Arthabaska, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11480 L. DÉSILETS.

"Decarie Boulevard Land Development Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Louis Caruso, d'Atlantic Highlands, dans l'État du New Jersey, un des Etats Unis d'Amérique, entrepreneur, Xiste Narbonne, journaliste, et Maurice Narbonne, employé civique, tous deux des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains et relativement à icelui acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, et détenir, subdiviser, disposer en lots à bâtir, rues, carrés et autrement améliorer et développer et vendre, transférer, échanger, louer et autrement disposer et généralement faire le commerce de terrains et d'immeubles de toute et d'aucune sorte et description et de tous droits, titres ou intérêts en iceux et des propriétés d'aucune autre sorte et description, comprenant des propriétés personnelles et mobilières;

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Decarie Boulevard Land Development Co. Ltd.", avec un capital total de $149,000, divisé en 1490 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11481 L. DÉSILETS.

"Deckelbaum Textile Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Abraham Deckelbaum, manufacturier, Isidore Frishling, vendeur, et June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de produits textiles, marchandises sèches et nouveautés comme grossistes, manufacturiers, courtiers à commission et détail-

The capital of the Company will be divided into Two thousand (2,000) Common Shares without nominal or par value and the amount of capital with which the Company will carry on business will be Ten thousand dollars ($10,000.).

The head office of the Company will be at Danville, in the District of Arthabaska, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11480-o Deputy Attorney General.

"Decarie Boulevard Land Development Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Louis Caruso, of Atlantic Highlands, in the State of New Jersey, one of the United States of America, contractor, Xiste Narbonne, journalist, and Maurice Narbonne civic employee, both of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a land company and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, sub-divide, lay out in building lots, streets, squares and otherswise to improve and develop and to sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description and any right, title or interest therein and property of any other kind or description, including personal and movable property;

To carry on the business of a real estate company and real estate agent in all its branches, under the name of "Decarie Boulevard Land Development Co. Ltd.", with a total capital stock of $149,000.00 divided into 1490 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October 1945.

L. DÉSILETS,

11481-o Deputy Attorney General.

"Deckelbaum Textile Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1945, incorporating: Abraham Deckelbaum, manufacturer, Isidore Frishling, salesman, and June Kirlin, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of textiles, dry goods and novelties as wholesaler, manufacturer, commission broker and retailer or either, under the name of "Deckelbaum Textile Co. Ltd.", with a total

lants ou l'un ou l'autre, sous le nom de "Deckelbaum Textile Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11482 L. DÉSILETS.

"Designed Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1945, constituant en corporation: William Fraser Macklaier, avocat et conseil en loi du Roi, James Penrose Anglin, avocat, et Richard Dale Weldon, étudiant, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Dessiner, fabriquer, produire, acheter, vendre autrement faire de toute manière le commerce du métal, des produits du bois et produits d'autres matériaux qui se prêtent à l'usage économique du personnel et de l'outillage de la compagnie, sous le nom de "Designed Products Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Et il est de plus ordonné et déclaré ce qui suit:

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs, signifié dans une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, ne dépassera pas vingt:

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débentures de la compagnie est interdit.

Le siège social de la compagnie sera à la cité de St. Jean, district d'Iberville, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le premier octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11483 L. DÉSILETS.

"Dorel Collegian Jerseys Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Sonya Gertin, teneuse de livres, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles, et vêtements de tout genre; faire le commerce qui consiste à confectionner, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, confectionner, produire, importer et exporter toutes sortes de jerseys, blouses, jupes, robes, pyjamas, culottes de sport, habits de sport et confection de tout genre pour hommes et femmes, aussi des textiles, marchandises sèches et nouveautés, le tout comme manufacturier, grossiste, courtier et|ou détaillant à commission, sous le nom de "Dorel Collegian Jerseys Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11482-o Deputy Attorney General.

"Designed Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1945, incorporating: William Fraser Macklaier, advocate and King's Counsel, James Penrose Anglin, advocate, and Richard Dale Weldon, student, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To design, manufacture, produce, buy, sell and ortherwise deal in any and all manner of metal and wood products and products of other materials which lend themselves to the economic use of the Company's personnel and equipment, under the name of "Designed Products Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided, into 200 shares of $100.00 each.

And it is further ordained and declared that:

The shares of the Company shall not be treansferred without the consent of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.

The head office of the Company will be at the City of St. Johns in the District of Iberville, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11483-o Deputy Attorney General.

"Dorel Collegian Jerseys Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, June Kirlin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Sonya Gertin, bookkeeper, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of jerseys, blouses, skirts, dresses, pajamas, shorts, sportswear and all other kinds of men's and women's wear also textiles, dry goods and novelties, the whole as manufacturer, wholesaler, Commission Broker and|or retailer, under the name of "Do el Collegian Jerseys Inc.",, with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11484 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11484-o Deput Attorney General

"Dr C. M. Smith Memorial Foundation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1945, constituant en corporation: sans capital-actions: Dame Margaret Muir, bourgeoise, épouse de Payson A. Sherman, cultivateur, Dame Christina MacIntosh, bourgeoise, épouse de Hubert Ashley Scarth, gérant de banque et Dame Annie Goodwin, bourgeoise, épouse de Scott Parsons, camionneur, chacune d'elles autorisée par son mari, tous de la cité de Scotstown, district de St-François, Province de Québec, dans les buts suivants:

Honorer la mémoire du docteur Charles M. Smith, qui, pendant plus de trente-cinq ans, a pratiqué sa profession à Scotstown et dans les environs, avec beaucoup d'habileté et avec une grande charité;

Etablir, posséder et maintenir des maisons de repos, de bien-être et d'assistance sociale, des asiles pour hospitaliser les abandonnés, les délaissés et les malades;

Recevoir, soigner, abriter, hospitaliser, instruire les malades et les indigents, sous le nom de "Dr. C. M. Smith Memorial Foundation".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à la ville de Scotstown, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11485 L. DÉSILETS.

"Dr C. M. Smith Memorial Foundation"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating without share capital: Dame Margaret Muir, housewife, wife of Payson A. Sherman, farmer, Dame Christina MacIntosh, housewife, wife of Hubert Ashley Scarth, bank manager, and Dame Annie Goodwin, housewife, wife of Scott Parsons, truck driver, each of them duly authorized by her husband, all of the City of Scotstown, district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes;

To honor the memory of Doctor Charles M. Smith, M.D., who, for over thirty-five years, has practised his profession in Scotstown and in the surrounding communities, with great ability and with the utmost charity;

To establish, own and maintain rest, welfare and social assistance houses, homes to hospitalize forsaken, abandoned and sick people;

To receive, care for, house, hospitalize, instruct sick people and indigents, under the name of "Dr. C. M. Smith Memorial Foundation".

The amount to which the value of the immoveable property which the Corporation may possess, is to be limited, is $20,000.00.

The head office of the Corporation will be at the Town of Scotstown, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11485-o Deputy Attorney General.

"Eastern Townships Electric Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1945, constituant en corporation: Henry J. Sorensen, ingénieur électricien, Edward J. Corby, comptable, et Géo.-H. Dureault, avocat et conseil en loi du Roi, tous de la cité de Granby, district de Bedford, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer d'une manière générale, comme mandants ou agents, le commerce d'électriciens et d'entrepreneurs; importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce, manufacturer et installer, toutes sortes d'appareils connexes audit commerce ou s'y rattachant, sous le nom de "Eastern Townships Electric Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opération sera de $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11486 L. DÉSILETS.

"Eastern Townships Electric Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, incorporating: Henry J. Sorensen, electrical engineer, Edward J. Corby, accountant, and Geo.-H. Dureault, advocate and king's Counsel, all of the City of Granby, district of Bedford, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally as principal or agents, the business of electricians and contractors; to import, export, buy, sell and deal in, and manufacture and install, all kinds of equipment connected with the said business or incidental thereto, under the name of "Eastern Townships Electric Limited",

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $10,000.00.

The head office of the Company will be at Granby, in the District of Bedford.,

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11486-o Deputy Attorney General.

"Enterprise Publications Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1945, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable agréé, Joshua Millman, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Solliciter, obtenir, préparer, composer, dessiner, imprimer, publier, rédiger et distribuer des annonces et conduire, diriger et maintenir un commerce général d'annonces;

Faire le commerce d'une manière générale de plastiques, cuivre, acier et leurs composés ou d'autres métaux de toute espèce et nature;

Faire le commerce général de produits chimiques, matières tinctoriales, ciments, minéraux, savon, peinture, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, médicaments brevetés et articles en caoutchouc;

Faire le commerce général de textiles de toute sorte et description et en particulier du coton, du lin, de la soie, du chanvre, des fils, laine et toiles;

Faire le commerce général du charbon, coke, tourbe, bois et tout genre de combustible, sous le nom de "Enterprise Publications Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six-sept octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11487 L. DÉSILETS.

"Enterprise Publications Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1945, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, Joshua Millman, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To solicit, obtain, prepare, compose, design, print, publish, issue and distribute advertisements and to conduct, carry on and maintain a general advertising business;

To carry on the business of dealers generally in plastics, brass, steel and their compounds or in other metals of whatsoever nature and character;

To generally deal in chemicals, die stuffs, cements, minerals, soap, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, patent medecines and rubber goods;

To generally deal in textiles of every nature and description whatsoever particularly in cotton, flax, silk, hemp, yarn, wool and linens;

To generally deal in coal, coke, peat, wood and all kinds of fuel, under the name of "Enterprise Publications Limited", with a total capital sto k of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montréal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October ,1945.

L. DÉSILETS,
11487-o Deputy Attorney General.

"Felray Cleaners & Dyers Inc."

Avis est par les pérsentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1945, constituant en corporation: Irving Feldman, Nathan Feldman, gérants, Dame Rachel Heller, épouse séparée de biens de May Raymond, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Zelig Stutman, nettoyeur, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations d'une buanderie générale et à vapeur, et laver, nettoyer, épurer, décaper, blanchir, tordre, teindre, repasser, colorer sécher, désinfecter, renover et préparer pour l'usage, tous articles de lingerie, de maison, de ménage et autres toiles, cotonnades et lainages, vêtements et tissus de toutes sortes, et acheter, vendre, louer, manufacturer, réparer, arrenter, modifier, améliorer, traiter et faire le commerce de tous appareils, machines, matériaux, et articles de toutes sortes ou susceptibles d'être employés à ces fins sulement;

Faire les opérations qui consistent à teindre, blanchir, décatir, finir, mélanger des soieries, lainages, cotonnades, tissus et autres étoffes;

Faire tous ou l'un quelconque des commerces de manufacturiers de drap et lingerie de toutes sortes, fabricants de drap, chapeliers, modistes, fourreurs, gantiers, marchands de tissus de toutes sortes, merciers, fabricants de marchandises imperméables, sous le nom de "Felray Cleaners &

"Felray Cleaners & Dyers Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Irving Feldman, Nathan Feldman, managers, Dame Rachel Heller, wife separate as to property of Max Raymond, and duly authorized by him for these presents, and Zelig Stutman, cleaner, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a steam and general laundry, and to wash, clean, purify, scour, bleach, wring, dye, iron, colour, dry, disinfect, renovate and prepare for use all articles of wearing apparel, household, domestic and other linen, cotton and woollen goods, clothing and fabrics of all kinds, and to buy, sell, hire, manufacture, repair, let or hire, alter, improve, treat and deal in all apparatus, machines, materials, and articles of all kinds which are capable of being used for only such pruposes;

To engage in the business of dyeing, bleaching, sponging, finishing, compounding silks, yarns, linens, woollens, cottons, fabrics and other textiles;

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, drapers, hatters, milliners, furriers, glovers, dealers in textiles of all kinds, haberdashers, manufacturers of waterproof goods, under the name of "Felray Cleaners & Dyers

Dyers Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11488 L. DESILETS.

Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 2,000 shares of $10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11488-o Deputy Attorney General.

"First Hungarian Evangelical Lutheran Church"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la trosième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Rev. Charles Szebik, ministre, John Vegh, cordonnier, Frank Nemet, John Berecz, Louis Kozar, journaliers, Louis Jansurik, contremaître, John Ferenc, rembourreur, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants.

Pratiquer et exercer ensemble la religion évangélique luthérienne entre ses membres, sous le nom de "First Hungarian Evangelical Lutheran Church".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11489 L. DESILETS.

"First Hungarian Evangelical Lutheran Church"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1945, incorporating without share capital: Rev. Charles Szebik, Minister, John Vegh, shoemaker, Frank Nemet, John Berecz, Louis Kozar, laborers, Louis Jansurik, foreman, John Ferenc upholsterer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following pruposes:

To practice and exercise together the evangelical lutheran religion amongst its members, under the name of "First Hungarian Evangelical Lutheran Church".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is Twenty-Five Thousand Dollars.

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS.

11489-o Deputy Attorney General.

"Gold Rays Products Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'obtobre 1945, constituant en corporation: Hildebert Jodoin, industriel, Renée J. Décary, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Décary, médecin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Laure-Annette J. Charette, ménagère, épouse séparée de biens de Wellie Charette, boucher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, importer, exporter et en général faire le commerce en gros et en détail des gelées en poudre, des essences et extraits culinaires, des bonbons, des chocolats et d'une manière générale de tous les produits à base de sucre;

Acheter, vendre, importer, exporter, mélanger, préparer, manufacturer, faire le commerce au gros et au détail, des thés, cafés, épices, cacaos, olives, arachides, pistaches, huile d'olives et en général toutes les huiles végétales et de compositions végétales, ainsi que tous les produits qui en dérivent, sous le nom de "Gold Ray Products Company Limited", avec un capital total de $25,000.00, divisé en 250 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11490-o L. DÉSILETS.

"Gold Rays Products Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1945, incorporating: Hildebert Jodoin, manufacturer, Renée J. Décary, housewife, wife, separate as to property of Paul Décary, physician, and by him duly authorized for the purposes hereof, Laure-Annette J. Charette, housewife, wife separate as to property of Wellie Charette, butcher, and by him duly authorized for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following pruposes:

To manufacture, produce, purchase, import, export and deal generally, wholesale and retail, in powdered jellies, culinary essences and extracts, candies, chocolates, and generally, all products based on sugar;

To purchase, sell, import, export, blend, prepare, manufacture, deal in, whether whosesale or retail, tea, coffee, spices, cocoa, olives, peanuts, pistachios, olive oil, and all vegetable oils generally, and oils of vegetable compounds, and also any products derived therefrom, under the name of "Gold Rays Products Company Limited", with a total capital stock of $25,000. divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11490 Deputy Attorney General.

"Gray Merchandising Co. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1945, constituant en corporation: Merlyn Gray, vendeur, Abram Wein, industriel, Zigmund Foxen, tailleur, tous trois de la cité de Montréal, et Harry Bloom, industriel, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des affaires de courtiers à commission, agents de manufacturiers, exportateurs et importateurs de toutes ortes de tissus, marchandises sèches, lingerie et accessoires, accessoires de maison, ustensi es de cuisine et accessoires, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminum, verre, plastique, bois ou caoutchouc; faire le commerce, manufacturer, produire, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou faire le commerce comme grossistes et détaillants de tous tissus, marchandises sèches, lingerie et accessoires, articles de ménage, ustensiles de cuisines et accessoires, nouveautés, et tous articles faits de métal, aluminum, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Gray Merchandising Co. Inc.", avec un capital total de 120,000, divisé en 200 actions de $100 chaune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, di trict de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11491 L. DÉSILETS.

"G. & H. Furs Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, et Reva Morenstein sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'exportateur, d'importateur et d'expéditeur et marchand de toutes sortes de fourrures et de peaux d'animaux; traiter et préparer pour le marché toutes ou l'une quelconque de ces fourrures et peaux; fabriquer, exporter, importer, expédier et faire le commerce de tout ou tous articles du vêtement ou autrement susceptibles d'être confectionnés en tout ou en partie de fourrures ou de peaux d'animaux;

Faire tous ou l'un quelconque des commerces de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs généraux et marchands de caoutchouc et de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfum, savon et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "G. & H. Furs Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11492 L. DÉSILETS.

"Gray Merchandising Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issud by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1945, incorporating: Merlyn Gray, salesman, Abram Wein, manufacturer, Zigmund Foxen, cutter, all three of the City of Montreal, and Harry Bloom, manufacturer, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, export and import buyers of all kinds of textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, kitchen utensils and accessories, novelties and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber; to trade, manufacture, produce, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal as wholesaler and reatiler or either in or with textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, kitchen utensils and accessories, novelties and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Gray Merchandising Co. Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS.

11491-o Deputy Attorney General.

"G. & H. Furs Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patten have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, and Reva Morenstein, stenographer, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer and shipper of and dealer in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins; to manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins;

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other articles, commodities, marchandise or things necesseary for the purposes of the Company, under the name of "G. & H. Furs Inc.", with a tota capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11492-o Deputy Attorney General.

"Harvine Mfg. Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Harold Lande, David Gilbert, avocats, et Harry Golden, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre et distribuer des robes, blouses, jupes pour dames, robes de maison pour dames, pyjamas, vêtements de toutes sortes pour enfants, et toutes sortes de vêtements de sport pour dames, sous le nom de "Harvine Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal ,district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11493 L. DÉSILETS.

"Harvine Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebed Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, incorporating: Harold Lande, David Gilbert, advocates, and Harry Golden, bailiff, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell and distribute ladies' dresses, blouses, skirts, ladies' housecoats, pyjamas, children's clothing of all kinds, and all kinds of ladies' sportswear, under the name of "Harvine Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11493-o Deputy Attorney General.

"Hayden Medical Photographers Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Wallace Ross Henry, avocat et conseil en loi du Roi, James Brendan O'Connor, avocat, et Anne Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de photographes, graveurs, imprimeurs, lithographes, médailleurs, grossoyeurs et métiers semblables et s'occuper de la photographie d'aucune sorte ou nature quelconque;

Manufacturer, acheter, prendre à bail, louer, faire le commerce ou autrement acquérir ou utiliser les choses nécessaires à la pratique de la photographie et autres matériaux semblables de toutes sortes et en particulier, les objets nécessaires à la photographie et d'autres négatifs et positifs d'objets en mouvement et d'objets stationnaires, sous le nom de "Hayden Medical Photographers Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11494 L. DÉSILETS.

"Hayden Medical Photographers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter, 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighteenth day of October, 1945, incorporating: Wallace Ross Henry, advocate and King's Counsel, James Brendan O'Connor, advocate, and Anne Smith, secretary, spinster of legal age, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of phogographers, engravers, printers, lithographers, embossers, engrossers and the like and to engage in photography of any kind or nature whatsoever;

To manufacture, buy, hire, lease, deal in or otherwise acquire or use photographic and other like materials of all kinds and particularly photographic and other negatives and positives of objects in motion and objects at rest' under the name of "Hayden Medical Photographers Limited", with a total capital sctock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11494-o Deputy Attorney General.

"Herlen Realties Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1945, constituant en corporation: Herbert H. Silver, Jacob Smolensky et Leonard Herman, tous industriels, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des placements d'argent, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échan-

"Herlen Realties Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1945, incorporating: Herbert H. Silver, Jacob Smolensky and Leonard Herman, all manufacturers, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange ,or otherwise dispose

ger, ou autrement disposer de terrains, bâtizsses ou autres propriétés immobilières, et droits réels, et promesses de vente, brevets, licences, concessions et autres choses semblables, et en général en faire le commerce et négoces, de quelque manière que ce soit;

Améliorer, construire et modifier des propriétés immobilières, sous le nom de "Herlen Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11495 L. DESILETS.

"Hudson Packing Company, Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1945, constituant en corporation: Roger Marchand, comptable, Lionel Lefebvre, commis, et Mario E. Lattoni, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants;

Faire le commerce d'emballeurs, importateurs et exportateurs et marchands de viande, bétail, moutons, beurre, poisson, articles de conserve, aliments préparés et viande, et en général, produits sujets à s'avarier et tous genres de produits laitiers et agricoles; acheter et vendre en gros ou en détail toutes sortes de viandes et, en général, faire dans toutes ses spécialités le commerce ou négoce de la viande et de produits alimentaires;

Etablir, maintenir et conduire une agence générale et commerce de ventes d'occasion à commission, et faire le commerce d'agents de manufacturiers et marchands à commission d'articles et marchandises, commerce que la compagnie est autorisée à faire, sous le noms de "Hudson Packing Company, Limited", avec un capital total de $10.000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11496 L. DÉSILETS.

"Ice-Berg Refrigerators Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1945, constituant en corporation: John Austin Murphy, industriel, de la ville de Burlington, état de Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, Austin Farwell Murphy, surintendant, de la cité de Montréal, et Paul Raoul Tison, comptable, de la cité de Westmount, tous deux du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de réfrigérants, appareils frigorifiques, spécialités et matériaux de tous genres;

Manufacturer, acquérir, employer et vendre des appareils électriques et machinerie de tous genres;

Manufacturer, exporter, importer, acheter ou autrement acquérir, vendre et faire le commerce de bois de construction, métaux, outils, ou-

of lands, buildings or other immoveable property, and real rights, contracts and promises of sale, patents licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein, in any manner whatsoever;

To improve, construct and alter immoveable property, under the name of "Herlen Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000.00, divided into 1,000 shares of $10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11495-o Deputy Attorney General.

"Hudson Packing Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1945, incorporating: Roger Marchand, accountant, Lionel Lefebvre, clerk and Mario-E. Lattoni, barrister, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of packers, importers and exporters of, and dealers in meat, cattle, sheep, butter, fish, canned goods, groceries, confectioneries, processed foods and meats, and all perishable produce generally and dairy farm and garden produce of all kinds; to buy and sell by wholesale or retail all kinds of meat and, generally, to carry on the trade or business of meat and food products salesmen in all its branches;

To establish, maintain and conduct a jobbing, commission and general agency and sales business and carry on the business of manufacturers' agent and commission merchants regarding the articles and goods concerning which the Company is authorized to carry on business, under the name of "Hudson Packing Company, Limited", with a total capital stock of $10,000.00, divided into 100 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11496-o Deputy Attorney General.

"Ice-Berg Refrigerators Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1945, incorporating; John Austin Murphy, manufacturer, of the Town of Burlington, in the State of Vermont, one of the United States of America, Austin Farwell Murphy, superintendent, of the City of Montréal, and Paul Raoul Tison, accountant, of the City of Westmount, both of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and otherwise deaf in refrigerators, refrigerating appliances, specialties and supplies of all kinds;

To manufacture, acquire, use and sell electrical apparatus and machinery of all kinds;

To manufacture, export, buy or otherwise acquire, sell and deal in lumber, metals, tools, equipment, materials, implements, wares and mer-

tillage, matériaux, instruments, effets et marchandises employés dans la préparation et fabrication des produits énumérés ci-haut, sous le nom de "Ice-Berg Refrigerators Limited", avec un capital total de $75,000, divisé en 3,000 actions de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11497 L. DÉSILETS.

merchandise used in the preparation and manufacture of the products hereinabove enumerated, under the name of "Ice-Berg Refrigerators Limited", with a total capital stock of $75,000.00, divided into 3,000 shares of $25,00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11497-o Deputy Attorney General.

"Immeuble Lagacé Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouvernur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Léopold Lagacé, gérant, Euclide Lagacé, commerçant, Angéline Dubois, sténographe, fille mjeure, tous des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, location, échange ou autre titre légal et avoir, détenir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, et tous droits et privilèges relatifs ou se rapportant à iceux;

Acquérir par achat, échange, émission d'actions ou autrement, prendre à bail et posséder, administrer pour elle-même et pour autrui et octroyer des baux, exploiter et faire usage et autrement faire le commerce, et aliéner, disposer et faire le commerce des biens immobiliers et de tous droits et intérêts en iceux, de terrains et bâtisses de toutes sortes, et faire le commerce général de biens immobiliers et les opérations générales d'agents d'immeubles et d'entrepreneurs, constructeurs, gérants, entreposeurs et autres opérations semblables, sous le nom de "Immeuble Lagacé Limitée", avec un capital total de $90,000.00, divisé en 900 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11498-o L. DÉSILETS.

"Immeuble Lagacé Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Léopold Lagacé, manager, Euclide Lagacé, merchant, Angéline Dubois, sténographer, spinster, all of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title and to have, hold and own movable and immovable property and any rights, and priveleges respecting the same or connected therewith;

To acquire by purchase, exchange, issue of shares or otherwise, take on lease and own, menage for itself and for others and to grant leases, operate and use and otherwise deal with, and alienate, dispose of and deal in immovable property and all rights and interest therein, lands and buildings of every kind, and to carry on a general real estate business and the operations of general real estate agents and contractors, builders, managers, warehousemen and other similar operations: under the name of "Immeuble Lagacé Limitée", with a total capital stock of $90,000, divided into 900 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11498 Deputy Attorney General.

"Impex Trading Company Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1945, constituant en corporation: Victor Cleyn, gentilhomme, de la cité de Westmount, Émile Hollander, gérant, Thomas Michael Tansey, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme importateurs, exportateurs, acheteurs, commissionnaires, manufacturiers, grossistes, négociants, et détaillants des produits du bois, nouveautés, textiles, tissus, machinerie, matières chimiques, bois de charpente, produits du métal, acheter, vendre et autrement faire le commerce d'iceux soit comme mandats ou facteurs, sous le nom de "Impex Trading Company Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordonaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district de Terrebonne.

"Impex Trading Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1945, incorporating: Victor Cleyn, gentleman, of the City of Westmount, Emile Hollander, manager, Thomas Michael Tansey, advocate, both of the City of Montreal, all in the District of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as importers, exporters, buyers, distributors, manufacturers, wholesalers, jobbers, and retailers of wood products, novelties, textiles, fabrics, machinery, chemical products, lumber, metal products, and to buy and sell and otherwise deal therein either as principals or factors, under the name of "Impex Trading Company Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Ste-Thérèse, in the District of Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11499 L. DÉSILETS.

"Investment Confederation Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1945, constituant en corporation: James Bredan O'Connor, René Bédard, tous deux avocats, et Anne Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, terres arables, terrains fruitiers ou miniers, emplacements de ville, pâturages et terres à bois, et tout genre d'immeubles et propriétés immobilières, ou tous intérêts ou droits légaux ou équitables ou autres en iceux; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de ces lots, terrains, emplacements, immeubles et propriétés immobilières ou tout intérêt en iceux, faire le commerce de toute partie de ces terrains et propriétés ainsi acquis, les subdivisant en lots à bâtir, et en général en fixer la disposition en lots, rues et emplacements pour fins résidentielles ou autres, et avec le droit d'y construire des rues, les égouts et tuyaux de drainage nécessaires, bâtir sur ces lots des résidences ou autrement pourvoir les établissements ainsi érigés de lumière électrique, chauffage, gaz, eau et autres accessoires, sous le nom de "Investment Confederation Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $48,000, divisé en 480 actions ordinaires de $100 chacune.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11500 L. DÉSILETS.

"J. E. Boyle Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Joseph Ste-Marie, avocat, Marcel Ste-Marie, arpenteur-géomètre, Lucienne Deschamps, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Hull, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de bois de pulpe dans toutes ses spécialités et tout autre commerce s'y rapportant; faire les opérations de marchands de bois et exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier des billots, bois de construction et de charpente, et de tous produits et sous-produits de l'industrie forestière, et de tous autres articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois peut entrer, sous le nom de "J.-E. Boyle Company Limited", avec un capital total de $99,000, divisé en 990 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Maniwaki, district de Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11499-o Deputy Attorney General.

"Investment Confederation Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day or October, 1945, incorporating: James Brendan O'Connor, René Bédard, both advocates, and Anne Smyth, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water and other requisites, under the name of "Investment Confederation Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be $48,000.00, divided into 480 common shares of $100.00 each.

The amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $5,000.00.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11500-o Deputy Attorney General.

"J. E. Boyle Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1945, incorporating: Joseph Ste-Marie, advocate, Marcel Ste-Marie, land surveyor, Lucienne Deschamps, stenographer, spinster, all of the City and District of Hull, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of pulp wood in all its lines and any other business connected therewith; to carry on lumbering operations and the business of manufacturing and dealing in logs, lumber and timber, and all products and by-products of the forestry industry, and all other articles and matérials in the making of which wood may enter, under the name of "J.-E. Boyle Company Limited", with a total capital stock of $99,000.00, divided into 990 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the Village of Maniwaki, in the District of Hull.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11501 L. DÉSILETS.

"L. O. Labrecque & Cie, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Paul Labrecque, Jacques Labrecque, commerçants, Charles Vincent, gérant, Albert Garand, dessinateur, René Duranleau, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie, le négoce et le commerce de marchands, importateurs, exportateurs, commerçants en gros et en détail de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustibles de toutes sortes et descriptions, ainsi que de leurs produits et sous-produits, et comme marchands et manufacturiers de matériaux de construction;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder, tous terrains houillers, ferrugineux ou miniers, octrois, concessions de mines ou autres dépôts de combustibles, prospecter, extraire, exploiter, rendre propre au marché, acheter, vendre, disposer ou autrement faire le commerce de charbon, minerai et tous autres produits:

Acheter, importer, exporter, vendre, louer et autrement faire le commerce et le trafic de camions-autobomiles, tracteurs, véhicules, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, accessoires électriques, et faire l'exploitation d'ateliers de machines, de boutiques de réparations et de garage, sous le nom de "J.-O. Labrecque & Cie, Inc.", avec un capital total de $90,000.00, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatrième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11502-o L. DÉSILETS.

"Jonquière Lumber Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jou r d'octobre 1945, constituant en corporation: Louis-Marie Dufour, Jean-Roch Dufour et Georges Dufour, tous trois mécaniciens, de la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre la coupe du vois de construction, du bois de chauffage, organiser à cet effet des chantiers et le champ de travail des bûcherons;

Construire, ériger, établir, louer, acquérir, entretenir et exploiter des scieries, "moulins portatifs";

Entreprendre le commerce qui consiste à manufacturer pour le marché toutes les sortes de bois précitées de même que les traverses ou dor-

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1945.

L. DESILETS,
11501-o Deputy Attorney General.

"L. O. Labrecque & Cie, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of October, 1945, incorporating: Paul Labrecque, Jacques Labrecque, merchants, Charles Vincent, manager, Albert Garand, draughtsman, René Duranleau, advocate all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the industry, trade and business of merchants, importers, exporters, wholesale and retail dealers in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of all sorts and descriptions, and also in their products and by-products, and as merchants and manufacturers of building requisites;

To buy, lease, exchange or otherwise acquire and own any coal-fields, ferruginous or mining lands, grants, mining concessions or other fuel deposits to prospect for, extract, treat and render marketable, buy, sell, dispose of or otherwise deal with coal, ores and other products;

To purchase, import, export, sell, lease and otherwise trade in and deal with motor trucks, tractors, vehicules, automobiles, means of transportation of all sorts and all parts used in their construction, as well as motors, engines, machinery of all kinds, electric accessories, and to operate machine shops, repair shops and garages, under the name of "J.-O. Labrecque & Cie, Inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 900 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11502 Deputy Attorney General.

"Jonquière Lumber Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1945, incorporating: Louis-Marie Dufour, Jean-Roch Dufour, and Georges Dufour, all three mechanics, of the town of Jonquière, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake the cutting of lumber, firewood, for such purpose to organize lumber camps and working premises for the lumberman;

To build, erect, establish, lease, acquire, maintain and operate saw-mills, "portable mills";

To carry on the business of manufacturing for the market all the foregoing kinds of wood and also railway sleepers or ties, and deal generally

mants de chemin de fer et, généralement, faire le commerce de bois de toutes espèces et descriptions et de tous ses produits et sous-produits;

Acquérir, louer et exploiter des "limites à bois", des droits de coupe ou autres du même genre pour l'utilité des commerces susmentionnés, sous le nom de "Jonquière Lumber Co. Ltd"., avec un capital total de $10,000.00, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Jonquière dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11503-o L. DÉSILETS.

in all kinds and descriptions of lumber, and in al the products and by-products thereof;

To acquire, lease and operate timber limits, timber licenses or other rights of the same kind for the use of the above mentioned business, under the name of "Jonquière Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be in the town of Jonquière, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11503 Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec - Quebec Boulevards Construction Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Gédéon Delisle, commerçant, de St-Basile, comté de Portneuf, Henri Darveau, comptable, de la cité de Québec, et Mlle Juliette Bussières, secrétaire, de Sillery, des deux derniers, du district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter, exécuter et exercer toutes ou l'une quelconque des industries d'entrepreneurs généraux, constructeurs, dragueurs, excavateurs, pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien, la démolition, l'excavation, le terrassement, le défrichement et la mise en opération d'édifices publics et privés, chemins ponts, fossés, terrains, emplacements, travaux et autres bâtiments de toute sorte et description;

Exercer l'industrie du bois brut, du fer à l'état brut, du sable, de la pierre, du granit, de l'amiante à l'état brut et tous autres matériaux à l'état brut, de les préparer, de les fabriquer et les manufacturer en objets propres à différentes constructions et d'en faire le commerce d'importation et d'exportation en gros et en détail;

Agir comme agent de publicité par tous les moyens connus;

Agir comme imprimeur et éditeur, sous le nom de "La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec—Quebec Boulevards Construction Company."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale et en 290 actions privilégiées de $100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $4,900.00.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11504-o L. DÉSILETS.

"La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec - Quebec Boulevards Construction Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, incorporating: Gédéon Delisle, merchant, of St-Basile, county of Portneuf, Henri Darveau, accountant, of the city of Quebec, and Mlle Juliette Bussières, secretary, of Sillery, these two latter of the district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in, carry on and exercise all or any of the industries of general contractors, builders, dredgers, excavators, for the construction, erection, repair, improvement, maintenance, demolition, excavation, levelling, clearing and operating of public and private buildings, roads, bridges, ditches, lands, emplacements, works and other buildings of all kinds and descriptions;

To deal in rough timber, iron in its raw state, sand, stone, granite, asbestos in its raw state and all other materials in their raw state, to prepare, manufacture and make the same into objects suitable for various kinds of construction works and to import and export the same and deal therein both whosesale and retail;

To act as advertising agent by all known methods;

To act as printer and editor, under the name of "La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec—Quebec Boulevards Construction Company."

The capital stock of the company is divided into 400 shares without par or nominal value and into 290 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will commence operations is $4,900.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11504 Deputy Attorney General.

"L'Assistance Maternelle (Section St-Georges de Montreal-Sud)"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitime jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Rita Parent, épouse d'Oscar Bergeron, agent d'assurance, Dame Simone Monet, épouse de Michel Chartrand, ingénieur,

"L'Assistance Maternelle (Section St-Georges de Montreal-Sud)"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Rita Parent, wife of Oscar Bergeron, insurance agent, Dame Simone Monet, wife of Michel Chartrand, engineer, Dame Laura Hébert, wife of Armand Raci-

Dame Laura Hébert, épouse d'Armand Racicot, ferblantier, et chacune par son mari dûment autorisée aux fins des présentes, tous de la ville de Montréal-Sud, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fournir aux membres de l'Association les moyens de coopérer dans l'exercice de la charité;

Venir en aide aux mères et aux bébés nécessiteux dont le domicile est dans la paroisse de St-Georges de Montréal-Sud, sous le nom de "L'Assistance Maternelle (section St-Georges de Montréal-Sud)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $3,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal-Sud, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11505-o L. DÉSILETS.

"Laurentide Footwear Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Laurier Bergeron, industriel, Bernard Lafortune, commis, Maurice Dubord, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques (caoutchoucs) et généralement de tous les produits de cuir, de caoutchouc et de toutes autres matières premières pouvant servir dans la fabrication des produits ci-dessus mentionnés et de tous leur dérivés et sous-produits;

Exercer le commerce de manufacturier, importateur, exportateur, grossiste, détaillant, négociant et commerçant de cuir, caoutchouc et autres matières brutes, naturelles ou synthétiques et de tous dérivés, se rapportant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Laurentide Footwear Company Limited", avec un capital total de $6,000.00, divisé en 60 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11506-o L. DÉSILETS.

"Les Conserves des Laurentides, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Moïse Nantel, menuisier, J.-Benjamin Limoges, rentier, Raoul Pelletier, hôtelier, Lucien Machabée, cultivateur, et Antonio Gagnon, garagiste, tous de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la mise en conserve de fruits, légumes et autres produits végétaux, de poissons, viandes, soupes et autres substances alimentaires; confectionner des confitures, gelées,

cot, tinsmith, and each duly authorized by her husband for the purposes hereof, all of the town of Montreal-South, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To furnish the members of the association with means of cooperating in the carrying on of charitable works;

To assist needy mothers and babies whose domicile may be in the parish of St-Georges de Montreal-Sud, under the name of "L'Assistance Maternelle (Section St-Georges de Montréal-Sud)".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is $3,000.

The head office of the corporation will be at Montreal-South, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11505 Deputy Attorney General.

"Laurentide Footwear Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, incorporating: Laurier Bergeron, manufacturer, Bernard Lafortune, clerk, Maurice Dubord, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, buy, sell, trade in, import, export and generally deal in all kinds of footwear, shoes, gloves, mitts, rubbers and generally all products of leather, rubber and all other raw materials which may be used in the making of the above mentioned products and all their derivatives and by-products;

To carry on the business of manufacturer, importer, exporter, wholesaler, retailer of, trader and dealer in leather, rubber and other raw materials, whether natural of synthetic, and all derivatives of same, in connection with the business of the company, under the name of "Laurentide Footwear Company Limited", with a total capital stock of $6,000, divided into 60 shares of $100 seach.

The head office of the company will be at St-Jérôme, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11506 Deputy Attorney General.

"Les Conserves de Laurentides, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters, patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Moïse Nantel, carpenter, J.-Benjamin Limoges, annuitant, Raoul Pelletier, hôtel-keeper, Lucien Machabée, farmer, and Antonio Gagnon, garage-keeper, all of the parish of Sainte-Anne-des-Plaines, district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of the canning of fruit, vegetables and other vegetable products, fish, meat, soups and other foodstuffs; to make jam, jelly, syrups, essences, pickles, vinegar,

sirops, essences, marinades, vinaigres, condiments, épices et autres marchandises propres à la consommation; fabriquer des boîtes, bocaux et autres récipients en verre, ferblanc, bois ou autre matière; exploiter des fermes et entreprises agricoles; acquérir, établir et administrer des aqueducs, sous le nom de "Les Conserves des Laurentides, Ltée", avec un capital total de $49,950.00, divisé en 999 actions de $50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Plaines, district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11507-o L. DÉSILETS.

seasonings, spices and other merchandise suitable for food; to manufacture boxes, jars and other containers, whether of glass, tin, wood or other matter; to operate farms and agricultural concerns; to acquire, establish and manage waterworks, under the name of "Les Conserves des Laurentides, Ltée", with a total capital stock of $49,950., divided into 999 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Plaines, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11507 Deputy Attorney General.

"Les Éditions de la Feuille d'Erable Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été acccecordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Paul Désormiers, commis, Gabriel Maltais et Raoul Roy, journaliers, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Editer, rédiger, publier, imprimer des revues, journaux, hebdomadaires ou quotidiens, des livres brochés ou reliés, des tracts, plaquettes, manuels et catalogues et toutes autres publications de quelque nature que ce soit;

Solliciter, exécuter et accorder des contrats de publicité, d'impression et de photogravure, publier des annonces dans toute revue et autre périodique, et charger et percevoir, au comptant ou à crédit, le prix de tels contrats, sous le nom de "Les Editions de la Feuille d'Erable Inc.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11508-o L. DESILETS.

"Les Editions de la Feuille d'Erable Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q.1941, bearing date the eleventh day of October, 1945, incorporating: Paul Désormiers, clerk, Gabriel Maltais, and Raoul Roy, labourers, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To edit, write, publish, print reviews, newspapers, weeklies or dailies, books, whether unbound or bound, tracts, booklets, handbooks and catalogues, and any other publications of whatsoever kind they may be;

To apply for, carry out and grant contracts for publicity, printing and photo-engraving, publish advertisements in any review and other periodical, and charge and collect, for cash or on credit, the price of such contracts, under the name of "Les Editions de la Feuille d'Érable Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11508 Deputy Attorney General.

"Les Fils De La Maisonneuve, Inc".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Alphée Langis, vérificateur-comptable, Aimé-Paul Langis, tailleur, et Emma-Lucette Langis, ménagère, (célibataire), tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Concerter les familles de la même origine que vos requérants et étudier, élaborer, adopter et exécuter un plan d'entente et de protection mutuelles propre à améliorer et à conserver la sécurité sociale des membres de la Corporation, encourager l'épargne, l'instruction, l'éducation et la pratique des œuvres philanthropiques et charitables, sous le nom de "Les Fils De La Maisonneuve, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

"Les Fils De La Maisonneuve, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph-Alphée Langis, auditor, accountant, Aimé-Paul Langis, tailor, and Emma-Lucette Langis, housewife, (spinster) all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To consult with families of the same origin as that of the petitioners and study, elaborate, adopt and carry out a mutual understanding and protection plan capable of improving and preserving the social security of the members of the corporation, to encourage saving, instruction, education and the practice of philanthropical and charitable works, under the name of "Les Fils De La Maisonneuve, Inc.".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11509-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DESILETS..

11509 Deputy Attorney General.

"Les Produits Métalliques SaRo, Inc."
"The SaRo Metal Products, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Stanislas Germain, Louis-Philippe Pigeon, avocats et conseils en Loi du Roi, Roger Thibaudeau, avocat, Mlles Hermance Felteau, Marguerite Déziel et Françoise Laperrière, toutes secrétaires, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer des meubles de métal et accessoires;

Fabriquer des appareils de plomberie et des appareils électriques; et travailler le métal en feuille;

Faire le commerce des meubles de métal, d'accessoires metalliques, d'appareils de plomberie, d'appareils électriques y compris la réparation et l'installation de tels objets, sous le nom de "Les Produits Métalliques SaRo, Inc.—The SaRo Metal Products, Inc.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 2,000 actions de $10.00 chacune.

Le siège so ial de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11510-o L. DÉSILETS.

"Les Produits Métalliques SaRo, Inc."
"The SaRo Metal Products, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters, patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1945, incorporating: Stanislas Germain, Louis-Philippe Pigeon, advocates and King's Counsels, Roger Thibaudeau, advocate, Mlles Hermance Felteau, Marguerite Déziel and Françoise Laperrière, all secretaries, all of the city and district of Quebec, Province or Quebec, for the following purposes:

To manufacture metal furniture and accessories;

To manufacture plumbing and electrical apparatus; and carry on sheet-metal works;

To deal in metal furniture, metal accessories, plumbing apparatus, electrical apparatus, including the repair and installation of the same, under the name of "Les Produits Métalliques SaRo, Inc.—The SaRo Metal Products, Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Levis, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11510 Deputy Attorney General.

"Lord & Fils, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Donat Lord, négociant, de la cité de Montréal, Charles-Joseph Gélinas, avocat, de la cité d'Outremont, et Cecil Herbert Macnaughten, avocat, de la cité de St-Lambert, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce comme marchand de gros et en détail, manufacturier, négociant à forfait, importateur et exportateur de menus articles, sucreries, confiseries, chocolats, articles de fumeur et tabacs, jouets, articles en cuir, articles de livrairie, épiceries, remèdes brevetés, et généralement de tous biens mobiliers et marchandises habituellement vendus dans les magasins à rayons, magasins généraux et magasins de menus articles;

Acheter comme commerce en opération le commerce actuellement exploité à Montréal par M. Donat Lord, sous la raison sociale de "J.-S. Benoît Enr'g", et en payer le prix d'acquisition en tout ou en partie par l'attribution et l'émission d'actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, sous le nom de "Lord & Fils, Inc.", avec un capital total de $49,000.00, divisé en 490 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11511-o L. DÉSILETS.

"Lord & Fils, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters, patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1945, incorporating: Donat Lord, merchant, of the city of Montreal, Charles-Joseph Gélinas, advocate, of the city of Outremont, and Cecil Herbert Macnaughten, advocate, of the city of St-Lambert, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as wholeesale and retail merchant, manufacturer, jobber, importer and exporter of small wares, sweets, confectionery, chocolate, smokers' supplies and tobacco, toys, leather goods, stationery, groceries, patent medecines, and, generally, any movable property and merchandise usually sold in departmental stores, general stores and small ware shops;

To purchase, as a going concern the business actually carried on at Montreal by Mr. Donat Lord under the firm name of "J.-S. Benoît Enr'g", and to pay the purchase price thereof, in whole or in part by the allotting and issue of fully paid up shares of the company's capital stock, under the name of "Lord & Fils, Inc.", with a total capital stock of $49,000. divided into 490 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11511 Deputy Attorney General.

"Majestic Industries Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-nauf octobre 1945, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Prazoff, Abraham Feiner, tous avocats, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerces de maîtres de forge, fabricants de cuivre, fabricants d'acier ouvriers dans la transformation du cuivre et de l'acier, manufacturiers de ferblanc, fondeurs en cuivre et en fer, dans toutes leurs spécialités respectives;

Exercer tout métier ou commerce de toute manière connexe au traitement ou manutention des articles faits en tout ou en partie de l'une quelconque desdites substances, et faire le négoce des produits du métal de toute espèce;

Exercer les metier ou commerce de manufacturiers de bicycles et pièces de bicycles, sous le nom de "Majestic Industries Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, et la partie du capital-actions devant être émise en actions privilégiées est de $10,000, divisée en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11512 L. DÉSILETS.

"Majestic Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1945, incorporating: Albert Marcus, Isicore Prazoff, Abraham Feiner, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trades or business of iron masters, brass manufacturers, steel makers, brass and steel converters, tin plate manufacturers, and brass and iron founders, in all their respective branches;

To carry on any trade or business in any way dealing in or handling any articles made in whole or in part of any of the said substances, and to deal in metal products of all kinds;

To carry on the trade or business of manufacturers of bicycles and bicycle parts, under the name of "Majestic Industries Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 100 common shares of $100.00 each, and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is $10,000.00, divided into 100 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the town of Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11512-o Deputy Attorney General.

"Manoir Investments Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1945, constituant en corporation: James Hilary Hume Robertson, de la cité de Montréal, Paul Charles Casey, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, et Alexander Killin Coley, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme entrepreneurs, bâtisseurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toitures et autres matériaux qui peuvent être directment ou indirectement employés par les entrepreneurs, bâtisseurs ou couvreurs, avec le droit d'agir comme agents pour autres personnes ou corporations faisant un commerce semblable, et faire aussi tout autre commerce de même nature, ou connexe au négoce, susdit;

Acheter, vendre, louer, hypothéquer et faire le commerce de propriétés immobilières de toute sorte et description et tous droits et privilèges s'y rattachant, et acheter, vendre et faire le commerce des débentures, obligations, stocks et autres valeurs, sous le nom de "Manoir Investments Limited", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11513 L. DÉSILETS.

"Manoir Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1945, incorporating: James Hilary Hume Robertson, of the City of Montreal, Paul Charles Casey, of the City of Westmoiut, both advocates and King's Counsels, and Alexander Killin Coley, stenographer, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business, and also to carry on any other business of a like nature, or incidental to the foregoing;

To buy, sell, lease, hypothecate and deal in immovable property of every kind and description and all rights and privileges connected therewith and to buy, sell and deal in debentures, bonds, stocks and other securities, under the name of "Manoir Investments Limited", with a total capital stock of $49,000.00, divided into 490 common shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11513-o Deputy Attorney General.

"Métail & Fils Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi dse compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouvernur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Auguste Métail, Joseph-Louis Métail, mécaniciens, et Amédée Demelini, briqueteur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, installer, manufacturer, réparer, convertir, altérer, louer ou prendre à louage et faire le commerce de machines de toutes sortes, machines à coudre, machines à laver, machines, outils, matériel roulant, bouilloires, machines, moteurs, moteurs de yacht, canots-automobiles, articles de sport, installations d'usine, installations électriques, minières et industrielles, instruments, ferronnerie et toutes fournitures, tous accessoires et appartenances y connexes;

Exercer le commerce ou le négoce de fabricants d'acier et convertisseurs, soudeurs à l'électricité ou à l'acétylène, fondeurs de bronze et de fer, fondeurs de minérai, manufacturiers et négociants de bronze, cuivre, zinc, fer, acier et autres matériaux dans tous leurs degrés, du minérai au produit fini, et leurs sous-produits et comme machinistes et forgerons;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de fils métalliques, câbles de toutes descriptions, produits de fils métalliques et tous objets en fer, cuivre, plastique, fer-blanc, plomb, zinc et autres métaux bronzés ou plaqués à l'électrolyse, galvanisés, émaillés ou autrement préparés ou finis;

Exercer l'industrie du caoutchouc, fabriquer tous objets à base de caoutchouc ou de matière semblable, remodeler, vulcaniser, refaire et réparer tous ouvrages concernant les pneus d'automobiles;

Exercer l'industrie d'entreposage;

Faire en général et dans toutes leurs branches toutes les opérations, et exercer les industries de fabricants, manufacturiers, marchands, importateurs et exportateurs, en gros et en détail, de meubles meublants de tous genres, jouets de toutes sortes, instruments de musique de toutes sortes, sous le nom de "Métail & Fils Limitée", avec un capital total de $10,000.00, divisé en 100 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montféal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11514-o L. DÉSILETS.

"Métail & Fils Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1945, incorporating: Auguste Métail, Joseph-Louis Métail, mechanics, and Amédée Demelini, bricklayer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange, install, manufacture, repair, convert, alter, lease or take on lease and deal in machines of every kind, sewing machines, wahsing machines, machines, tools, rolling stock, boilers, machines, motors, yacht motors, motorboats, sporting goods, plant installations, electrical, mining and industrial installations, instruments, ironware and any supplies, accessories and appurtenances incidental thereto;

To carry on business and trade as steel manue facturers and converters, electric or acetylen-welders, bronze and iron founders, ore smelters, manufacturers of and dealers in bronze, copper, zinc, iron, steel and other materials at all stagesm from the ore to finished product, and by-products thereof, and act as machinists and blacksmiths;

To manufacture, purchase, sell, import, export, and deal in wire, cables of all descriptions, wire products and any objects whether of iron, cooper, plastic, tin, lead, zinc or any other metals, bronzed or electro-plated, galvanized, enamelled or otherwise treated or finished;

To deal in rubber, manufacture any objects based on rubber or similar matter, remodel, vulcanize, remake and repair any works concerning automobile tires;

To carry on the warehousing business;

To carry on generally and in all their branches all the operations and business of makers, manufacturers, merchants, importers and exporters, wholesale and retail, of furniture of all kinds, toys of all kinds, musical instruments of all kinds, under the name of "Métail & Fils Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11514 Deputy Attorney General.

"Modern Method Products Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Paul H. Lévesque, avocat, Carmelle Morin, sténographe, fille majeure, et Alcide Grenon, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, commerçants, distributeurs, marchands, détaillants, grossistes, importateurs et exportateurs en général et sans limite, de bonbons et produits semblables, ainsi que de toutes matières, articles ou choses requises relativement ou se rapportant à ces commerces, sous le nom

"Modern Method Products Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1945, incorporating: Paul-H. Lévesque, advocate, Carmelle Morin, stenographer, spinster, and Alcide Grenon, accountant, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on as manufacturers, producers, dealers, distributors, merchants, retailers, wholesalers, importers and exporters, generally, and, without limitation, of candies and similar products as well as all materials, articles or things required in connection with or incidental to such businesses, under the name of "Modern

de "Modern Method Products Incorporated", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11515 L. DESILETS.

"Montrose Packing, Limited"

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu, de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1945, constituant en corporation: Ovila Fortier, Bernard Denis, tous deux bouchers, et Wilfrid Biron, chauffeur, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail le commerce de bouchers, emballeurs, saleurs et marchands de viande, bétail, moutons, beurre, poisson et tous produits généralement sujets à s'avarier; acheter et vendre en gros ou en détail toutes sorte de viandes, et, en général, faire dans toutes ses spécialités le commerce de vendeurs de viande;

Se livrer aux occupations et au commerce qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre et faire le négoce d'aliments, produits alimentaires, pain, biscuits, extraits, aliments en conserve, sauces, condiments, thé, café, bonbons, pâtisserie et épicerie, en gros ou en détail, sous le nom de "Montrose Packing, Limited", avec un capital total de $19,500, divisé en 195 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11516 L. DÉSILETS.

"Mor-Lite Realty Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Louis Light, Morris Light, tous deux manufacturiers, et Dr. Wolfe Light, médecin, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérets en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains et de toutes ou d'aucune des bâtisses ou constructions qui sont actuellement ou peuvent être subséquemment érigées sur iceux, et prendre les garanties qui seront jugées nécessaires;

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Mor-Lite Realty Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1945.

L'Asisstant-procureur général,

11517 L. DÉSILETS.

Method Products Incorporated", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1945.

L. DESILETS,

11515-o Deputy Attorney General.

"Montrose Packing, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eleventh day of October, 1945, incorporating: Ovila Fortier, Bernard Denis, both butchers, and Wilfrid Biron chauffeur, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To carry on the wholesale or retail business of butchers, packers, curers and dealers in meat, cattle, sheep, butter, fish and all perishable produce generally; to buy and sell by wholesale or retail all kinds of meat, and, generally, to carry on the trade or business of meat salesmen in all its branches;

To engage in and carry on the business of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in food, food products, breads, biscuits, extracts, canned foods, sauces, condiments, tea, coffees, candies, confectioneries and groceries, as wholesalers or retailers, under the name of "Montrose Packing, Limited", with a total capital stock of $19,500.00, divided into 195 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS.

11516-o Deputy Attorney General.

"Mor-Lite Realty Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the twelfth day of October, 1945, incorporating: Louis Light, Morris Light, both manufacturers, and Dr, Wolfe Light, physician, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage, or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building material, under the name of "Mor-Lite Realty Corporation", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11517-o Deputy Attorney General.

"Norden Jobbers & Importers Inc."

Avis est, par les présnetes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix octobre 1946, constituant en corporation: Harry Benjamin Fogul, avocat, John Michael Schlesinger, avocat, et Bernet Buckman, notaire public, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métier et commerce de manufacturiers en gros et en détail, trafiquants, importateurs et exportateurs de toutes sortes d'ornements, articles de quincaillerie, boutons, boucles, bijoux, bijoux de costume, marchandises à la verge, marchandises sèches, confection et accessoires pour dames, confection et accessoires pour hommes, nouveautés de tous genres, meubles, garnitures de maisons, habits de sport, articles de sport, ameublement de bureau, accessoires de bureau, ustensiles de cuisine, faïence, verrerie, jouets, appareils électriques, coutellerie, argenterie, machinerie et tous autres matériaux connexes aux objets ci-dessus, de même que de toute autre marchandise manipulée et trafiquée dans le genre de commerce dont il est question dans les présentes, sous le nom de "Norden Jobbers & Importers Inc.", avec un capital total de $49,900, divisé en 499 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compangie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11518 L. DÉSILETS.

"Norden Jobbers & Importers Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Harry Benjamin Fogul, advocate, John Michael Schlesinger, advocate, and Barnet Buckman, notary Public, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and do business as wholesale and retail amnufacturers, jobbers, importers and exporters in all classes of ornaments, hardware, buttons, buckles, jewellery, costume jowellery, piece goods, yard goods, dry goods, ladies' wear and accessories, men's wear and accessories, novelties of every description, furniture, household furnishings, sportswear, sporting goods, office equipment, office furnishings, kitchen utensils, crockery, glassware, toys, electrical appliances, cutlery, silverware, machinery and all other supplies incidental to the above, as well as any and all other merchandise handled and dealt in by the classes of business herein referred to, under the name of "Norden Jobbers & Importers Inc.", with a total capital stock of $49,900.00, divided into 499 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11518-o Deputy Attorney Beneral.

"Pan-Plastic Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quebec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Yvan Perrault, notaire, Raymonde Champagne, tous deux de Rosemont, et Adélaïde McDerby, de la cité d'Outremont, ces deux dernières secrétaires, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et généralement faire le commerce d'articles et de marchandises en plastique ou en autre matière similaire ou s'y rapportant, de toute nature que ce soit, pour usage domestique, industriel, agricole, décoratif ou autre; le tout comme principal ou comme agent;

Agir comme aviseur consultant et conseiller technique et louer ses services comme tel dans toutes affaires se rapportant au genre d'industrie dans lequel la Compagnie pourra être intéressée, sous le nom de "Pan-Plastic Limited", avec un capital total de $19,000.00, divisé en 1,900 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11519-o L. DÉSILETS.

"Pan-Plastic Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1945, incorporating: Yvan Perrault, notary, Raymonde Champagne, both of Rosemount, and Adélaïde McDerby, of the city of Outremont, the two latter secretaries, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To purchase, sell, manufacture and deal generally in plastic articles or merchandise, or any other similar matter or which may be connected therewith, of any kind whatsoever, for domestic, industrial, agricultural, decorative or other uses; the whole as principal or agent;

To act as consulting advisor and as technical advisor, and to lease its services as such, in any business connected with the kind of industry in which the company may be interested, under the name of "Pan-Plastic Limited", with a total capital stock of $19,000, divided into 1,900 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11519 Deputy Attorney General.

"Patenaude Automobile, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'octobre 1945, constituant en

"Patenaude Automobile, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1945, incorporating: J.-Aurèle Pate-

corporation: J.-Aurèle Patenaude, vendeur, J.-Evariste Patenaude, bourgeois, Armand Patenaude, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires en général comme commerçants ou manufacturiers d'automobiles, de camions, d'aéroplanes, de motocyclettes, de moteurs, d'accessoires sous leurs formes et description les plus diverses;

Faire affaires en général comme électriciens, mécaniciens, commerçants, entrepreneurs ou manufacturiers d'engins, dynamos, générateurs, batteries, accumulateurs, échanges privés, et tous autres appareils ou accessoires d'électricité de toutes descriptions, sous le nom de "Patenaude Automobile, Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compganie sera à Montréal, dans le district de Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11520-o L. DÉSILETS.

naude, salesman, J.-Evariste Patanaude, bourgeois, Armand Patenaude, salesman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business generally as dealers in and manufacturers of automobiles, trucks, aeroplanes, motorcycles, motors, accessories, under all the various forms and descriptions thereof;

To carry on business generally as electricians, mechanics, traders in, contractors for or manufacturers of engines, dynamos, generators, batteries, storage batteries, private exchanges, and any other electrical apparatus or accessories of any description whatever, under the name of "Patenaude Automobile, Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11520 Deputy Attorney General.

"Pizzagalli Terrazzo, Tile Manufacturing Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Angelino Pizzagalli, entrepreneur, Mary Pizzagalli, sténographe, fille majeure, et Mario E. Lattoni, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands et ouvriers en ciment, tuile, terrazzo pierre, chaux, sable, minérai, minéraux et leurs sous-produits et de matériaux de construction de toutes sortes, et aussi le commerce de mineurs de charbon, propriétaires de mines de charbon et de carrières;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et passer des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toute description de travaux et exercer, pour les fins susdites, le commerce d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "Pizzagalli Terrazzo, Tile Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11521 L. DÉSILETS.

"Pizzagalli Terrazzo, Tile Manufacturing Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Angelino Pizzagalli, contractor, Mary Pizzagalli, stenographer, spinster, and Mario-E. Lattoni, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement, tile, terrazzo, stone, lime, sand, ore, minerals and the by-products thereof and building materials of all kinds, as also the business of coal miners, colleirs and quarrymen;

To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on, for the purposes aforesaid, the business of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private, under the name of "Pizzagalli Terrazzo, Tile Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of $50,000.00, divided into 500 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11521-o Deputy Attorney General.

"Precision Wood Manufacturing Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre octobre 1945, constituant en corporation: Hyman Baker, Bernard Benno Cohen, Moses Samuel Yelin, tous avocats, des cité et desitrict de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce du bois de construction, du bois et de plastiques de tous genres;

"Precision Wood Manufacturing Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1945, incorporating: Hyman Baker, Bernard Benno Cohen, Moses Samuel Yelin, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in timber, wood and plastics of all kinds;

Faire le commerce d'exploitants de bois de construction, marchands de bois de charpente, de propriétaires de scierie et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de construction, du bois et de plastiques de tous genres;

Exercer les métier et commerce de manufacturiers, exportateurs, et marchands tant en gros qu'en détail de jouets, articles de sport et articles en bois;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute espèce de pièces fixes, en bois, métal ou autre substance ou matière, cloisons et ouvrage en bois de tout genre pour maisons, magasins, usines, bureaux ou bâtisses de toute espèce ou nature, et les y ériger, construire, installer et entretenir;

Faire commerce comme bâtisseurs, et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Precision Wood Manufacturing Incorporated", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions de $200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11522 L. DESILETS.

To carry on business of lumber operators, timber merchants, sawmill proprietors and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber, wood and plastics of all kinds;

To carry on the trade and business of manufacturers, exporters, and dealers both in wholesale and retail of toys, sporting goods and wooden specialties;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of fixtures, wooden, metal or other substance or material, partitions and woodwork of all kinds for use in houses: stores, factories, offices or buildings of any nature or kind whatsoever, and to erect, construct, install and maintain same therein;

To carry on business as builders and gneneral contractors, under the name of "Precision wood Manufacturing Incorporated", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 100 shares of $200.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11522-o Deputy Attorney General.

"Ray Incorporated"

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Bartley Nelson Holtham, Ashton R. Tobin, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, et Margaret Doherty, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter des magasins ou des établissements pour faire le nettoyage, le pressage, la réparation et la teinture des vêtements;

Etablir des agences ou des dépôts où les vêtements peuvent être laissés pour être ramassés ou pour entreposage;

Exploiter un service connu comme "Valet Service", et exercer tout commerce se rapportant à ce service, sous le nom de "Ray Incorporated", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, et aucun appel sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11523 L. DESILETS.

"Ray Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1945, incorporating: Bartley Nelson Holtham, Ashton R. Tobin, both advocates and King's Counsels, and Margaret Doherty, stenographer, spinster, all of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate stores or establishments for the cleaning, pressing, repairing and dyeing of clothes;

To establish agencies or depots where clothes may be left, for pick-up or for storage;

To operate a service known as Valet Service, and to carry on all business relative to such service, under the name of "Ray Incorporated", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty, and no appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the Comapny will be at the City of Sherbrooke, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1945.

L. DESILETS,

11523-o Deputy Attorney General.

"R. D. X. Food Products Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Harry Sivak, Bernard K. Lewis, marchands, Dame Ida Margolese, épouse commune en biens de Harry Sivak, et Elisabeth Hayes, épouse séparée de biens de Bernard K. Lewis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"R. D. X. Food Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1945, incorporating: Harry Sivak, Bernard K. Lewis, merchants, Dame Ida Margolese, wife common as to property of Harry Sivak, and Elizabeth Hayes, wife separate as to property of Bernard K. Lewis, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'épicerie en gros et en détail, marchands de grains et provisions dans toutes ses spécialités, et aussi le commerce qui consiste à importer et exporter lesdits produits;

Manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'épiceries, café, cacao, épices, poudre à pâte, essences, catsups, gelées en poudre, moutardes, cirages, savons, poudres à laver, confiserie, accessoires pour épiciers et confiseurs et autres commodités semblables et tous autres produits et sous-produits se rapportant aux précédents ou aucun d'eux, sous le nom de "R. D. X. Food Products Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11524 L. DESILETS.

To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain and provision merchants in all its branches, and also the business of importing and exporting said products;

To manufacture, refine, purchase, sell and deal in groceries, coffees, cocoa, spices, baking powder, flavoring extracts, catsups, jelly powder, mustards, blackings, soaps, washing compounds, confectionery, grocers', confectioners', supplies and other similar commodities, and such other products and by-products as are incidental to the foregoing or any of them, under the name of "R. D. X. Food Products Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11524-o Deputy Attorney General.

"Rimouski Drive Yourself Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Paul-Emile Gagnon, avocat, Claude Gagnon, agent d'affaires, et Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois des cité et district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de louage avec ou sans chauffeur, et de remisage d'automobiles, camions, bicycles et autres véhicules, sous le nom de "Rimouski Drive Yourself Limited",

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 150 actions de la valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11525-o L. DÉSILETS.

"Rimouski Drive Yourself Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Paul-Emile Gagnon, advocate, Claude Gagnon, business agent, and Lucienne Michaud, secretary, spinster in use of her rights, all three of the city and district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of renting, with or without driver, and of storing automobiles, trucks, bicylces and other vehicles, under the name of "Rimouski Drive Yourself Limited".

The capital stock of the company will be composed of 150 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11525 Deputy Attorney General.

"Rodco Enterprises Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Rodolphe Corbeil, manufacturier, Gérard de Tilly, gérant, tous deux de Dorval, et Georges-Albert Beausoleil, gérant, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques (caoutchoucs) et généralement de tous les produits de cuir, du caoutchouc et de toutes autres matières premières pouvant servir dans la fabrication des produits ci-dessus mentionnés et de tous leurs dérivés et sous-produits;

Exercer le commerce de manufacturier, importateur, exportateur, grossiste, détaillant, négociant et commerçant de cuir, caoutchouc et autres matières brutes, naturels ou synthétiques et de tous dérivés se rapportant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Rodco Enter-

"Rodco Enterprises Limited"

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, incorporating: Rodolphe Corbeil, manufacturer, Gérard de Tilly, manager, both of Dorval, and Georges-Albert Beausoleil, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, purchase, sell, trade, import, export, and deal generally in all kinds of footwear, shoes, gloves, mittens, rubbers and generally all leather and rubber products and any raw material capable of being used in the manufacture of the foregoing products and all the derivatives and by-products thereof;

To carry on business as manufacturer, importer, exporter, wholesaler, retailer of, trader and dealer in leather, rubber and other raw material, natural or synthetic, and all derivatives connected with the company's business, under the name of "Rodco Enterprises Limited",

prises Limited", avec un capital total de $1,000,000.00, divisé en 10,000 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, au numéro 5680, St-Dominique.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11526-o L. DÉSILETS.

"Roderick Electrical Service Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1945, constituant en corporation: John Holmes, électricien, Stanislas Szczekowski, commis, Gregory Charlap, Max Slapack, tous deux avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre ou autrement acquérir, détenir, échanger, importer, exporter, faire le commerce et négoce, manufacturer, produire, louer, installer, entretenir réparer des appareils ou dispositifs d'alarme (à main ou automatiques) en cas de vol, d'incendie, tous autres dispositifs ou appareils susceptibles d'être employés comme indicateurs ou signaux de tout genre, moteurs, dynamos, radios, paratonnerres, tous genres de machines, dispositifs ou appareils électriques, matériaux, pièces fixes, objets, articles, produits, accessoires électriques, magnétiques ou galvaniques;

Faire commerce comme entrepreneurs et électriciens et machinistes et aussi se livrer à toute autre entreprise où l'on utilise l'électricité ou toute autre force motrice, sous le nom de "Roderick Electrical Service Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune; la part du capital-actions qui sera émise en actions privilégiées est de $10,000, divisée en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11527 L. DÉSILETS.

"Rupdy Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Edgar Reginald Parkins, avocat et conseil en loi du Roi, Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, avocat, Frederick David Lamont, secrétaire, Thomas Jefferson Rappell, secrétaire, et Edward Gerald Banning, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière avec les pouvoirs indiqués à l'article 4 de la Loi des compagnies minières de Québec, c'est-à-dire:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minérais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière

with a total capital stock of $1,000,000, divided into 10,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, at number 5680 St-Dominique street.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11526 Deputy Attorney General.

"Roderick Electrical Service Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1945, incorporating: John Holmes, electrician, Stanislaw Szczekowski, clerk, Gregory Charlap, Max Slapack, both advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell or otherwise acquire, hold, exchange, import, export, deal in, trade in, manufacture, produce, lease, install, maintain, repair alarm systems or apparatus (manual or automatic) against theft, against fire, any other systems or apparatus capable of being used as indicators or signals of any nature or kind, motors, dynamos, radios, lightning-rode, all kinds of electrical machines, systems or apparatus, supplies, fixtures, wares, articles, products, electrical, magnetic or galvanic accessories;

To carry on business as contractors and electricians and mechanics and also to engage in any other undertaking in which electricity or any other motive power or force may be used, under the name of "Roderick Electrical Service Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 100 common shares of $100.00 each; and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is $10,000.00, divided into 100 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11527-o Deputy Attorney General.

"Rupdy Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1945, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, Roslyn Maxwell Hallady DuBoyce, advocate, Frederick David Lamont, secretary, Thomas Jefferson Rappell, secretary, and Edward Gerald Banning, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company with the powers set out in Section Number 4 of the Quebec Mining Companies' Act, that is to say:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the prupose of extracting any minerals whatsoever be mined,

que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques, donner une valeur marchande à ces minérais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Rupdy Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de septmbre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

11528

dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Rupdy Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of $1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

11528-o

"Sendel Electric Products Corporation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1945, constituant en corporation: Clarence Harris Shapiro, ingénieur électricien, Mlle Véronique Parent, teneuse de livres, fille majeure, et Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts sûivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de tous genres d'accessoires et appareils électriques et mécaniques, machinerie, machines, dispositifs, pièces fixes, instruments, matériaux, moteurs, lampes, fils, machines, freins à air, tous genres de dispositifs et d'agencement de sûreté, instruments et outils et tous autres articles, matériaux ou produits utiles et employés dans la fabrication d'aucune sorte des choses susmentionnées ou y connexes;

Faire le commerce de manufacturiers et marchands de machinerie générale électrique, et entrepreneurs, et tout commerce qui peut être exercé relativement à iceux, ou qui pourrait être incident, nécessaire ou utile à iceux, sous le nom de "Sendel Electric Products Corporation", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

11529

"Sendel Electric Products Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1945, incorporating: Clarence Harris Shapiro, electrical engineer, Miss Véronique Parent, bookkeeper, fille majeure, and Max Bernfield, advocate and King's Counsel, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of electrical and mechanical accessories and apparatus, machinery, machines, apparatus, fixtures, instruments, materials, engines, lamps, wires, motors, air brakes, all-kinds of safety devices and appliances, implements and tools and all other goods, supplies o-products useful and used in or about the manufacture of any kind of the foregoing things, or in connection therewith;

To carry on the business of manufacturers and dealers in electrical and general machinery, and contractors, and any bisiness that may be conducted in connection therewith, or that may be incidental, necessary or useful thereto, under the name of "Sendel Electric Products Corporation", with a total capital stock of $49,000.00, divided into 490 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

11529-o

"Smart Maid Dress Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformémnt à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, avocats, et Lewis A. Haber, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autremnt acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes, exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre

"Smart Maid Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, ltters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alferd Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fourth day of October, 1945, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, advocates, and Lewis A. Haber, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce,

ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes pour dames, costumes, manteaux, blouses, vêtements de sport et gilets, sous le nom de "Smart Maid Dress Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11530 L. DÉSILETS.

"Snowdon Electrical Appliances Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Gerald MacPheron Almond, conseil en loi du Roi, avocat, Paul Galt Michaud, avocat, et Jacqueline Bastien, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, manufacturiers, ouvriers et marchands d'appareils et accessoires électriques de toutes sortes, de lampes, abat-jour, moteurs, dynamos, générateurs, batteries, accumulateurs, tableaux de distribution, usines d'éclairage électrique, usines d'énergie électrique, appareils et accessoires électriques d'aucune description, sous le nom de "Snowdon Electrical Appliances Inc"', avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11531 L. DÉSILETS.

"Société Canadienne d'Histoire Naturelle"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des letres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Labarre, professeur de chimie, Marcel Cailloux, professeur de physiologie, et J.-Émile Jacques, phytopathologiste, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

L'étude et la vulgarisation des sciences naturelles;

Le développement des travaux de recherches;

L'établissement de rapports scientifiques entre les naturalistes canadiens et étrangers;

La fondation et le maintien de cercles de jeunes naturalistes affiliés à la présente société dont ils dépendront, sous le nom de "Société Canadienne d'Histoire Naturelle".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11532-o L. DÉSILETS.

---

import and export all kinds of ladies' dresses, suits, coats, blouses, sprtswear and jackets, under the name of "Smart Maid Dress Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11530-o Deputy Attorney General.

"Snowdon Electrical Appliances Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1945, incorporating: Gerald MacPherson Almond, King's Counsel, advocate, Paul Galt Michaud, advocate, and Jacqueline Bastien, spinster, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, manufacturers, workers and dealers in electric appliances and accessories of every description, in lamps, lamp shades, engines, dynamos, generators, batteries, storage batteries, switch-boards, electric lighting plants, electric power plants, electric appliances and accessories of every description, under the name of "Snowdon Electrical Appliances Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11531-o Deputy Attorney General.

"Société Canadienne d'Histoire Naturelle"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Jules Labarre, professor of chemistry, Marcel Cailloux, professor of physiology, and J.-Emile Jacques, phytopathologist, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The study and vulgarization of natural science;

The development of research works;

The establishment of scientific reports between Canadian and foreign naturalists;

The founding and maintaining of circles of young naturalists affiliated to the present society upon which they shall depend, under the name of "Société Canadienne d'Histoire Naturelle".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11532 Deputy Attorney General.

"Soroka Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham M. Klein, Harry L. Aronovitch, procureurs, Jack S. Breslow, gérant, Harry B. Fogul, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre et autrement faire le commerce de produits textiles, nouveautés, ferronnerie, articles de cuisine, articles pour la table, articles en cuir, porcelaine, verrerie et faïencerie, nouveautés et articles de fantaise, articles de fumeurs, marchandises plaquées, parfumerie, savons, articles de toilette, produits chimiques, articles de sport, vêtements pour hommes, femmes et enfants, appareils électriques pour la maison, et aucune autre marchandise semblable ou s'y rapportant ou qui peut être convenablement tenue avec icelles, sous le nom de "Soroka Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 180 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 20 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Lachine, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11533 L. DÉSILETS.

"Soroka Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Samuel Chait, Abraham M. Klein, Harry L. Aronovitch, attorneys, Jack S. Breslow, manager, Harry B. Fogul, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, and otherwise deal in textiles, novelties, hardware, kitchen-ware, table-ware, leather goods, china, glassware and crockery, notions and fancy goods, smokers sundries, plated goods, perfumery, soap, toilet articles, chemicals, sporting goods, men, women's and children's apparel, household electrical appliances, and any other merchandise similar or incidental thereto or which may appropriately be handled in connection therewith, under the name of "Soroka Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 180 shares of common stock of the par value of $100.00 each, and 20 preferred shares of the par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at City of Lachine, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11533-o Deputy Attorney General.

"South Dufault Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispostions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire, Clifford George Meek, teneur de livres, tous deux de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, stagiaire, de la ville de Mont-Royal, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minérais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques, donner une valeur marchande à ces minérais, par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "South Dufault Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11534 L. DÉSILETS.

"South Dufault Mines Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1945, incorporating: Herbert William Jackson, manager, of the City of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, bookkeeper, both of the City of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, and Cecil Bruce Cooke, secretary, of the city of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the prupose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "South Dufault Mines Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of $3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of $1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11534-o Deputy Attorney General.

"Electrical Specialties Limited"
"Specialités Electriques Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Henri Masson Loranger, Paul Champagne, avocats, et Jacqueline Laramée, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros ou en détail, comme marchands ou agents et sur commission de toutes sortes d'appareils et d'accessoires électriques pour fins domestiques, industrielles ou commerciales, et sans limiter la généralité des objets ci-dessus, faire le commerce de lampes, générateurs, engins, tableaux de distribution, moteurs, fers, ampoules, appliques et accessoires électriques, radios, poêles, machines à laver, radiateurs électriques, chaufferettes, fournaises électriques, gille-pain, bouilloires, vaporisateurs et tous autres appareils et machineries de même genre mus à l'électricité ou autrement;

Faire ledit commerce, manufacturer, acheter, vendre, louer, échanger, importer, exporter, réparer, entretenir, installer lesdits appareils, accesoires et machineries électriques, obtenir des agences, en consentir, et fabriquer des appareils à contrôle mécanique, électrique, thermostat, aquastat et autres régulateurs automatiques, en faire la vente, la distribution et en rapport avec les affaires de la compagnie, exercer le commerce d'entrepreneurs électriciens, sous le nom de "Electrical Specialties Limited — Spécialités Electriques Limitée", avec un capital total de $19,000.00, divisé en 190 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11535-o L. DÉSILETS.

"Steel Factors Limited"

Avis est par les présentse donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la procince de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1945, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, Clarence R. Gross, tous deux avocats, et Solomon Vineberg, notaire, tous des cité et district de Montréal, Provinee de Québec, dans les buts suivants:

Faire d'une manière générale et dans toute la province le commerce qui consiste à acheter et vendre et manufacturer l'acier, les produits de l'acier, les métaux ferreux et non ferreux, la ferraille, produits de ferrailles et déchet de matériaux, et à cette fin, acheter, vendre et manufacturer de l'acier, les produits de l'acier, métaux, ferreux et non ferreux, ferraille, produits de la ferraille, déchets de matériaux de toute espèce, nature, ou forme, ou par tous les moyens quelconques et acquérir et vendre, hypothéquer, céder, louer, échanger ou autrement faire le commerce de tous biens, marchandises ou matérieaux de toute espèce nécessaires à la poursuite générale de la fabrication et la vente de l'acier, des produits de l'acier, métaux ferreux et non ferreux, de la ferraille, des produits de la ferraille et rebuts de matériaux, tant en gros qu'en détail ou pour toute spécialité d'iceux,

"Electrical Specialties Limited"
"Specialités Electriques Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Henri Masson Loranger, Paul Champagne, advocates, and Jacqueline Laramée, stenographer, spinster in use of her rights, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale or retail business as merchants or agents and on commission of all sorts of electric apparatus and accessories for domestic, industrial or commercial use, and without limiting the generality of the foregoing to deal in lamps, generators, engines, switchboard, motors, irons, bulbs, electric appliances and accessories, radios, stoves, washing-machines, electric radiators, heaters, electric furnaces, toasters, boilers, steamers and all other apparatus and machinery of a like nature operated by electricity or otherwise;

To carry on the said business, to manufacture, buy, sell, lease, exchange, import, export, repair, service, install the said electric apparatus, accessories and machinery, to secure agencies, accord agencies and manufacture mechanically and electrically controlled apparatus, and apparatus controlled by thermostat, aquastat and other automatic regulators, to sell and distribute the same in connection with the business of the company, and to carry on the business of electrical contractors, under the name of "Electrical Specialties Limited — Spécialités Électriques Limitée", with a total capital stock of $19,000, divided into 190 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montréal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11535 Deputy Attorney General.

"Steel Factors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieuteant-Governor fo the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1945, incorporating: Marcus M. Sperber, Clarence R. Gross, both advocates, and Solomon Vineberg, notary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of buying and selling,, and of manufacturing steel, steel products ferrous, and non-ferrous metals, scrap iron, scrap products and waste materials, generally throughout the province of Quebec, and to that end to buy, sell and manufacture steel, steel products, ferrous and non-ferrous metals, scrap iron, scrap products, waste materials in any way, nature, shape or form, or by any means or kind whatsoever and to acquire and sell, hypothecate, convey, lease, exchange or otherwise deal in any assets, merchandise or material of any kind necessary for the general prosecution of the manufacturing and selling of steel, steel products, ferrous and non-ferrous metals, scrap iron, scrap products and waste materials both wholesale or retail or for any branch thereof, under the name of "Steel Factors Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided

sous le nom de "Steel Factors Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 l'action, et 1500 actions privilégiées de $10 l'action.

Le nombre d'actionnaires est limité à vingt;

Les ventes d'actions ordinaires mentionnées dans les présentes ou transferts desdites actions ordinaires ne seront inscrits que dans le livre de transfert de la compagnie et engageront la compagnie par la décision unanime du bureau des directeurs dans chaque cas.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11536 L. DÉSILETS.

"Strathmount Holdings Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham M. Klein, Harry L. Aronovitch, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer, des contrats, d'achats ou de ventes, et aussi des obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, traites, récépissés d'entrepôt, d'aucun gouvernement ou municipalité ou corporation scolaire, ou d'aucune institution bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou soit d'aucune compagnie ou corporation;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, administrer et vendre, louer, transférer, échanger ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles, de biens immobiliers et de droits réels. Développer, améliorer, construire, bâtir, réparer, modifier et organiser ces propriétés que la compagnie peut posséder de temps en temps, sous le nom de "Strathmount Holdings Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 320 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 170 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11537 L. DÉSILETS.

"Modern Theatre Limited"
"Théâtre Moderne Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Gérard Ménard, bijoutier, Mlle Yolande Ainey, ménagère, tous deux des cité et district de Montréal, et Mlle Gabrielle Pouliot, sténographe, de Beauharnois, district de Beauharnois, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

into 500 shares of common stock at $10.00 per share, and 1500 shares of preferred stock, at $10.00 per share.

The number of shareholders is limited to twenty;

Sales of common stock herein or transfers of the said common stock shall only be inscribed upon the transfer book of the company and be binding on the company by the unanimous decision of the Board of Directors in each case.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day September, 1945.

L. DÉSILETS,
11536-o Deputy Attorney General.

"Strathmount Holdings Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-third day of October, 1945, incorporating: Samuel Chait, Abraham M. Klein, Harry L. Aronovitch, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, hold, se or otherwise dispose of purchase or sale agreements and also bonds, deventures, stocks, shares and other securities, bills, of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, of any government or municipality or school corporation, or any banking public utility, commercial, industrial or either company of corporation;

To purchase or otherwise acquire and to hold, administer, and sell, lease, convey, exchange, or otherwise dispose of all manner of real estate, immoveables and real rights. To develop, improve, construct, build, repair, alter and equip such real estate holdings as the company may from time to time possess, under the name of "Strathmount Holdings Inc.", with a total capital stock of $49,000.00, divided into 320 preferred shares of the par value of $100.00 each, and 170 common shares of the par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11532-o Deputy Attorney General.

"Modern Theatre Limited"
"Théâtre Moderne Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Gérard Ménard, jeweller, Mlle Yolande Ainey, housewife, both of the city and district of Montreal, and Mlle Gabrielle Pouliot, stenographer, of Beauharnois, district of Beauharnois, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

Posséder, acquérir, construire, réparer, acheter, échanger louer, donner à bail, exploiter, administrer, donner en garantie, vendre, aliéner, mettre en valeur des théâtres, théâtres de vues animées, cinémas, salles de vaudeville, de représentations cinématographiques, studios privés et publics, pour projection de films, pour enseigner à toutes personnes le maniement de tout appareil de cinéma, toutes bâtisses, endroits et établissements d'amusements, bureaux pour employés, magasins, logements, boutiques, manufactures, et en général, toutes entreprises exploitant toutes sortes de commerces permis par la loi, dont le but est d'amuser, de divertir et de récréer le public.

De faire de la publicité commerciale, des annonces, pour et par toutes personnes, compagnies, sociétés, individus, industries, pour et par tous journaux, acquérir, posséder, administrer en tout ou en partie tout commerce, propriété, bien, actif de toute personne, compagnie, que la présente compagnie est autorisée à exploiter, pour les fins de son existence.

Posséder, acquérir, construire, réparer, acheter, vendre, échanger, louer, donner à bail, exploiter, administrer, donner en garantie, manufacturer, produire, des nouvelles filmées, des annonces filmées, des scènes, des pièces, machines, appareils, amplificateurs, lampes, ampoules, des chansons, de la musique, lanternes, vues animées, projections, projections illustrées, appareils de projections, projecteurs, appareils produisant le son, la musique, le bruit, piano, piano automatique, orgue, harmonium, phonographes, boîtes automatiques, carbone, calcium et d'autres gaz, rhéostats, machines à imprimer et accessoires de toutes sortes, pour l'usage et le commerce de la compagnie, systèmes électriques, appareils automatiques et électriques, sous le nom de "Modern Theatre Limited—Théâtre Moderne Limitée".

Le montant du capital de la Compagnie est de $49,000.00, divisé en 210 actions ordinaires ou communes et en 280 actions privilégiées ou préférentielles d'une valeur de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, dans les District de Beauharnois.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11538-o L. DÉSILETS.

To own, acquire, construct, repair, buy, exchange, lease, give on lease, operate, manage, give as security, sell, alienate, turn to account theâtres, moving picture theatres, cinemas, halls for vaudeville and moving picture productions, private and public studios, for the projection of films, to teach any person how to manipulate a moving picture apparatus, any buildings, amusement premises and establishments, offices for employees, stores, dwellings, shops, factories, and generally, any undertakings engaged in any kind of business permitted by law, whose purpose is to amuse, divert and entertain the public;

To carry on commercial advertising, publicity, for and by any person, company, association, individual, industry, for and by newspapers, to acquire, own, manage, in whole or in part, any business, property, asset or liability of any person or company, which the present company is authorized to carry on, for the purposes of its existence.

To possess, acquire, build, repair, buy, sell, exchange, lease, give on lease, operate, manage, give as security, manufacture, produce, newsreels, advertising films, views, plays, machines, apparatus, amplifiers, lamps, bulbs, songs, music, lanterns, motion pictures, projections, illustrated projections, projection apparatus, projectors, divices for producing sound, music, noise, pianos, automatic pianos, organs, harmoniums, phonographs, juke boxes, carbon, calcium and other gas, rheostats, printing machinew and accessories of all sorts, for the use of and the business of the company, electric systems, automatic and electric apparatus, under the name of "Modern Theatre Limited—Théâtre Moderne Limitée".

The amount of capital stock of the company is $49,000, divided into 210 common or ordinary shares and into 280 preferred or preferential shares of a value of $100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11538 Deputy Attorney General.

"Théâtre Roberval Incorporée"
"Roberval Theatre, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Ozias Gagnon, industriel, Joseph-Hylas Gagnon, agent d'assurance, Joseph-Emile Chabot, photographe, tous des cité et district de Roberval, province de Québec, dans les buts suivants:

Opérer un théâtre pour représentations cinématographiques et théâtrales de tous genres et de toutes sortes;

Engager des troupes aux fins mentionnées au paragraphe précédent;

Acheter, vendre, louer, ou autrement négocier tous les appareils électriques, soi de radio, de phonographe, de cinéma et les costumes, et en général, toutes choses pouvant s'inclure dans le but de ladite compagnie;

"Théâtre Roberval Incorporée"
"Roberval Theatre, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutnant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Ozias Gagnon, manufacturer, Joseph-Hylas Gagnon, insurance agent, Joseph-Emile Chabot, photographer, all of the city and district of Roberval, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate a theatre for motion picture shows and theatricals of all kinds and descriptions;

To engage troupes for the purposes mentioned in the preceding paragraph;

To buy, sell, lease or otherwise deal with electric appliances, whether for radio, phonograph, or motion picture, and the costumes, and in general, all things which may be included in the object of the said company;

Opérer un restaurent dans les immeubles de la sus-mentionnée, sous le nom de "Théâtre Roberval Incorporée"—"Roberval Theatre Incorporated", avec un capital total de $49,900.00, divisé en 2490 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune, et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Roberval, district de Roberval.

Daté du bureau du procureur géné-al, le dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11539-o L. DESILETS.

To operate a restaurant in the premises of the above mentioned, under the name of "Théâtre Roberval Incorporée"—"Roberval Theatre Incorporated", with a total capital stock of $49,900, divided into 2490 common shares of a par value of $100 each, and 250 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be in the town of Roberval, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11539 Deputy Attorney General.

"Town Tog Sportswear Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Irving Aaron Moss, manufacturier, Alexander Moss, tailleur, Dame Annie Dubrofsky, épouse séparée de biens de Louis Dubrofsky et dûment autorisée par lui, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de costumes de sport pour dames, hommes et enfants, chemises, gilets, jupes, pantalons de sport, coupe-vent, costumes de ski et de toutes sortes de vêtements de sport, soit faits de soie, coton, laine ou d'autres tissus semblables;

Exercer le commerce comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs et négociants à forfait, soit en gros ou en détail, de toutes sortes de lingerie pour dames et enfants, robes, sous-vêtements, articles tricotés, marchandieses sèches, fourrures et toutes sortes d'habits pour dames et enfants, ainsi que toutes sortes de marchandises généralement vendues, manufacturées et négociées par des magasins de vêtements pour dames, sous le nom de "Town Tog Sportswear Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Il est expressément déclaré que la présente compagnie ne fera aucun appel au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11540 L. DÉSILETS.

"Town Tog Sportswear Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1945, incorporating: Irving Aaron Moss, manufacturer, Alexander Moss, tailor, Dame Annie Dubrofsky, wife separate as to property of Louis Dubrofsky and duly authorized by him, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, of ladies', men's and children's slack suits, shirts, jackets, skirts, slack pants, wind-breakers, ski suits and all kinds of sportswear apparel, whether made of silk, cotton, woollen or other similar material;

To carry on business as manufacturers, buyers, sellers, importers, exporters and jobbers, either wholesale and or retail of all kinds of ladies' and children's lingerie, dresses, underwear, knitted goods, dry goods, furs, and all kinds of ladies' and children's clothing, as well as all manner of merchandise generally sold, manufactured and dealt with by ladies' wear shops, under the name of "Town Tog Sportswear Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

It is expressly declared that the present Company shall not make any appeal to the public to subscribe for shares.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11540-o Deputy Attorney General.

"Trading Co. of North America Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du ving-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: René-F. Grothé, comptable vérificateur, Lucien Grothé, avocat, et Dame Pauline Duclos, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Grothé et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, transporter, entreposer, exposer, emballer des tissus, linges, vêtements; des bijoux, pierreries, médailles; des instruments de science, d'art, de métier; des tableaux, statues, porcelaines; des grains, céréales, produits alimentaires, boissons et autres semblables denrées; des parfums, huiles, crêmes, onguents et autres articles de toilette ou de beauté; des meubles

"Trading Co. of North America Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: René F. Grothé, auditor, Lucien Grothé, advocate, and Dame Pauline Duclos, housewife, wife separate as to propery by marriage contract of Lucien Grothé and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, transport, store, exhibit, pack fabrics, cloths, clothing; jewels, precious stones, medals; instruments of science, art and trade; paintings, statues, crockery; grain, cereal, foodstuffs, drinks and other similar commodities; perfumes, oils, creams, salves and other toilet articles or beauty products; household furniture, ornaments, toys, knick-knacks; machinery, tools

meublants, ornements, jouets, bibelots; des machineries, outils ou autres effets mobiliers; des produits de l'agriculture, de la ferme et leurs sous-produits; des produits et sous-produits du sol, du sous-sol, des cours d'eau, des lacs, de la mer et de l'air; des animaux ou des produits ou sous-produits d'animaux; sauf les boissons et autres liqueurs alcooliques, sous le nom de "Trading Co. of North America Ltd."

Le montant du capital-actions sera de $20,000.00, divisé en 20,000 actions de $1.00 chacune dont 15,000 seront des actions ordinaires et 5,000, des actions privilégiées.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11541-o L. DÉSILETS.

"Transmerica Fruit Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Roger Marchand, comptable, Lionel Lefebvre, commis, Mario E. Lattoni, procureur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs et exportateurs de fruits, légumes, articles d'épicerie, produits alimentaires, confiserie, marchandises sèches, nouveautés, articles de ferronnerie, articles en cuir, articles de sport et choses semblables, soit en gros ou en détail, et exercer le commerce de courtiers en douanes, entreposeurs, expéditeurs, voituriers, camionneurs et autres commerces semblables et acheter, vendre et généralement faire le commerce d'objets, marchandises, articles ou effets se rapportant directement ou indirectement à aucun desdits commerces, sous le nom de "Transmerica Fruit Corporation", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11542 L. DÉSILETS.

"Triangle Lumber Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Horn, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce, ou autrement mettre en valeur toutes sortes de bois de construction, bois de charpente et bois de pulpe et de tous leurs produits et sous-produits, produits chimiques, plastiques, meubles, matériaux de construction,

and other movable effects; agricultural products, farm produce and their by-products; products and by-products of the soil, the underground, of watercourses, lakes, the sea and the air; livestock or the products of by-products of animals; with the exception of liquor and other alcoholic beverages, under the name of "Trading Co. of North America Ltd.".

The amount of capital stock will be $20,000 divided into 20,000 shares of $1 each of which 15,000 will be common shares and 5,000 preferred shares.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11541 Deputy Attorney General.

"Transmerica Fruit Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1945, incorporating: Roger Marchand, accountant, Lionel Lefebvre, clerk, Mario-E. Lattoni, barrister, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of fruit, vegetables, groceries, food products, confectioneries, dry goods, novelties, hardware goods, leather articles, sporting goods, and the like, whether wholesale or retail, and to carry on the business of custom house brokers, warehousemen, forwarders, carriers, carters and other like businesses and to buy, sell and generally deal in wares, merchandise, articles or effects directly or indirectly relating to any of the said businesses, under the name of "Transmerica Fruit Corporation", with a total capital stock of $15,000.00, divided into 150 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11542-o Deputy Attorney General.

"Triangle Lumber Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issud by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1945, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant, both of the City of Montreal, and Ruth Horn, spinster, of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in, or otherwise turn to account all kinds of lumber, timber and pulpwood and all products and by-products of the same, chemicals, plastics, furniture, building products, hardware, paints, varnishes and all other products and by-

ferronnerie, peintures, vernis et de tous autres produits et sous-produits y connexes;

Manufacturer, fabriquer, ouvrer, assembler, usiner, scier, couper, préparer, finir, peinturer et vernir aucun des objets ci-dessus, sous le nom de "Triangle Lumber Company", avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, district des Trois-Rivières, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11547 L. DÉSILETS.

products allied thereto;

To manufacture, fabricate, work, assemble, mill, saw, cut, dress, finish, paint and varnish any of the above objects, under the name of "Triangle Lumber Company", with a total capital stock of $50,000.00, divided into 250 shares of common stock of a par value of $100.00 each, and 250 shares of preferred stock of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Louiseville, in the District of Trois-Rivières, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11543-o Deputy Attorney General.

"U. A. C. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1945, constituant en corporation: Albert James Leeward, aviateur, Ronald Robert Williams et Matthew Andrew, mécaniciens, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail d'automobiles neuves et usagées, pièces et accessoires, camions automobiles, pièces et accessoires;

Importer, exporter, acheter, vendre, troquer et faire en général le commerce d'automobiles, camions, pièces et accessoires d'automobile, bandages pneumatiques, articles en caoutchouc, articles en cuir, tubes et carrosserie d'automobile, gazoline, pétrole, huile, lubrifiants, et aussi articles, effets, marchandises, outils outillage et machinerie connexes à l'industrie de l'automobile et du camion automobile;

Faire un travail général de spécial et réparation d'automobiles, moteurs, carrosserie d'automobile, toutes pièces d'automobile;

Faire le commerce en gros et en détail, exporter, importer, acheter, vendre, troquer et en général faire le commerce de dispositifs aéronautiques neufs et usagés, glisseurs, avions, navires et bâtiments de tout genre et toute description, y compris les pièces, matériaux, et équipement d'iceux, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, de moteurs et machinerie d'aucune et toute description, radios et appareils de radio, appareils photographiques de toute sorte et description;

Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes d'articles en cuir, neufs et usagés, quincaillerie, armement, menus objets, marchandises sèches, lainages, meubles;

Faire un commerce en gros et en détail, importer, exporter, acheter, vendre, troquer et, en général, faire le commerce du bois, de métaux, plastiques, neufs ou usagés, nouveautés, peintures;

Faire le transport des passagers, de la malle, du fret ou autres articles, par air, par mer et par terre;

Maintenir et diriger des écoles d'aviation et engager et employer des instructeurs compétents et qualifiés à cette fin, sujet aux dispositions de la Loi des écoles professionnelles, sous le nom de "U. A. C. Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

"U. A. C. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1945, incorporating: Albert James Leeward, flyer, Ronald Robert Williams and Matthew Andrew, mechanics, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in, wholesale and retail, new and used automobiles, parts and accessories, motor-trucks, parts and accessories;

To import, export, purchase, sll, barter and deal generally in automobiles, trucks, automobile parts and accessories, pneumatic bands, rubber goods, leather goods, automobile tubes and bodies gasoline, petroleum, oil, lubricants, and also in goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected with the automobile, motor-truck industry;

To do general and special repair work for automobiles, engines, automobile bodies, all parts of automobiles;

To deal in wholesale and retail, to export, import, purchase, sell, barter and deal generally in new and used aeronautical devices, gliders, aircraft, watercraft and landcraft of any nature and description including parts, supplies and equipment thereof, but without limiting the generality of the foregoing, motors and engines of any and all descriptions, radio and radio equipment, cameras and photographic equipment of every nature and description;

To import, export, manufacture, buy and sell new and used leather goods of all kinds, hardware, armaments, small wares, dry goods, woollens, furniture;

To deal in wholesale and retail new and used, to import, export, purchase, sell, barter and deal generally in wood, metals, plastics, novelties, paints;

To transport passengers, mail, freight or other articles by such aircraft, watercraft of landcraft;

To maintain and operate schools to teach the art of flying and to engage and employ competent and qualified instructors for such purpose, subject to the provisions of the Trade Schools Act, under the name of "U. A. C. Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le trois octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11544 L. DÉSILETS.

"Veillette & Rivard, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Joseph-Léopold Veillette, Josaphat Veillette et Emile Rivard, tous entrepreneurs, de Ste-Thècle, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, exporter, importer, échanger, contracter et trafiquer d'effets, denrées et marchandises de chantier de toutes sortes et sans restriction à la généralité qui précède; se livrer à des opérations et entreprises de coupe de bois de toutes sortes, et se livrer à des entreprises de ffottage, charroyage et transport du bois sous toutes les formes;

Exercer l'industrie du bois de charpente et de bois à l'état brut, de pulpe, d'entrepreneurs de travaux de construction de maisons, d'édifices publics, de chemins, de quais, d'élévateurs et de voies ferrées, exercer l'industrie du fer à l'état brut, du sable, de la pierre, de l'amiante, de la terre à l'état brut et tous autres matériaux à l'état brut, de les préparer, les fabriquer et de les manufacturer, sous le nom de "Veillette & Rivard, Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thècle, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuvième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11545-o L. DÉSILETS.

"York Construction Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze octobre 1945, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable agréé, tous deux de la cité de Montréal, et Abraham Kastner, comptable agréé, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, cession ou autre titre légal, et détenir et posséder des biens mobiliers et immobiliers de tout genre et toute description et tous droits et privilèges appartenant ou connexes à iceux et développer et améliorer et fixer la disposition de ces propriétés en rues, ruelles, carrés et lots. Autrement ériger, améliorer, réparer et entretenir des maisons, appartements, édifices pour bureaux, usines et autres structures situés sur lesdites propriétés ainsi acquises. Vendre, hypothéquer, louer, arrenter, céder, échanger, en disposer ou autrement faire le commerce de terrains, immeubles, biens immobiliers et bâtisses dessus érigées, et disposer de tous carrés, rues ou ruelles sur lesdites propriétés en faveur de toutes personnes ou municipalités aux termes et conditions que la compagnie déterminera;

Agir comme agents d'immeubles et comme bâtisseurs et entrepreneurs, sous le nom de "York

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11544-o Deputy Attorney General.

"Veillette & Rivard, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1945, incorporating: Joseph Léopold Veillette, Josaphat Veillette and Emile Rivard, all contractors, of Ste-Thècle, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, and sell, wholesale and retail, export, import, exchange, contract for and deal in goods, foodstuffs and merchandise for lumbering operations of all kinds and without restricting the generality of the foregoing; to engage in the operations and undertakings of timber cutting of all sorts, and that of driving carting and transporting timber in all forms of same;

To deal in lumber and rough timber and pulpwood, and engage in the industry of building contractors for houses, public buildings, roads, wharves, elevators and railways, to deal in iron in its raw state, sand, stone, asbsetos, clay in its raw state and all other raw materials, to prepare, treat and manufacture the same, under the name of "Veillette & Rivard, Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thècle, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11545 Deputy Attorney General.

"York Construction Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1945, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, both of the City of Montreal, and Abraham Kastner, chartered accountant, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease exchange, cession or other legal title, and to hold and enjoy moveable and immoveable property of every kind and description and all rights and priveleges pertaining to or connected therewith and to develop and improve and lay out any such property and streets, lanes squares and lots. To otherwise erect, improve, repair and maintain houses, apartments, office buildings, factory buildings and other structures on said property so acquired. To sell, hypothecate, lease, rent, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with lands, real estate, immoveables and buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of such persons or municipalities on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate agents and as builders and contractors, under the name of "York Cons-

Construction Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11546 L. DÉSILETS.

"York Products Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable public certifié, Joshua Millman, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et agir comme agents de manufacturiers et marchands à commission relativement aux commodités suivantes: brosses à ongles, brosses à cheveux, caméras, caoutchouc, articles divers généralement vendus dans les pharmacies, remèdes brevetés, produits chimiques pour la maison, tels que l'eau javelle et ces autres commodités qui sont ordinairement vendues dans les pharmacies, cosmétiques, préparations de toilette, poudres, faciales, crèmes faciales, parfums, eaux de toilette, rouges, toniques pour cheveux, shampoings, houppettes, huiles pour cheveux, pâtes dentifrices, préparations déodorisantes, rouges à lèvres, minaudières, préparations de manicure, cosmétiques pour les ongles, polis à ongles, préparations pour teindre les cheveux, crèmes de nettoyage et mascara, savons, sous le nom de "York Products Company", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11547 L. DÉSILETS.

truction Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal,

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11546-o Deputy Attorney General.

"York Products Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, Joshua Millman, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture and to act as manufacturers' agents and commission merchants in connection with the following commodities; nail brushes, hair brushes, cameras, rubber, sundries generally sold at drug stores, patent medicines, household chemicals such as javel water and such other commodities as are usually sold at drug stores, cosmetics, toilet preparations, face powders, face creams, perfumes, toilet waters, rouges, hair tonics, shampoos, powder puffs, hair oils, dentifrices, deodorizing preparations, lipsticks, compacts, manicure preparations, cosmetics for nails, nail polish, hair tinting preparations, cleansing creams and mascara, soap, under the name of "York Products Company", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Monreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11547-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Bardou & Fils Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de novembre 1945, à la compagnie "Bardou & Fils Ltée", ratifiant son Règlement N° 3 augmentant le capital-actions de la compagnie de $15,000.00 à $49,900.00 par la création de 349 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Daté du bureau du Procureur Général, ce deuxième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11548-o L. DÉSILETS.

"Elman Manufacturing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Supplementary Letters Patent

"Bardou & Fils Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the second day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Bardou & Fils Ltée", ratifying its By-law No. 3 increasing the capital stock of the company from $15,000 to $49,900 by the creation of 349 additional common shares of a par value of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11548 Deputy Attorney General.

"Elman Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, statuts refondus de Québec, 1941 des lettres patentes supolémentaires en date du sixième jour de novembre 1945, changeant le nom de la compagnie "Elman-Rapkin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 octobre 1944, en celui de: "Elman Manufacturing Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11549 L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the sixth day of November, 1945, were issued by the Lieutnant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276 Revised Statutes of Quebec, 1941, changing the name of the company "Elman-Rapkin Inc.", incorporated by letters patent dated October 19th, 1944, into that of : "Elman Manufacturing Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1945.

L. DESILETS,

11549-o Deputy Attorney General.

"Les Cuirs Pathé Limitée"
"The Pathé Leathers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour d'octobre 1945, à la compagnie "Les Cuirs Pathé Limitée" — "The Pathé Leathers Limited" ratifiant 1° son Règlement N° 5 augmentant le nombre des directeurs de quatre à cinq; 2° son Règlement N° 6 modifiant les dispositions des lettres patentes originaires de la compagnie relatives aux actions privilégiées en modifiant et remplaçant les drois, privilèges et restrictions attachés à ces actions privilégiées par les pouvoirs, droits et restrictions suivants, savoir:

"Les actions privilégiées sont des actions de priorité, 5%, cumulatives, rachetables à 105. Les porteurs d'actions privilégiées auront le droit d'être représentés sur le bureau de direction jusqu'à concurrence de deux directeurs lorsque la compagnie aura été trois années consécutives sans payer de dividende."

Daté du bureau du Procureur Général, ce dix-huitième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11550-o L. DÉSILETS.

"Les Cuirs Pathé Limitée"
"The Pathé Leathers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-eight day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Cuirs Pathé Limitée" — "The Pathé Leathers Limited" ratifying 1. its By-law N° 5 increasing the number of directors from four to five; 2. its By-law N° 6 amending the provisions of the original letters patent of the company respecting the preferred shares by modifying and replacing the rights, privileges and restrictions attached to these said preferred shares by the following powers, rights and restrictions, namely:

"The preferred shares are priority shares, 5%, cumulative, redeemable at 105. The holders of preferred shares shall be entitled to be represented on the board of directors to the extent of two directors when the company shall have been three consecutive years without paying a dividend."

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11550 Deputy Attorney General.

"Maison Suprême Générale Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et un octobre 1945, à la compagnie "Maison Suprême Générale Inc.", ratifiant le règlement numéro 24 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de $5,000 à $25,000. par la création de 4,000 actions ordinaires additionnelles de la valeur au pair de $5 chcune.

Daté du bureau du procureur général, le trente et un octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11551 L. DÉSILETS.

"Maison Suprême Générale Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Maison Suprême Générale Inc.", ratifying By-Law No. 24 of the said company increasing its capital stock from $5,000.00 to $25,000.00, by the creation of 4,000 additional common shares of the par value of $5.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11551-o Deputy Attorney General.

"Obalski Mining Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, statuts refondus de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de novembre, 1945, à la compagnie "Obalski Mining Corporatiou", ratifiant le règlement N° 12 de ladite compagnie, augmentant son capital-actions de $3,500,000 à $5,000,000, par la création de 1,500,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $1 chacune.

"Obalski Mining Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 1, chapter 276, Quebec Revised Statutes, 1941, to the company "Obalski Mining Corporation" ratifying By-law No. 12 of the said company increasing its capital stock from $3,500,000. to $5,000,000., by the creation of 1,500,000 additional common shares of the par value of $1. each.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11552 L. DÉSILETS.

"Ravary, Limitée"
"Ravary, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté, par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour d'octobre 1945, à la compagnie "Ravary, Limitée" — "Ravary, Limited", ratifiant le règlement de cette compagnie augmentant son capital-actions de $10,000.00 à $50,000.00, par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $50.00 chacune.

Daté du bureau du Procureur Général, ce trente et unième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11553-o L. DÉSILETS.

"Vinmor Factors Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de novembre 1945, changeant le nom de la compagnie "Vinmor Realty Factors Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1941, en celui de: "Vinmor Factors Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11554 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS.

11552-o Deputy Attorney General.

"Ravary, Limitée"
"Ravary, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirty-first day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, to the company "Ravary, Limitée" — "Ravary, Limited", ratifying a by-law of said company increasing its capital stock from $10,000 to $50,000, by the creation of 800 additional common shares of $50 each, par value.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1945.

L. DESILETS,

11553 Deputy Attorney General.

"Vinmor Factors Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Vinmor Realty Factors Ind.", incorporated by letters patent dated January 10th, 1941, into that of: "Vinmor Factors Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11554-o Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 240-232. Dame Marcelle Denault, de la Cité de Westmount, District de Montréal, épouse commune en biens de Pantaleon Demers, plombier de mêmes lieux, demanderesse, vs Pantaléon Demers, plombier de la Cité de Westmount, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 novembre 1945.

Montréal, le 9 Novembre 1945.

Le Procureur de la demanderesse,

11555-o YVON PERRAS.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 240362, Dame Catherine Jane Evelyn Graham, de la Cité et du District de Montréal, femme commune de biens de Frank Burton Wadsworth, de la Cité et du District de Montréal, demanderesse, vs Frank Burton Wedsworth, de la Cité et du District de Montréal; défendeur.

La demanderesse a intenté ce jour contrel e défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 14 novembre 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
MAX BERNFELD, C. R.,
1117 rue Ste-Catherine ouest,

11556-o Montréal.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 240-232. Dame Marcell, Denault, of the City of Westmount, District of Montreal, wife common as to property of Pantaléon Demers, plumber of the same place, Plaintiff; vs Pantaléon Demers, of City of Westmount District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on November, the 8th 1945.

Montreal, this 9nt day of November 1945.

YVON PERRAS,

11555-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 240362. Dame Catherine Jane Evelyn Graham, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Frank Burton Wadsworth, of the same place, plaintiff, vs Frank Burton Wadsworth, of the City oand District of Montreal, defendant.

Plaintiff has this date instituted against the defendant an action in separation as to property.

Montreal, November 14th, 1945.

MAX BERNFELD, K. C.,
Attorney for Plaintiff,
1117 St. Catherine West,

11556-o Montreal.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4904

Québec, le 15 novembre 1945.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés du département de la police municipale de la Cité de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Cité de Québec,

Et, D'AUTRE PART:
Le Syndicat professionnel des Policiers municipaux de Québec, inc.
pour l'employeur et les salariés visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 septembre 1945;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 septembre 1945.

I.— *Juridiction:* — Le présent décret s'applique et s'étend à la Cité de Québec et à ses employés du département de la police municipale mentionnés ci-après.

II.— *Salaires:* — Les taux de salaires suivants doivent être payés, chaque semaine, aux employés ci-après énumérés:

Inspecteurs:	
1e année	$45.00
2e année	46.00
3e année	48.00
4e année	50.00
5e année	52.00
Sergents-détectives:	
1e année	$45.00
2e année	46.00
3e année	48.00
4e année	50.00
5e année	52.00
Détectives:	
1e année	$36.00
2e année	38.00
3e année	40.00
4e année	42.00
5e année	44.00

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4904

Quebec, November 15th, 1945.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the employees of the Municipal Police Department of the City of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties hereafter mentioned, for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The City of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:
"Le Syndicat professionnel des Policiers municipaux de Québec, inc."
for the employer and the employees concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of September 22nd, 1945;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderent significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act, respecting the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of September 22nd, 1945.

I.— *Jurisdiction:* — The present decree applies and extends to the City of Quebec and to its employees of the Municipal Police Department herein after mentioned.

II.— *Salaries:* — The following salaries must be paid, each week, to the employees enumerated hereafter:

Inspectors:	
1st year	$45.00
2nd year	46.00
3rd year	48.00
4th year	50.00
5th year	52.00
Sergeant-detectives:	
1st year	$45.00
2nd year	46.00
3rd year	48.00
4th year	50.00
5th year	52.00
Detectives:	
1st year	$36.00
2nd year	38.00
3rd year	40.00
4th year	42.00
5th year	44.00

Technicien de la radio. . . . $2,080.00 à $2,500.00		Radio technician . . . . . $2,080.00 to $2,500.00	
(Augmentation annuelle de $100.00)		(Annual increase of $100.00)	
Quartier-maître	$40.50	Quarter-master	$40.50
Opérateurs	35.50	Operators	35.50
Vérificateurs de taximètres	35.50	Taximeter checker	35.50
Sergents	39.00	Sergeants	39.00
Caporaux	37.00	Corporals	37.00
Constables:		Constables:	
En entrant	$21.50	On entering the service	$21.50
1e année (xx)	24.50	1st year (xx)	24.50
2e année	27.50	2nd year	27.50
3e année	29.50	3rd year	29.50
4e année	31.50	4th year	31.50
5e année	35.00	5th year	35.00

Les constables spéciaux sont exclus des dispositions du présent décret.

(xx) La première année commence le 1er mai suivant la date d'entrée à condition qu'il se soit écoulé au moins quatre (4) mois entre cette date d'entrée en fonction et le 1er mai qui suit.

III.— *Heures de travail:* — Les heures de travail sont ainsi réparties:

Les constables sont divisés en deux (2) équipes et il y a relève d'une équipe par l'autre, de vingt-quatre (24) heures en vingt-quatre (24) heures. Si les constables sont appelés à rester en devoir sur ordre du Chef de Police, ils doivent le faire sans rémunération et le temps supplémentaire ainsi fait est remplacé par des congés équivalents.

IV.— *Uniformes, habits, etc.:* — En sus de son salaire, chaque homme en uniforme doit recevoir de la Cité de Québec:

Tous les ans: — Un uniforme léger consistant en deux paires de pantalons et une tunique pour l'été; un pantalon d'hiver; deux paires de gants blancs; une casquette d'été; une paire de bottines en cuir; une crémone de laine; deux paires de claques; une paire de bottines de feutre; une paire de gants légers (kid); une paire de bottes en cuir et une paire de bottes de feutre pour les chauffeurs de motocyclettes.

Tous les deux (2) ans: — Un paletot de drap; une paire de gants en cuir doublés.

Tous les trois (3) ans: — Un paletot d'hiver; un pardessus en caoutchouc; une casquette ou shaco (helmet); une paire de bottes en caoutchouc; une veste de laine.

Tous les cinq (5) ans: — Un casque de fourrure.

La qualité de ces articles est déterminée par le Comité administratif et, quant à la coupe, elle est laissée au choix du Chef de Police.

De plus, chaque homme en uniforme doit avoir un helmet blanc et un helmet bleu. La qualité de ces articles est déterminée par le Comité administratif et ils doivent être remplacés au fur et à mesure qu'ils sont reconnus hors d'usage par le Chef de Police.

Les uniformes et articles d'été doivent être fournis autant que possible avant le premier juin, ceux d'automne avant le premier octobre et ceux d'hiver avant le premier novembre.

V.— *Crédit de maladie:* — Il doit être accordé à chaque employé un crédit annuel de dix-huit (18) jours de congé de maladie avant le premier mai 1945, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix (90) jours. Les absences antérieures au premier mai 1945 ne sont pas déduites de ce crédit. Pour l'avenir, il doit être accordé à chaque employé un crédit cumulatif d'une journée et demie par mois pour chaque mois durant lequel il a été au service de la Cité et dont il bénéficiera au cas de maladie personnelle ou d'un membre de sa famille. Pendant telle absence de son travail, l'employé retire son salaire jusqu'à concurrence du crédit accumulé pendant ses années de service. Ce crédit de maladie n'est pas affecté par les absences provoquées par un

Special constables are not governed by the provisions of the present decree.

(xx) The first year begins on the 1st of May following the date of employment unless a minimum of four (4) months has elapsed between such date of employment and the 1st of May following.

III.— *Hours of work:* — The hours of labour are distributed as follows:

Constables are divided in two (2) shifts and either shift is relieved by the other every twenty-four (24) hours. Constables required to remain on duty by order of the Chief of Police must do so without pay, and overtime done in that manner is replaced by equivalent time off.

IV.— *Uniforms, suits, etc.:* — Apart from his salary, every man in uniform must receive from the City of Quebec:

Every year: — One light uniform consisting in two pairs of pants and one tunic for the summer; one pair of winter pants; two pairs of white gloves; one summer cap; one pair of leather ankle-boots; one woollen scarf; two pairs of rubbers; one pair of felt ankle-boots; one pair of kid gloves; one pair of leather boots and one pair of felt boots for motorcycle drivers.

Every two (2) years: — One cloth overcoat; one pair of lined leather gloves.

Every three (3) years: — One winter overcoat; one rubber overcoat; one cap or helmet; one pair of rubber boots; one woollen jacket.

Every five (5) years: — One fur cap.

The quality of these articles is determined by the Administrative Committee and the cut is decided upon by the Chief of Police.

Moreover, every man in uniform must have one white helmet and one blue helmet. The quality of these articles is determined by the Administrative Committee and they must be replaced when the Chief of Police deems that they are out of use.

Summer uniforms and articles must be furnished, if possible, before June 1st; autumn uniforms and articles, before October 1st; and those for the winter, before November 1st.

V.— *Illness credit:* — Every employee is entitled to an annual credit of eighteen (18) days off for illness before the 1st of May, 1945, to the extent of ninety (90) days. Any absence which took place before May 1st, 1945, must not be deducted from such credit. In the future, every employee will be entitled to a cumulative credit of one and a half day per month for each month during which he has been in the city's service; he may avail himself of this cumulative credit either in case of personal sickness or when a member of his family is ill. During such absence from his work, the employee is receives his salary to the extent of the credit accumulated during his years of service. This illness credit must not be affected by any absence caused by

accident subi par les constables, dans l'exercice de leurs fonctions.

VI.— *Vacances payées:* — Chaque employé a le droit de prendre, avec approbation du Chefde Police, comme vacances, l'équivalent de dix (10) gardes par année, et ce, sans subir de réduction de salaire.

VII.— *Piquets:* — Les piquets réclamés des constables ou des détectives par d'autres personnes ou corps que la Cité de Québec elle-même doivent être rémunérés au taux minimum de cinq dollars ($5.00) pour chaque piquet de cinq heures ou moins et au taux de un dollar ($1.00) l'heure après les premières cinq heures. Cette rémunération doit être payée par ceux qui ont requis le service spécial des constables ou des détectives.

Les piquets pour l'Exposition provinciale de Québec sont payés à raison de trois dollars ($3.00) par piquet de cinq heures ou moins et au taux de un dollar ($1.00) l'heure après les premières cinq heures.

VIII.— *Allocation aux détectives:* — La Cité doit payer à chaque détective une allocation d'habillement égale au coût moyen annuel de l'habillement fourni par la Cité aux constables municipaux.

IX.— Le présent décret ne peut être invoqué pour empêcher la Cité d'établir de nouveaux grades parmi les employés ou d'abolir les grades déjà existants.

X.— *Durée du décret:* — Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au trente avril 1946. Il se renouvellera automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties n'ait avisé l'autre, avant le 1er janvier de l'année en cours, de son intention de le modifier. Pour l'abroger, il faut un avis d'au moins 30 jours et de pas plus de 60 jours.

XI.— Le présent décret abroge tous les décrets antérieurs.

A. MORISSET,
11600-o Greffier du Conseil Exécutif.

an accident sustained by constables in the carrying out of their functions.

VI.— *Vacations with pay:* — Every employee is entitled, with the approval of the Chief of Police, to a yearly vacation equivalent to the duration of ten (10) watches or guards without salary reduction.

VII.— *Pickets:* — Pickets required from constables or detectives by persons or bodies other than the City of Quebec must be paid for at the minimum rate of five dollars ($5.00) for each picket of five hours or less, and at the rate of one dollar ($1.00) per hour after the first five hours. This remuneration must be paid by those having required the special services of the constables or detectives.

Pickets for the Provincial Exhibition of Quebec must be paid at the rate of three dollars ($3.00) per picket of five hours or less, and at the rate of one dollar ($1.00) per hour after the first five hours.

VIII.— *Allowance to the detectives:* — The City must pay to every detective a clothing allowance equal to the average annual cost of the clothing furnished by the City to the municipal constables.

IX.— The present decree may not be used to keep the City from establishing new ranks among the employees or abolishing those actually existing.

X.— *Duration of the decree:* — The present decree is in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until April 30th, 1946. It shall renew itself automatically from year to year unless either party notifies the other, before the 1st of January of the current year, of its intention to amend same. A notice of at least 30 days and not more than 60 days will be required to repeal same.

XI.— The present decree annuls all previous decrees.

A. MORISSET,
11600-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4905

Québec, le 15 novembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil:

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés des services extérieurs de la Cité de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Cité de Québec,

ET, D'AUTRE PART:
Le Syndicat des Employés des Services extérieurs de la cité de Québec Inc.,
pour l'employeur et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 septembre 1945;

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCI

No. 4905

Quebec, November 15th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the employees of the exterior services of the City of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties hereafter mentioned for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The City of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:
"Le Syndicat des Employés des Services extérieurs de la Cité de Québec inc.",
for the employer and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the Quebec Official Gazette of September 29th, 1945;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et occupations visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 septembre 1945.

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said rqeuest;

WHEREAS the provisions of the said Act, respecting the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the Quebec Official Gazette of September 29th, 1945.

SECTION I

I.— *Juridiction:* — La section 1 du présent décret s'applique et s'étend à la Cité de Québec, ci-après dénommée "l'employeur" et à ses employés temporaires des Services extérieurs, ci-après dénommés "les employés".

II.— *Salaires minima:* — Les taux des salaires des employés temporaires doivent être conformes à ceux établis dans l'échelle des salaires suivants, et doivent être payés chaque semaine.

Groupe 1

Journaliers	*Taux horaire*
Dans tous les départements y compris le Service de l'enlèvement de la neige	$ 0.55

Groupe 2

Moulin d'asphalte (fabrication)	
Mécanicien en chef au moulin à asphalte	0.80
Chauffeurs de bouilloires (fixes)	0.70
Peseurs	0.60
Mélangeurs	0.60
Préposés aux chalumeaux	0.60
Préposés aux alivettes	0.60
Préposés aux manchons à la poussière inorganique	0.56
Charretiers	0.56
Pose de l'asphalte:	
Conducteur de rouleaux	0.80
Chefs d'équipes	0.75
Rateleurs	0.70
Lisseurs, pilonneurs	0.60
Traceurs	0.55
Pelleteurs	0.55
Graisseurs, balayeurs, coupeurs	0.55
Chauffeurs des camions de la Cité	0.60
Chauffeurs "avec camions loués"	
Charge:	
Camion de 1 tonne, 5,500 lbs	1.40
" de 1½ tonne, 7,000 lbs	1.40
" de 2 tonnes, 8,500 lbs	1.65
" de 3 tonnes, 10,000 lbs	1.90

Groupe 3

Atelier municipal:	
Machinistes, mécaniciens avec outils)	0.75
Peintres	0.70
Charrons	0.75
Forgerons	0.75
Mécaniciens d'autos	0.75
Aides-mécaniciens	0.55
Aides-forgerons	0.55
Forgerons-chaudronniers	0.75
Soudeurs à l'oxygène et à l'électricité	0.75

Part I

I.— *Jurisdiction:*— Part I of the present decree applies and extends to the City of Quebec, herein after called "The Employer", and to its temporary employees of the Exterior Services, herein after called "The Employees",

II.— *Minimum hourly wages:*— The rates of wages of the temporary employees shall be similar to those established in the following schedule of wages and paid every week.

Group 1

Labourers:	*per hour*
In all departments, including the Snow Removal Service	$0.55

Group 2

Alphalt mill (fabrication)	
Chief mechanic at the asphalt mill	0.80
Stationary boiler fireman	0.70
Weighers	0.60
Mixers	0.60
Workers on tubes (chalumeaux)	0.60
Workers on "alivettes"	0.60
Workers on "manchons", inorganic dust	0.56
Carters	0.56
Laying of asphalt:	
Operators on rollers	0.80
Shift leaders	0.75
Rakers	0.70
Surface men, rammers	0.60
Tracers	0.55
Shovellers	0.55
Oilers, sweepers, cutters	0.55
Drivers, City trucks	0.60
Drivers, rented trucks:	
Loads:	
1 — ton truck, 5,500 lbs	1.40
1½ ton truck, 7,000 lbs	1.40
2 — ton truck, 8,500 lbs	1.65
3 — ton truck, 10,000 lbs	1.90

Group 3

Municipal shop:	
Machinists, mechanics (with tools)	0.75
Painters	0.70
Wheelwrights	0.75
Blacksmiths	0.75
Auto mechanics	0.75
Mechanics' helpers	0.55
Blacksmiths' helpers	0.55
Blacksmiths, boiler-makers	0.75
Oxygen and electric welders	0.75

Maîtres-mécaniciens débosseurs	0.80	Master mechanics and body-workers	0.80
Ébéniste	0.80	Cabinet-maker	0.80
Accessoriste	0.60	Store man	0.60

Groupe 4

Bâtisses municipales:		*Municipal buildings:*	
Briqueteurs, plâtriers, maçons	0.95	Bricklayers, plasterers, masons	0.95
Charpentiers, menuisiers	0.75	Carpenters, joiners	0.75
Peintres	0.70	Painters	0.70
Tireurs de joints	0.75	Joint pointers	0.75
Finisseurs de ciment	0.75	Cement finishers	0.75
Préposés au fonctionnement du marteau pneumatique à la main	0.65	Hand air-hammer operators	0.65
Préposés aux malaxeurs	0.70	Mixer operators	0.70
Préposés aux compresseurs	0.70	Compressor operators	0.70
Mécaniciens en tuyauterie (plomberie), poseurs d'appareils de chauffage	0.75	Pipe mechanic (plumber), heating system workers	0.75
Electriciens	0.75	Electricians	0.75
Ferblantiers-couvreurs	0.75	Tinsmiths, roofers	0.75
Hommes préposés à l'enlèvement de la neige sur les couvertures des bâtisses municipales	0.60	Men committed to the removal of snow from the roofs of municipal buildings	0.60

Groupe 5

Voirie:		*Roads:*	
Chauffeurs de snogos	0.70	Drivers on snogos	0.70
Chauffeurs de chargeurs, souffleurs	0.70	Drivers on loaders, blowers	0.70
Chauffeurs de tracteurs	0.65	Tractor drivers	0.65
Chauffeurs de camions avec gratte, couteaux et sur "grader"	0.65	Drivers on trucks equipped with plough, scrapers and on graders	0.65
Chauffeurs sur camions (fournis)	0.60	Drivers on trucks (furnished)	0.60
Préposés à distribution des billets (neige)	0.60	Ticket distributor (snow removal)	0.60
Chauffeurs sur camions arrosoirs	0.60	Sprinkler truck drivers	0.60
Menuisiers	0.75	Joiners	0.75
Charretiers	0.56	Carters	0.56

Groupe 6

Service des vidanges:	*Par semaine*	*Rubbish department:*	*per week*
Préposés à l'enlèvement des vidanges (maximum de travail par semaine, 54 heures)	$28.00	Rubbish removers (maximum duration of work per week: 54 hours)	28.00
Chauffeurs de camion (maximum 54 heures par semaine)	29.00	Truck drivers (maximum duration of work per week: 54 hours)	29.00
Charretiers (maximum de travail par semaine, 54 heures)	28.00	Carters (maximum duration of work per week: 54 hours)	28.00

Note.— Si un employé supplémentaire est engagé pour une fraction de semaine, il doit être payé au taux horaire des journaliers, s'il est préposé à l'enlèvement des vidanges, et au salaire des chauffeurs sur camions, s'il est employé comme chauffeur sur ces camions à vidanges. S'il est employé pour une semaine entière, il doit être rémunéré suivant le travail qu'il effectue pour tel groupe dans le décret.

Note:— If an occasional employee is hired for a fraction of a week, he shall be paid the hourly rate of the labourers when committed to the removal of rubbish, and the wage rate of truck drivers when employed as drivers on rubbish trucks. If he is hired for a whole week, he must be paid according to the work done by him at the weekly rates established in the provisions of the decree for such group.

Groupe 7

Gardiens et divers (tous les départements):

	Par semaine
a) Gardiens des vespasiennes à l'atelier municipal, à l'Hôtel de Ville, sur les chantiers de la Voirie ou de l'Aqueduc, dans les parcs, aux dépotoirs, aux ponts, au stade, etc.: Le jour, la nuit ou les jours de fêtes: pour 56 heures de travail	$25.00
	l'heure
Les heures supplémentaires au delà de 56 heures sont rémunérées au taux de	0.45
L'employeur peut établir un système de double ou de triple équipe s'il le désire.	
b) Gardiens d'écuries (préposés au soin des chevaux, des attelages, et au chauffage des fournaises):	

Group 7

Watchmen and varied occupations (all departments):

	per week
a) Urinal watchmen at the Municipal Shop, the City Hall, Roads or Aqueduct jobs; in the parks, at the soil dumps, at the bridges, at the stadium, etc.	
During the day, the night or the holidays: for 56 hours of work	$25.00
	per hour
Overtime hours in excess of 65 hours shall be paid at the rate of	0.45
The Employer may establish a double or triple shift system if he so desires.	0.45
b) Stable watchmen (committed to the care of horses, harnasses, and to the stoking of furnaces).	

Gardiens préposés aux pesées publiques.

Chauffeurs de fournaises à l'Hôtel de Ville.

	Par semaine
Le jour, la nuit ou les jours de fêtes: 56 heures de travail	$28.00
Les heures supplémentaires au delà de 56 heures sont rémunérées au taux de	*l'heure* 0.50

L'employeur peut établir un système de double ou de triple équipe s'il le désire.

c) Les hommes d'écuries préposés au soin des chevaux et harnais doivent travailler alternativement pendant une semaine de jour et une semaine de nuit.

Groupe 8

	Par semaine
Opérateurs de Ponts	$33.00

Groupe 9

	l'heure
Parcs:	
Horticulteurs	0.65
Jardiniers	0.62
Charretiers	0.56

Groupe 10

	Par semaine
Aqueduc:	
Hommes de ligne (tel que défini par le Comité administratif)	$28.00
	l'heure
Chauffeurs de camions	0.60
Plombiers	0.75

Groupe 11

Femmes de peine: (Travail requis, dimanches exceptés).

	Par semaine
Préposées au nettoyage, balayage, lavage des bureaux et édifices municipaux	$ 9.25
Gouvernante	2.00

Groupe 12

Palais Montcalm:

Gardiens, hommes d'entretien, chauffeur de fournaise, 56 heures de travail	28.00
	l'heure
Le travail supplémentaire, au délà de 56 heures, est rémunéré au taux de	0.50

III.— *Semaine normale de travail:* — La semaine normale de travail est de quarante-huit (48 heures.

IV.— *Journée régulière de travail:* — La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 7.00 et 6.00 p.m.

V.— *Travail supplémentaire* (Autorisation):— Tout travail supplémentaire doit être préalablement approuvé par le Comité administratif ou par ses représentants spécialement autorisés.

(Calcul) Sujet aux exceptions prévues à l'article VII.

a) Tout travail exécuté après 8 heures de travail durant la journée régulière de travail, soit entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m., doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Ce taux doit être payé même si un ouvrier a été employé antérieurement à l'exécution de travaux mentionnés à l'article VII de la présente section.

b) Tout travail exécuté entre 6 heures p.m. et minuit doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Watchmen at the public scales.

Furnace stokers at the City Hall.

	per week
During the day, the night or the holidays: for 56 hours of work	$28.00
	per hour
Overtime hours in excess of 56 hours shall be paid for at the rate of	0.50

The Employer may establish a double or triple shift system if he so desires.

c) Stable men committed to the care of horses and harnasses shall alternatively do a day-working week and a night-working week.

Group 8

	per week
Bridge operators	$33.00

Group 9

	per hour
Parks:	
Horticulturists	$0.65
Gardeners	0.62
Carters	0.56

Group 10

	per week
Aqueduct:	
Linemen (as defined by the administrative Committee)	$28.00
	per hour
Truck drivers	$0.60
Plumbers	0.75

Group 11

Charwomen (Work required, excepting Sundays):

	per week
Committed to the cleaning, sweeping and washing in offices and municipal buildings	$9.25
Foreladies	20.00

Group 12

Palais Montcalm:

Watchmen, maintenance men, furnace stokers, 56 hours of work	28.00
	per hour
Overtime in excess of 56 hours shall be paid at the rate of	$0.50

III.— *Regular week of work:*— The regular week of work consists of 48 hours.

IV.— *Regular day of work:*— The regular day of work consists of eight (8) hours distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

V.— *Overtime work* (Authorization): — All overtime work must be previously approved by the Administrative Committee or its specially authorized representatives.

(Computing) Subject to the exceptions mentioned in section VII.

a) Any work performed after 8 hours of work during a regular day of work. that is, between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. shall be paid for at the rate of time and one half. Such rate shall be paid even if a worker has been employed previous to the execution of the operations mentioned in section VII of the present part.

b) Any work performed between 6:00 p.m. and 12.00 (midnight) must be paid for at the rate of time and one half.

c) Tout travail exécuté entre minuit et 7 heures a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double.

Toutefois les employés de l'atelier municipal et des bâtisses municipales doivent être payés au taux de salaire simple pour la période de 4 heures s'étendant de leur semaine normale de travail (soit 44 heures) à la semaine régulière de travail (soit 48 heures), si ces quatre (4) heures de travail sont exécutées entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m. Pour fins de calcul du travail supplémentaire, on prend comme base le taux horaire des employés de même catégorie.

VI.— *Fêtes chômées:* — Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le Vendredi-Saint, les fêtes du Travail, de la St-Jean-Baptiste et de la Confédération, sauf le cas de nécessité. Tout travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison de salaire double.

VIII.— *Entretien des rues:* — Pour le service d'enlèvement de la neige, le lavage, le balayage, le nettoyage et l'arrosage des rues, l'entretien général des rues et des trottoirs, l'hiver et l'été, le salaire des personnes préposées à ces services est le suivant:

a) Taux simple durant les huit (8) premières heures, quelle que soit l'heure à laquelle commencent les travaux et le nombre d'heures de travail exécuté antérieurement pour d'autres services;

b) Taux et demi après huit (8) heures de travail et jusqu'à seize (16) heures;

c) Taux double entree seize (16) heures et vingt-quatre (24) heures;

d) Le double du taux horaire est payé pour tout travail continu excédant vingt-quatre (24) heures;

e) Les dimanches, le Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël, le travail est rémunéré à raison de taux et demi pour les huit (8) premières heures de travail et à taux double pour les heures supplémentaires;

f) Après huit (8) heures de travail, un employé ne peut être congédié et remplacé par un autre dans le but d'éviter de payer taux et demi; mais après seize (16) heures de travail continu, tout employé peut être remplacé;

g) S'il y a interruption de travail pendant au moins quatre heures, la reprise du travail est considérée comme le commencement d'une nouvelle journée de travail.

VIII.— *Fêtes chômées:* — Lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération et du Travail, les employés ont un congé payé pourvu que leurs noms apparaissent sur la liste de paie au moins 24 heures pendant la semaine de la fête en sus de la journée de la fête.

Si des employés travaillent ces jours-là, ils doivent être payés pour le travail effectué à raison de salaire double. Il est entendu qu'ils ne retirent pas l'allocation de congé payé en sus du salaire double pour les heures durant lesquelles ils ont travaillé.

Dans le cas des gardiens de toutes catégories, ce congé peut être remplacé par un autre jour de congé.

IX.— *Salaire payé en cas de maladie:* — En cas de maladie, un employé temporaire doit recevoir son plein salaire aux conditions et de la manière suivante:

a) Après deux années consécutives pendant lesquelles le nom de l'employé a figuré annuellement sur quarante listes de paie, au moins 24 heures par liste de paie.....	*jours* 12

c) Any work performed between 12.00 (midnight) and 7.00 a.m. must be paid for at the rate of double time.

However, the employees working in the municipal shop and the municipal buildings must be paid at the rate of single time for the 4 hour period extending from their normal work week (44 hours) to the regular work week (48 hours), when these four (4) hours are worked between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. For the purposes of computing overtime work, the hourly rate of the employees in the same category shall serve as a basis.

VI.— *Days kept as holidays:*— No work shall be performed on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Good Friday, Labour Day, St. John the Baptist Day and Dominion Day, except in cases of necessity. Work performed on those days must be paid for at the rate of double time.

VII.— *Street maintenance:* — Persons employed in connection with the following services: snow removal, street washing, sweeping, cleaning and watering, general maintenance of streets and sidewalks, winter and summer, must receive the following wages:

a) Single rate during the first eight (8) hours of work, irrespective of the time at which the operations began and of the number of hours worked previously in connection with other services;

b) Time and a half after eight (8) hours of work, to the extent of sixteen (16) hours;

c) Double time between sixteen (16) hours and twenty-four (24) hours;

d) Double time is paid for any continuous work exceeding twenty-four (24) hours;

e) On Sunday, New Year's Day, Ephiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, the rate of time and a half must be paid for the first eight (8) hours of work and double time, for subsequent hours;

f) After eight (8) hours of work, an employee cannot be dismissed and replaced by another employee for the purpose of avoiding the time and-a-half rate; however, after sixteen (16) hours of continuous work, any employee can be replaced;

g) In case of cessation of work for a minimum of four hours, the resumption of work must be considered as the beginning of a new work day...

VIII.— *Days kept as holidays:* — On St. John the Baptist Day, Dominion Day and Labour Day, the employees have a holiday with pay provided their names appear on the payroll for at least 24 hours during the holiday week, part from the holiday itself.

Should employees work on those days, they must be paid double time. It is understood that they will not receive the remuneration stipulated for the holiday in excess of the double time paid to them for the hours worked.

In the case of watchmen of all categories, such holiday may be replaced by another day off.

IX.— *Wages paid in cases of illness:* — In case of illness, an occasional employee is to receive full pay under the following conditions:

a) After two consecutive years during which the name of the employee has appeared annually on forty payrolls, at least 24 hours per payroll.....	*days* 12

b) Après trois années consécutives pendant lesquelles le nom de l'employé a figuré annuellement sur quarante listes de paie, au moins 24 heures par liste de paie..... 18

c) Après quatre années consécutives pendant lesquelles le nom de l'employé a figuré annuellement sur quarante listes de paie, au moins 24 heures par liste de paie..... 24

d) Après cinq années consécutives pendant lesquelles le nom de l'employé a figuré annuellement sur quarante listes de paie, au moins 24 heures par liste de paie..... 30

e) Sur production d'un certificat médical et après approbation du Comité administratif.

X.— *Conditions particulières concernant les employés de la Commission de l'Exposition provinciale:*

Période de l'Exposition: — Comprenant la période de la tenue de l'exposition, les huit jours qui suivent et si nécessaire les huit jours qui précèdent.

Groupe 1

Surintendant du Parc

Période de l'Exposition: — $35. par semaine (plus logement chauffé) pour travail requis.

En d'autre temps que la période de l'Exposition: — $35. par semaine (plus logement chauffé) pour travail requis.

Menuisier surveillant

Période de l'Exposition: — $7. par jour pour temps requis (maximum de travail y compris le soir, le dimanche et la fête du Travail, 9 jours).

En d'autre temps que la période de l'Exposition: — $35. par semaine pour 48 heures. Temps supplémentaire payé aux taux généraux du décret.

Hommes d'entretien
(travail général, menuiserie, plomberie)

Période de l'Exposition: — $30. par semaine pour 48 heures. Les heures supplémentaires de travail sont payées au taux de temps simple, même si ce travail est exécuté en dehors de la journée régulière de travail, le dimanche et la fête du Travail.

En d'autres temps que la période de l'Exposition: — $30. par semaine pour 48 heures. Temps supplémentaire payé aux taux généraux du décret.

Charretiers
(et travail général)

Période de l'Exposition: — $26.50 par semaine de 48 heures. Les heures supplémentaires sont payées au taux de temps simple, même si ce travail est exécuté en dehors de la journée régulière de travail, le dimanche et la fête du Travail.

En d'autres temps que la période de l'Exposition: — $26.50 par semaine pour 48 heures. Temps supplémentaire payé aux taux généraux du décret.

Journaliers
(et travail général)

Période de l'Exposition: — $6. par jour pour temps requis. (Maximum de travail y compris le soir, le dimanche et la fête du Travail, 9 jours).

En d'autre temps que la période de l'Exposition: — $26. par semaine pour 48 heures. Temps supplémentaire payé aux taux généraux du décret.

b) After three consecutive years during which the name of the employee has appeared annually on forty payrolls at least 24 hours per payroll..... 18

c) After four consecutive years during which the name of the employee has appeared annually on forty payrolls, at least 24 hours per payroll..... 24

d) After five consecutive years during which the name of the employee has appeared annually on forty payrolls, at least 24 hours per payroll..... 30

e) Uupon presentation of a doctor's certificate and after approval by the Administrative Committee.

X.— *Particular provisions respecting the employees of the Provincial Exhibition Commission:*

Exhibition period: — (Including the period of the Exhibition, the eight days following the Exhibition and, if necessary, the eight days preceding the Exhibition).

Group 1

Park superintendent

Exhibition period: — $35. per week (plus heated lodging), for th eexecution of work as required.

Outside the Exhibition period: — $35. per week (plus heated lodging), for the execution of work as required.

Joiner-watchman

Exhibition period: — $7.00 per day for time required (maximum duration of work, including evenings, Sunday and Labour Day, 9 days).

Outside the Exhibition period: — $35. per week for 48 hours, overtime paid at the general rates of the decree.

Maintenance men
(General work, joining, plumbing)

Exhibition period: — $30. per week of 48 hours Overtime paid at the rate of single time, even if such work is done outside the regular day of work, Sunday or Labour Day.

Outside the Exhibition period: — $30. per week of 48 hours. Overtime paid at the general rates of the decree.

Carters
(and general work)

Exhibition period: — $26.50 per week of 48 hours. Overtime paid at the rate of single time, even if such work is done outside the regular day of work, Sunday or Labour Day.

Outside the Exhibition period: — $26.50 per week of 48 hours. Overtime paid at the general rates of the decree.

Labourers
(and general work)

Exhibition period: — $6. per day for time required, (maximum duration of labour, including the evenings, Sunday and Labour Day, 9 days).

Outside the Exhibition period: — $26. per week for 48 hours. Overtime paid at the general rates of the decree.

Les menuisiers, journaliers, plombiers et charretiers employés temporairement, mais pour une période plus longue que celle de l'exposition provinciale, sont payés suivant les taux généraux du décret (section 1). Toutefois, le temps supplémentaire doit être payé au taux de temps simple, même si ce travail est exécuté en dehors de la journée régulière de travail, le soir, le dimanche et le jour de la fête du Travail.

Les employés ont droit aux fêtes chômées mentionnées à l'article VIII de la présente section, sauf à la fête du Travail lorsqu'elle tombe durant la période de l'exposition. Dans ce cas les employés ont droit à un congé d'une journée qu'ils peuvent prendre lorsqu'ils le désirent dans les six mois qui suivent.

Groupe 2

Employés temporaires
(Excluant Groupe 1)

Période de l'exposition seulement. (Pour temps requis le jour, la nuit, le dimanche et la fête du Travail):

Surintendants:	*par jour*
Aux portes d'entrée du Palais Central, Colisée et autres bâtisses, avant et après l'Exposition (heures normales)	$4.50
Durant l'Exposition (pour temps requis)	6.00
Surintendants-surveillants:	
Aux écuries, vacheries, bergeries, porcheries, etc.	4.50
Surveillants des nettoyeurs:	*par jour ou par nuit*
Palais Central, Colisée, Palais de l'Industrie et autres bâtisses	$4.00
Nettoyeurs et nettoyeurs-percepteurs:	
Palais Central, Colisée, Palais de l'Industrie et autres bâtisses	3.75
Vendeurs de billets:	*par jour ou 3 séances*
Portes d'entrées, Estrade, Colisée ou ailleurs	$5.00
	ou par séance $2.00
Percepteurs de billets:	*par jour de 3 séances*
Portes d'entrées, Estrade, Colisée ou ailleurs	$4.50
	ou par séance $1.50
	par jour ou par nuit
Gardiens (chefs)	$4.00
Gardiens et Gardiens-nettoyeurs	3.75
Gardiens de vespasiennes:	*l'heure*
Le jour, la nuit, le dimanche et la fête du Travail, pour temps requis quelles que soient les heures de travail, sont toujours payés au taux de temps simple	$0.30

Les menuisiers, plombiers, charretiers, journaliers (sauf ceux mentionnés au Groupe 1) sont payés au taux régulier du décret pour les huit premières heures de travail, mais le temps plémentaire doit être rémunéré au taux de salaire simple, même si le travail est exécuté le soir, la nuit, le dimanche ou la fête du Travail.

Groupe 3

Patinoire du Colisée

L'hiver: — (Du mois d'octobr au mois de mai).

L'été: — (Du mois de mai au mois d'octobre).

Joiners, labourers, plumbers and carters employed temporarily, but for a period exceeding that of the Provincial Exhibition, must receive the general rates of the decree (part 1). However, overtime shall be paid at the rate of single time, even if such work is performed outside the regular working day, during the evening, on Sunday and Labour Day.

Employees are entitled to the holidays mentioned in section VIII of the present part, with the exception of Labour Day when it falls in the Exhibition Period. In such case, the employees are entitled to one day off taken whenever they wish in the following six months.

Group 2

Temporary employees
(Excluding Group 1)

Exhibition period only: — (For time required during the day, the night, on Sunday and Labour Day.)

Superintendents:	*per day*
At the entrances of the "Palais Central", the "Colisée" and other buildings, before and after the Exhibition, (regular hours)	$4.50
During Exhibition (for time required)	6.00
Superintendents-watchmen:	
Stables, cow, sheep and pig houses, etc.	4.50
Supervisors of cleaners	*per day or per night*
"Palais Central", "Colisée", Palais de l'Industrie", and other buildings	$4.00
Cleaners and cleaner-collectors:	
"Palais Central", "Colisée", "Palais de l'Industrie" and other buildings	3.75
Ticket salesmen:	*per day or for 3 performances*
Entrances, Stage, "Colisée" or elsewhere.	$5.00
	or per performance $2.00
Ticket collectors:	*per day or for 3 performances*
Entrances, Stage, "Colisée" or elsewhere.	$4.50
	or per performance $1.50
	per day or per night
Watchmen (head)	$4.00
Watchmen and Watchmen-cleaners	3.75
Urinal watchmen:	*per hour*
Day, night, Sunday and Labour Day, for time required, irrespective of the hours of work, always paid single rate of	$0.30

Joiners, plumbers, carters, labourers (excluding those mentioned in Group 1) must receive the regular rate of the decree for the first eight hours of work, but overtime must be paid for at the rate of single time even if such work is done during the evening, the night, on Sunday of Labour Day.

Group 3

"Colisée" skating rink

Winter: — (From the month of October to the month of May).

Summer: — (From the month of May to the month of October).

Ingénieur-chef

L'hiver: — $40. par semaine, plus logement, pour temps requis, sept (7) jours par semaine.
L'été: — $40. par semaine, plus logement, pour temps requis, sept (7) jours par semaine.

Aide-Ingénieur

L'hiver: — $35. par semaine, pour temps requis, sept (7) nuits par semaine.
L'été: — $35. par semaine, pour temps requis, sept (7) jours par semaine.

Copain-Gardien

L'hiver: — $21. par semaine, pour temps requis sept (7) jours par semaine.
L'été: — $21. par semaine, pour temps requis, sept (7) jours par semaine.

Copains

L'hiver: — $20. par semaine, pour temps requis, sept (7) jours par semaine.
L'été: — $20. par semaine, pour temps requis, sept (7) jours par semaine.

Groupe 4

Patinoire du Colisée

Employés surnuméraires lors de certaines représentations données en d'autre temps que la période de l'exposition provinciale:

	par séance
Vendeurs de billets	$2.50
Percepteurs de billets	2.00
Gardiens	1.50

La rétroactivité ne s'applique pas aux employés de la Commission de l'Exposition provinciale dont les fonctions sont indiquées aux groupes 2 et 4, ni aux employés mentionnés aux groupes 1 et 3 s'ils ont définitivement quitté leur emploi, soit au service de l'employeur, soit au service de la Commission de l'exposition.

(Fin des conditions particulières concernant les employés de la Commission de l'exposition provinciale).

Clauses générales

XI.— *Vacances:* — Tous les employés des services extérieurs de l'employeur ont des vacances annuelles, comme suit, savoir:

a) Trois jours de vacances pour les employés à l'emploi de l'employeur depuis un an, pourvu que leurs noms apparaissent sur cinquante listes de paie;

b) six jours de vacances pour les employés à l'emploi de l'employeur depuis deux ans ou plus, pourvu que leur nom apparaisse, chaque année, sur cinquante listes de paie;

c) les employés dont l'engagement comporte une semaine de sept jours de travail ont droit à sept jours de vacances, pourvu que leur nom apparaisse, chaque année, sur cinquante listes de paie pour chacune des deux dernières années. Cependant, les préposés aux ponts et les gardiens de ponts, de même que les chauffeurs de fournaises, dont les noms apparaissent comme tels sur la liste de paie durant trente semaines pour chacune des deux dernières années, ont aussi droit à sept jours de vacances.

XII.— *Absences pour funérailles:* — Les employés des Services extérieurs doivent retirer le plein montant de leurs salaires ou gages respectifs durant leurs absences pour funérailles de parents (père, mère, frère, sœur, fils, fille, épouse

Chief-engineman

Winter: — $40. per week plus lodging, for time required. Seven (7) days per week.
Summer: — $40. per week, plus lodging, for time required. Seven (7) days per week.

Engineman's helper

Winter: — $35. per week for time required, seven (7) nights per week.
Summer: — $35. per week for time required seven (7) days per week.

Fellow-watchman

Winter: — $21. per week for time required, seven (7) days per week.
Summer: — $21. per week for time required, seven (7) days per week.

"Copains"

Winter: — $20. per week for time required, seven (7) days per week.
Summer: — $20. per week for time required, seven (7) days per week.

Group 4

"Colisée" skating-rink

Extra employees for performances given outside the Exhibition period:

	per performance
Ticket salesman	$2.50
Tickets collectors	2.00
Watchmen	1.50

Retroactive provisions neither apply to the employees of the Provincial Exhibition Commission whose functions are mentioned in groups 2 and 4 nor to the employees mentioned in groups 1 and 3 if they have definitely left their work, either at the service of the Employer or at the service of the Exhibition Commission. (End of particular provisions concerning the employees of the Provincial Exhibition Commission.)

General clauses

XI.— *Vacations:* — All employees of the exterior services of the Employer are to have annual vacations as follows, namely:

a) Three days of vacation for the employers in the service of the Employer since one year, provided their names appear on fifty payrolls;

b) Six days of vacation for the employers in the service of the Employer since two or more years, provided their names appear, each year, on fifty payrolls;

c) The employers whose employment stipulates a weekly duration of labour of seven days are entitled to seven days of vacation, provided their appear, each year, on fifty payrolls for each one of the last two years.

However, bridge operators and bridge watchmen, as well as furnace stokers, whose names appear as such on the payroll during thirty weeks for each one of the last two years, are also entitled to seven days of vacation.

XII.— *Absences due to funeral services:* — The employees of the exterior services must receive full pay during their absence from work to attend the funeral services of relatives, such as: father, mother, brother, sister, son, daughter, wife,

beau-père, belle-mère) et ce jusqu'à concurrence d'un maximum de trois jours d'absence, sans tenir compte des années de service desdits employés.

XIII.— Les employés déjà rémunérés à la semaine ou à la journée doivent recevoir les sommes hebdomadaires ou toute somme proportionnelle pour une journée, selon les dispositions contenues à la section 2 qui suit, pour les fonctions similaires.

XIII*a*.— Pour tous les engagements futurs, le certificat de qualificaton reconnu par le Comité paritaire des métiers de la construction est exigé par l'employeur pour tous les ouvriers spécialisés.

Section 2

Employés réguliers des services extérieurs

Salaires hebdomadaires à être payés par l'employeur et certaines conditions de travail concernant les employés réguliers (si la ville juge à propos de nommer tel groupe d'employés).

XIV.— *Juridiction:* — La section 2 du présent décret s'applique et s'étend à la Cité de Québec ci-après dénommée "L'employeur" et à ses employés réguliers des services extérieurs ai-après dénommés "les employés".

XIV*a*.— *Définitions:* — Sont considérés "employés réguliers" des Services extérieurs: Ceux dont les noms apparaissent sur la liste de paie des employés de l'extérieur, durant au moins 40 semaines, pour au moins 5 jours par semaine au cours de chacune des deux dernières années fiscales et qui ont été nommés par le Comité administratif lors de l'adoption du budget de la cité ou le plus tôt possible après l'adoption du budget.

XV.— La cité doit payer aux employés réguliers pour chaque semaine d'année fiscale le salaire ci-dessous mentionné:

Salaires minima hebdomadaires

Groupe 1

	par semaine
Tous journaliers (manœuvres, employés réguliers des services extérieurs)	$26.00

Groupe 2

Moulin d'asphalte (fabrication):	
Chauffeurs de bouilloire fixe, 56 heures par semaine	39.00
Mélangeurs-gardiens (60 heures)	30.00

Groupe 3

Pose de l'asphalte:	
Conducteur de rouleau (48 heures par semaine)	38.00
Chefs d'équipes	33.00
Chauffeurs sur camion de la cité	28.50

Groupe 4

Atelier municipal: (44 heures par semaine):	
Machinistes, mécaniciens (avec outils)	32.50
Charrons, forgerons	32.50
Mécaniciens d'autos	32.50
Accessoristes	26.40
Aides-mécaniciens	26.00
Aides-mécaniciens et débosseurs	34.70
Ebénistes	35.00
Soudeurs à l'oxigène	32.50
Forgerons soudeurs	32.50

father-in-law, mother-in-law. Such absences are permitted to the extent of three days, notwithstanding the number of years of service of the said employees.

XIII.— The employees already paid by the week or the day must receive the weekly amounts or any proportional daily amount, according to the provisions contained in the following part 2, for similar functions.

XIII*a*.— For all future employments, the certificate of competency recognized by the Joint Committee of the Construction Industry will be required by the City from all specialized workers.

PART 2

Regular employees of the exterior services

Weekly wages to be paid by the Employer and certain working conditions concerning the regular employees (if the City decides to appoint such group of employees).

XIV.— *Jurisdiction:* — Part 2 of the present decree applies and extends to the City of Quebec herein after called "The Employer" and to its regular employees of the exterior services, herein after called "the employees".

XIV*a*.— *Definition:* — Are considered as "regular employees" of the exterior services: those whose names appear on the payroll of the exterior employees during at least 40 weeks, for a minimum of 3 days per week, during each one of the last two fiscal years and who have been appointed by the Administrative Committee at the time of the adoption of the budget of the City or as soon as possible after the approval of the said budget.

XV.— The City must pay to the regular employees, for each week of the fiscal year, the wages mentioned herein after:

Weekly minimum wages

Group 1

	per week
All labourers (common workers, regular employees of the exterior services)	$26.00

Group 2

Asphalt mill (fabrication):	
Stationary boiler fireman, 56 hours per week	39.00
Mixers-watchmen (60 hours)	30.00

Group 3

Asphalt laying:	
Roller operators (48 hours per week)	38.00
Shift leader	33.00
City truck drivers	28.50

Group 4

Municipal shop (44 hours per week):	
Machinists, mechanics (with tools)	32.50
Wheelwrights, blacksmiths	32.50
Auto mechanics	32.50
Storemen	26.40
Mechanics' helpers	26.00
Mechanics' helpers and body-workers	34.70
Cabinet makers	35.00
Oxygen welders	32.50
Blacksmiths welders	32.50

Forgerons chaudronniers	32.50	Blacksmiths boiler-makers	32.50
Vulcanisateur	27.00	Tire repairer (vulcanization)	27.00
Aides-forgerons	27.00	Blacksmiths' helpers	27.00
Peintres	30.50	Painters	30.50

Groupe 5

Bâtisses municipales: (44 heures par semaine)

Briqueteurs, plâtriers, maçons	40.00	Bricklayers, plasterers, masons	40.00
Charpentiers, menuisiers	32.50	Carpenters, joiners	32.50
Peintres	30.50	Painters	30.50
Tireurs de joints	32.50	Joint pointers	32.50
Finisseurs de ciment	32.50	Cement finishers	32.50
Proposés au fonctionnement du marteau pneumatique à la main	30.50	Hand air-hammer operators	30.50
Proposés aux malaxeurs et compresseurs	32.50	Mixer and compressor operators	32.50
Chauffeurs de bouilloires (maximum de 56 heures par semaine)	39.00	Boiler fireman (maximum of 56 hours per week)	39.00
Mécaniciens en tuyauterie (plombiers, poseurs d'appareils de chauffage)	32.50	Pipe mechanics (plumbers, heating system workers)	32.50
Electriciens	32.50	Electricians	32.50
Ferblantiers-couvreurs	32.50	Tinsmiths-roofers	32.50

Groupe 6

Aqueduc:

a) Hommes de ligne (tel que désigné par le comité administratif)	28.00	a) Linemen (as designated by the Administrative Committee)	$28.00
Plombiers d'aqueduc	35.00	Aqueduct plumbers	35.00
	Par année		*per year*
b) Gardiens d'aqueduc et préposé adjoint d'aqueduc	$1,250.00 à $1,550.00 (Augmentation annuelle de $100.)	b) Aqueduct watchmen and assistant-operator	$1,250.00 to $1,550.00 (Annual increase of $100.00)
c) Préposés aux pompes et aux réservoirs	$1,475.00 à $1,875.00 (Augmentation annuelle de $100.)	c) Pump and reservoir operators	$1,475.00 to $1,875.00 (Annual increase of $100.00)

Groupe 7

Voirie:	*Par semaine*	*Roads:*	*per week*
Chauffeurs de tracteurs, d'arrosoirs, de camions avec grattes ou couteaux	$31.00	Drivers: tractors, water trucks, trucks equipped with snow ploughs or scrapers	$31.00
Chauffeurs de camions	28.50	Truck drivers	28.50
Menuisiers (48 heures)	35.00	Joiners (48 hours)	35.00
Charretiers	26.50	Carters	26.50

Groupe 8

Service des vidanges:		*Rubbish department:*	*per week*
Préposés à l'enlèvement des vidanges (maximum de travail, 54 heures par semaine)	$28.00	Employees committed to the removal of rubbish (maximum duration of labour, 54 hours per week	$28.00
Chauffeurs de camions, (54 heures par semaine)	29.00	Truck drivers, 54 hours per week	29.00
Charretiers, (54 heures par semaine)	28.00	Carters, 54 hours per week	28.00

Note: Si un employé supplémentaire est engagé pour une fraction de semaine, il doit être payé au taux horaire des journaliers, s'il est préposé à l'enlèvement des vidanges, et au salaire des chauffeurs sur camions, s'il est employé comme chauffeur sur camions à vidanges.— S'il est employé pour une semaine entière, il doit être rémunéré suivant le travail qu'il effectue au taux des dispositions établi à la semaine pour tel groupe dans le décret.

Nota: — Should an extra employee be hired for part of a week only, he must receive the hourly rate of the labourers when committed to the removal of rubbish; he shall receive the wages of truck drivers when hired as driver on rubbish trucks. If he is employed for a whole week, his pay is based on the work done at the weekly rate of the provisions of the decree established for such group.

Groupe 9

Gardiens et divers (tous les départements): *Par semaine*

a) Gardiens aux vespasiennes, à l'atelier municipal, à l'Hôtel de Ville, sur les chantiers de la Voirie ou de l'Aqueduc, dans les parcs, aux dépotiors, aux ponts, au stade, et autres, le jour, la nuit ou les jours de fêtes pour 56 heures de travail $25.00

Group 9

Watchmen and varied occupations (all departments): *per week*

a) Watchmen: urinals, municipal shop, City Hall, Roads or Aqueduct works, parks, dumps, bridges stadium, and other places, during the day, the night and holidays, for 56 hours of work $25.00

Les heures supplémentaires au delà de 56 heures sont rémunérés au taux horaire de ..... *l'heure* 0.25

par semaine

b) Gardiens d'écuries (préposés au soin des chevaux, des attelages et au chauffage des fournaises); gardiens préposés aux pesées publiques; chauffeurs de fournaises à l'Hôtel de Ville; le jour, la nuit ou les jours de fête, pour 56 heures de travail. 28.00

l'heure

Les heures supplémentaires au delà de 56 heures sont rémunérées au taux de 0.50

L'employeur peut établir un système de double ou de triple équipe, s'il le désire.

c) Les hommes d'écuries préposés au soin des chevaux et harnais travaillent alternativement pendant une semaine de jour et une semaine de nuit.

Groupe 10

Parcs:	*par semaine*
Horticulteurs	$28.50
Jardiniers	27.50
Chauffeurs-gardiens (7 jours par semaine, maximum de travail par semaine, 56 heures)	28.00

Groupe 11

Charretiers et hommes d'écuries, pour travail requis	28.00

Groupe 12

Palais Montcalm:	*par semaine*
Gardiens, hommes d'entretien, chauffeur de fournaise, 56 heures de travail	28.00
	l'heure
Le travail supplémentaire au delà de 56 heures est rémunéré au taux de	0.50

Groupe 13

Garde magasins:	*par semaine*
a) Dans le cas où l'employé tient un registre d'inventaire	$32.00
b) Dans le cas où l'employé ne tient pas de registre d'inventaire	28.00

Groupe 14

Divers (cas spéciaux);

Voirie:	*par semaine*
Homme d'entretien (48 heures)	$28.00
Chef d'équipe (48 heures)	33.00
Mécaniciens au département (48 heures)	32.00
Aqueduc:	
Chef d'équipe (48 heures)	30.00
	l'heure
Charretier fournissant cheval	0.80
	par semaine
Inspecteur	$38.00
Surintendant (48 heures)	46.00
Hôtel de ville:	
Messager et gardien de vespasiennes (44 heures)	24.00
Spéciaux:	
Surintendant (48 heures)	46.00
	par semaine
Chauffeur (48) heures	$28.00
	par jour
Ingénieur	3.50

Overtime hours in excess of 56 hours shall be paid at the rate of .. *per hour* $0.25

b) Stable watchmen (committed to the care of horses, harnasses and to the stoking of furnaces); watchmen committed to the public scales; furnace stokers at the City Hall — during the day, the night or on holidays, for 56 hours of work .... *per week* $28.00

Overtime hours in excess of 56 hours shall be paid at the rate of ..... *per hour* $0.50

The Employer may establish a double or triple shift system if he so desires.

c) Stable men committed to the care of horses and harnasses and doing alternatively a day working week and a night working week.

Group 10

Parks:	*per week*
Horticulturists	$28.50
Gardeners	27.50
Firemen watchmen (7 days per week, maximum duration of work per week, 56 hours)	28.00

Group 11

Carters and stable men, for work required	$28.00

Group 12

"Palais Montcalm":	*per week*
Watchmen, maintenance men, furnace stokers, 56 hours of work	$28.00
	per hour
Overtime in excess of 56 hours is paid for at the rate of	$0.50

Group 13

Store-keepers:	*per week*
a) When the employee keeps a balance-sheet book	$32.00
b) When the employee does not keep a balance-sheet book	28.00

Group 14

Varied occupations (special cases):

Roads:	*per week*
Maintenance man (48 hours)	$28.00
Gang leader (48 hours)	33.00
Mechanics in the department (48 hours)	32.00
Aqueduct:	
Gang leader (48 hours)	30.00
	per hour
Carter furnishing horse	$0.80
	per week
Inspector	$38.00
Superintendent (48 hours)	46.00
City Hall:	
Messenger and urinal watchmen (44 hours)	24.00
Specials:	
Superintendent (48 hours)	46.00
Fireman (48 hours)	28.00
	per day
Engineman	$3.50

Groupe 15

	par semaine
Préposés aux ponts	33.00

XVI.— *Traitement de maladie:* — En cas de maladie, les employés réguliers des Services extérieurs reçoivent leur salaire durant un mois sur production d'un certificat médical et après approbation du Comité administratif. Ledit comité, pour des raisons valables, peut prolonger à sa discrétion cette période.

XVII.— *Vacances payées:* — Les employés réguliers doivent bénéficier de deux semaines de vacances payées par année.

XVIII.— S'il survient quelque différend entre les parties pendant la durée du présent décret, le différend sera soumis à l'arbitrage en suivant la procédure prévue par la Loi relative aux différends entre les services publics et leurs salariés (S.R.Q. 1941, chapitre 169).

XIX.— Le présent décret abroge tous les décrets antérieurs.

XX.— Durée du décret:— Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au premier mai 1946. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties n'ait donné à l'autre partie un avis à ce contraire, au moins soixante (60) jours à l'avance.

XXI.— Le présent décret ne s'applique pas aux personnes employées exclusivement à l'exécution de travaux faits en vertu de la Loi 25-26 Geo. V, art. 8, chapitre 111.

A. MORISSET,
11601-o Greffier du Conseil Exécutif.

Group 15

	per week
Bridge operators	$33.00

XVI.— *Sick pay:* — In case of sickness, the regular employees of the exterior services are to receive their salary during a month upon presentation of a doctor's certificate and after approval of the Administrative Committee. The said Committee, if good reasons are given, may extend such period at will.

XVII.— *Vacations with pay:* — Every year the regular employees must benefit by a vacation of two weeks with pay.

XVIII.— In case of a dispute between the parties during the existence of the present decree, the said dispute will be submitted for arbitration according to the procedure set forth in the Public Services Employees Disputes Act (R.S.Q., 1941, chapter 169).

XIX.— The present decree annuls all previous decrees.

XX.— *Duration of the decree:* — The present decree remains in force until May 1st, 1946. It will then renew itself from year to year unless one of the parties notify the other to the contray, at least sixty (60) days in advance.

XXI.— The present decree does not apply to persons employed exclusively in the execution of operations carried on under the Act 25-26 Geo. V, sec. 8, chapter 111.

A. MORISSET,
11601-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie des Policiers de Montréal", en date du 17 octobre 1945, dont le siège social est à Montréal (comté de St-Jacques), et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11557-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les pré-entes, donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins Pointe des Cascades", en date du 18 octobre 1945, dont le siège social est à Pointe des Cascades: comté de Soulanges, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11558-o JEAN BRUCHÉSI.

Power Lumber Company Limited

Copie du règlement no 2 de "Power Lumber Company Limited", de St-Pacôme, P.Q., tel que passé à l'assemblée des directeurs tenue le 20 octobre 1945 et approuvé suivant la loi à l'assemblée des actionnaires tenue à la même date, concernant la réduction du nombre des directeurs de six à quatre:

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Policiers de Montréal", under date the seventeenth day of October, 1945, whereof the head office is at Montreal, (county of St-Jacques), and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11557 Under Secretary of the Profince.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperativse syndicate "La Caisse Populaire Desjardins Pointe des Cascades", under date the eighteenth day of October, 1945, whereof the head office is at Pointe des Cascades, county of Soulanges, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11558 Under Secretary of the Province.

Power Lumber Company Limited

Copy of By-law No. 2 of "Power Lumber Company Limited", of St-Pacôme, P.Q. as passed at the Directors' meeting held on October 20th, 1945, and approved, according to lawe at the Shareholders' meeting held on the same date, concerning the reduction in the number of directors from six to four:

"La Section I du Règlement No 2 de la compagnie est abrogée et remplacée par la suivante:

Article II — Directeurs — section I — nombre de Directeurs et Quorum — "Les affaires de la compagnie seront conduites par un bureau de direction composé de 4 actionnaires, dont deux formeront quorum."

Le Président,
ALFRED PLOURDE.
Le Secrétaire-trésorier,
11560-o JOHN J. POWER.

"Section I of By-law No. 2 of the company is repealed and replaced by the following:

Article II — Directors — Section I — Number of Directors and Quorum — "The affairs of the Company will be managed by a board of directors composed of 4 shareholders, two of whom shall form the quorum.

ALFRED PLOURDE,
President.
JOHN J. POWER,
11560 Secretary.

PLOURDE & FRERES INCORPOREE

Copie du règlement No 3 "Plourde & Frères Incorporée", tel que passé à l'assemblée des directeurs tenue le 23 octobre 1945 et tel qu'approuvé à l'assemblée des actionnaires tenue à la même date, concernant la réduction du nombre des directeurs de quatre à trois:

"Article VI abrogé et remplacé par:

Section II — Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois actionnaires dûment qualifiés de la compagnie et qui seront élus à l'assemblée générale annuelle de la compagnie. Les directeurs resteront en fonction tant qu'ils n'auront pas été remplacés.

Article VII — Le quorum aux assemblées de directeurs sera de 2 membres."

Certifié vraie copie.

Le Président,
MICHEL PLOURDE.
Le Secrétaire-trésorier,
11559-o J.-A. LAJOIE.

PLOURDE & FRÈRES INCORPOREE

Copy of by-law No. 3 "Plourde & Frères Incorporée", as passed at the directors' meeting held the 13th of October, 1945 and as approved at the shareholders' meeting held on the same date, concerning the decrease in the number of directors from four to three:

"Article VI revoked and replaced by:

Section II — The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of three duly qualified shareholklders of the company, who will be elected at the géneral annual meeting of the company. The directors to remain in office until such time as they are replaced.

Article VII — The quorum at the directors' meetings to be 2 members."

Certified true copy.

MICHEL PLOURDE,
President.
J.-A. LAJOIE,
11559 Secretary Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945, les règlements 1 à 20 inclusivement de "Montreal Rugby Football Club" ont été approuvés, suivant les dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11575 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated November 15th, 1945, By-Laws 1 to 20 inclusively of "Montreal Rugby Football Club" were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 20th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11575-o Under-Secretary of the Province.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945, les règlements 1 à 29 inclusivement de "La Ligue des Citoyens du Christ-Roi" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q., 1941, chapitre 304) et aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11577-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that by Order in Council dated November 15th, 1945, By-laws 1 to 29 inclusively of "La Ligue des Citoyens du Christ-Roi" have been approved and such pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 304) and to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11577 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Camionneur", en date du 6 novembre 1945, dont le siège social est à Québec, district de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11579-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Camionneur", under date the sixth day of November, 1945, whereof the head office is at Quebec, district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11579 Under Secretary of the Province.

PARADIS & FILS, LIMITÉE
PARADIS & SONS, LIMITED

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de "Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited" que le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes changé de Victoriaville, comté d'Arthabaska, à chambre 1563, Edifice Sun Life, 1155, rue Metcalfe, Montréal."

Je, J. L. A. Lupien, secrétaire de "Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited", certifie par les présentes que le règlement susdit a été régulièrement adopté par les directeurs de la compagnie le 8e jour de novembre 1945, et qu'il a été approuvé le même jour par les actionnaires, à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin, à laquelle tous les actionnaires étaient présents et ont tous voté en faveur dudit règlement.

Le Secrétaire,
11576 J. L. A. Lupien.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze novembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11578-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945, "L'Association Professionnelle des Employés de Bureaux de la Province de Québec Inc." a été autorisée à changer son nom en celui de "L'Association Professionnelle des Employés de Bureaux du District de Québec, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11580-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945, le "Syndicat Catholique de la Construction" a été autorisé à changer son nom en celui de "Syndicat National Cathlique de Ste-Agathe", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11581-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Industriel", en date du 11 octobre 1945, dont le siège social est à Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11590-o JEAN BRUCHÉSI.

PARADIS & FILS, LIMITÉE
PARADIS & SONS, LIMITED

"Be it and it is hereby enacted as By-Law No. 64 of Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited that the Head Office of the Company be and the same is hereby changed from Victoriaville, in the County of Arthabaska, to Room 1563 Sun Life Building, 1155 Metcalfe Street, Montreal."

I, J. L. A. Lupien, Secretary of Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited, do hereby certify that the above By-Law has been regularly adopted by the Directors on the 8th day of November, 1945, and that it has been approved on the same date by the shareholders at a Special General Meeting held for that purpose, at which meeting all the shareholders were present and they all voted in favour of said By-Law.

J. A. L. Lupien,
11576-o Secretary.

The formation of an association under the name of "L'Association des Professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on November fifteenth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,
11578 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, that by Order in Council dated November 15th, 1945, "L'Association Professionnelle des Employés de Bureaux de la Province de Québec Iuc.", has geen authorized to change its name to that of "L'Association Professionnelle des Employés de Bureaux du District de Québec, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates. Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th November, 1945.

JEAN BRUCHSÉI,
11580 Under Secretary of the Province.

Notice is given that by Order in Council dated November 15th, 1945, the "Syndicat Catholique de la Construction" has been suthorized to change its name to that of "Syndicat National Catholique de Ste-Agathe" and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941), chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1945.

JEAN BRUCHESI,
11581 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif industriel" under date the 11th day of October, 1945, whereof the head office is at Saint-Joseph-de-Beauce, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11590 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945, le "Syndicat Catholique et National des Relieurs" a été autorisé à changer son nom en celui de "Syndicat National des Relieurs Incorporés", et ce, conformément aux dispostions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1945.

Le Sous-secrétqire de la Province,
11582-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association catholique des Institutrices Rurales du District N° 39A", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 octobre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-François-du-Lac, district de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11589-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par les présentes donné que Elphège Bois, D.Sc., de Québec, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 7 novembre 1945.

Le Secrétaire-Régistraire,
ARTHUR F. WATSON.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Padoue", en date du 8 novembre 1945, dont le siège social est à Padoue, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11599-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Dosquet", en date du 25 septembre 1945, dont le siège social est à Dosquet, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11606-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire des Postiers de Montréal", en date du 29 mai 1945, dont le siège social est en la cité de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11607-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, by Order in Council dated November 15th, 1945, the "Syndicat Catholique et National des Relieurs" has been authorized to change its name to that of "Syndicat National des Relieurs Incorporés", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11582 Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 39A", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on October 18th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is Saint-François-du-Lac, district of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,
11589-o Uuder Secretary of the Province.

Notice is hereby given that Elphège Bois, D.Sc., of Quebec City, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, November 7th 1945.

ARTHUR F. WATSON,
11591-o Secretary-Registrar.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Padoue" under date the 8th day of November, 1945, whereof the head office is at Padoue, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11599 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Dosquet" under date the twenty-fifth day of September, 1945, whereof the head office is at Dosquet, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11606 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire des Postiers de Montréal", under date the 29th day of May, 1945, whereof the head office is in the city of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11607 Under Secretary of the Province.

AVIS

Avis est par le présent donné que le permis d'enseignement accordé, le 17 mars 1942, à l'Ecole Universelle Enregistrée, par le Secrétaire de la province en vertu des dispositions de la Loi des écoles professionnelles, est révoqué.

Québec, ce 21 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11609-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail", en date du 18 juillet 1945, dont le siège social est à Palmarolle, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11612-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné qu'après avoir fait approuver par l'Office ses plans et devis et son réseau, conformément aux dispostions de l Loi de l'électrification rurale, la "Société Coopérative Agricole de Distribution d'Électricité de St-Valérien", dont le siège social est à St-Valérien-de-Milton, comté de Shefford, constituée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q., 1941, chapitre 120), a, par résolution dûment adoptée à cette fin, été convertie en coopérative d'électricité sous l'empire de la Loi de l'électrification rurale, sous le nom de "Coopérative d'Electricité de St-Valérien de Milton", et que, à compter du jour de la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, cette société sera régie par les dispositions de la Loi de l'électrification rurale.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11613-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

Notice is hereby given that the teaching permit, granted on March 17th, 1942, to "l'Ecole Universelle Enregistrée" by the Provincial Secretary, under the provisions of the Trade-Schools Act, is cancelled.

Quebec, November 21st, 1945.

JEAN BRUCHESI,
11609 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail" under date the eighteenth day of July, 1945, whereof the head office is at Palmarolle, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11612 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that after having had its plans and specifications and its system approved by the Bureau, in conformity with the provisions of the Rural Electrification Act, the "Société Coopérative Agricole de Distrjbution d'Électricité de St-Valérien, "the head office whereof is at St-Valérien-de-Milton, county of Shefford, incorporated under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120) has, by a resolution duly adopted for such purpose, been converted into a cooperative electricity syndicate under authority of the Rural Electrification Act under the name of "Coopérative d'Électricité de St-Valérien de Mliton", and that, from and after the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the said association will be governed by he provisions of the Rural Electrification Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 21st, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11613 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandons de

Avis de Demande d'Acecptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, Kent Theatres Limited, s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montréal ce 14e jour de novembre 1945.

KENT THEATRES LIMITED,
Le Secrétaire,
11561-o B. A. GARSON.

Avis de Demande d'Acceptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, La Salle Theatres Limited, s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'aban-

Charters — Surrenders of

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, Kent Theatres Limited, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of November 1945.

KENT THEATRES LIMITED,
B. A. GARSON,
11561-o Secretary.

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, La Salle Theatres Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptancde of the

don de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montréal ce 14e jour de novembre 1945.

LA SALLE THEATRES LIMITED,
Le Secrétaire,
B. A. GARSON.

11562-o

Avis de Demande d'Acceptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, Superior Theatres Limited s'adressera au Procureur Général pour demandre l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montréal ce 14e jour de novembre 1945.

SUPERIOR THEATRES LIMITED,
Le Secrétaire,
B. A. GARSON.

11563-o

Avis de Demande d'Acceptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec Théâtre Beaubien Limitée s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montreal, ce 14e jour de novembre 1945.

THÉÂTRE BEAUBIEN LIMITÉE,
Le Secrétaire,
B. A. GARSON.

11564-o

Avis de Demande d'Acceptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec Théâtre St-Jérôme Limitée s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montréal ce 14e jour de novembre 1945.

THÉÂTRE ST-JÉRÔME LIMITÉE,
Le Secrétaire,
B. A. GARSON.

11565-o

Avis de Demande d'Acceptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, Villeray Theatres Limited s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montréal ce 14e jour de nobembre 1945.

VILLERAY THEATRES LIMITED,
Le Secrétaire,
B. A. GARSON.

11566-o

Avis de Demande d'Acceptation de l'Abandon d'une Charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec. Wellington Theatre Limited s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de

surrender of its charter and its cancelleation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of November, 1945.

LA SALLE THEATRES LIMITED,
B. A. GARSON,
Secretary.

11562-o

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, Superior Theatres Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of November, 1945.

SUPERIOR THEATRES LIMITED,
B. A. GARSON,
Secretary.

11563-o

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, Beaubien Théâtre Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney Géneral for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of November, 1945.

BEAUBIEN THEATRE LIMITED,
B. A. GARSON,
Secretary.

11564-o

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, St-Jérôme Theatre Limited hereby gives notice that it will make application to the attroney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of November, 1945.

ST-JÉRÔME THEATRE LIMITED,
B. A. GARSON,
Secretary.

11565-o

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, Villeray Theatres Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal this 14th day of November, 1945.

VILLERAY THEATRES LIMITED,
B. A. GARSON,
Secretary.

11566-o

Notice of Application for Surrender of Charter

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, Wellington Theatre Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the

l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Montréal ce 14e jour de novembre 1945.

WELLINGTON THEATRE LIMITED,
Le Secrétaire,
11567-o B. A. GARSON.

surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of November, 9145.

WELLINGTON THEATRE LIMITED,
B. A. GARSON,
11567-o Secretary,

Canada, Province de Québec—District de Québec

Ex-Parte:
"LA COMPAGNIE OMO LIMITÉE"

Avis de demande d'abandon de Charte

Avis public est par les présentes donné que la Corporation "La Compagnie Omo Limitée" demandera incessamment à l'Honorable Procureur Général et à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 20 novembre 1945.

Les Procureurs de la Compagnie Omo Limitée,
MARK DROUIN, ROSS DROUIN & LEBEL.
11592-o

Canada, Province of Quebec —District of Quebec

Ex-Parte:
"LA COMPAGNIE OMO LIMITÉE"

Notice of Application for Surrender of Charter.

Public notice is hereby given that the corporation "La Compagnie Omo Limitée" will apply immediately to the Honourable the Attorney General and to the Honourable the Minister of Municipal Affairs Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Quebec, November 20th, 1945.

MARK DROUIN, ROSS DROUIN & LEBEL,
Attorneys for La Compagnie Omo Limitée.
11592

Département de l'Agriculture

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 45-Sp. III-a

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Indistrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 14 novembre 1945, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr E. Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Richmond;

La Commission décrète ce qui suit:

L'article 3 de l'Ordonnance N° 45-Sp. III, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1945, est abrogé et remplacé par le suivant:

"3. Pour les fins de la présente ordonnance, le lait vendu sous le nom de lait Jersey ne devra pas contenir dans son état naturel moins de 4.6% de matières grasses."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec.*

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette Officielle de Québec.*

Signé: MM. Dr Emile Nadeau, président,
Jules Côté,
Gilbert MacMillan.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
11568-o de l'Industrie Laitière

Department of Agriculture

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 45-Sp. III-a

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 14th 1945, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. E. Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Richmond;

It is enacted as follows:

Article 3 of Order No. 45-Sp. III, published in the *Quebec Official Gazette* of October 27th 1945, is repealed and replaced by the following:

"3. For the purpose of the present order, milk sold under the brand of "Jersey Milk", shall not contain less than 4.6% butterfat in its natural state."

The present order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette.*

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, Prés.
Jules Côté,
Gilbert MacMillan.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
11568-o Industry Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 1309-44

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du

Department of Education

No. 1309-44

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council

15 novembre 1945, de détacher de la municipalité de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse, comté de Stanstead, les lots 1020, 1038, et la partie du lot 1019, du canton de Stanstead, appartenant à M. Ambroise Tétreault et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Wildfrid-de-Barnston, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1946.

Le Surintendant,
11572-o VICTOR DORÉ.

N° 1787-38

Québec, 19 novembre 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, comté de Compton, les lots 1 à 4 inclusivement des rangs VII à XI inclusivement du canton de Newport et de les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Newport, dans le même comté.

Le Surintendant,
11593-47-2-o VICTOR DORÉ.

N° 1026-45

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Cécile, paroisse, dans le comté de Beauharnois, en celui de "Grande-Ile", même comté.

Ledit changement prendra effet huit (8) jours après le publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, 17 novembre 1945.

Le Surintendant.
11573-o VICTOR DORÉ,

N° 877-45

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945 de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Ste-Rose, dans le comté de Laval, en celui de Ville-de-Ste-Rose.

Ledit changement prendra effet huit (8) jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, 17 novembre 1945.

Le Surintendant,
11574-o VICTOR DORÉ.

N° 122-31

Québec, 14 novembre 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Shipton et de l'annexer à la municipalité scolaire de Danville, comté de Richmond, pour protestant seulement.

Le territoire renfermé par la ligne suivante, dans le canton de Shipton:

Partant du coin est de la municipalité de Danville à un point de sa rencontre avec la ligne entre les lots 16a et 17a du rang III et allant dans une direction nord-ouest le long de la limite de Danville jusqu'à la ligne de chemin de fer sur le lot 19a dans le rang III, de là dans une direction nord-est le long de ladite ligne de chemin de fer jusqu'à la rivière Nicolet sur le lot 19 du rang III, de là dans une direction est au milieu de la rivière Nicolet à la ligne de division entre les lots 11 et 10 du rang II, de là vers le sud au point sur la ligne qui divise les lots 11 et 10 du rang III, où

dated November 15th, 1945, to detach from the school municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus, parish, county of Stanstead, lots 1030, 1038, and that part of lot 1019, of the township of Stanstead, belonging to Mr. Ambroise Tétreault and to annex them to the school municipality of St-Wilfrid-de-Barnston, in the same county.

The said Order in Council to take effect on and from the first of July, 1946.

VICTOR DORÉ,
11572 Superintendent.

No. 1787-38

Quebec, November 19th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, county of Compton, lots 1 to 4 inclusively of ranges VII to XI inclusively of the township of Newport and to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Newport, in the same county.

VICTOR DORÉ,
11593-47-2 Superintendent.

No. 1026-45

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 15th, 1945, to change the name of the school municipality of Ste-Cécile, parish, in the county of Beauharnois, to that of "Grande-Ile", same county.

The said change to take effect eight (8) days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, November 17, 1945.

VICTOR DORÉ,
11573 Superintendent.

No. 877-45

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date the 15th of November, 1945, to change the name of the school municipality of the village of Ste-Rose, in the county of Laval, to that of Town of Ste-Rose.

The said change to take effect eight (8) days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, November 17th, 1945.

VICTOR DORÉ.
11574 Superintendent.

No. 122-31

Québec, November 14th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Shipton and to annex same to the school municipality of Danville, county of Richmond, for protestant only,

The territory enclosed by the following line, in the Township of Shipton:

Beginning at the east corner of the municipality of Danville at a point at its junction with the line between lots 16a and 17a of Range III and running in a north westerly direction along the border of Danville as far as the railway line on lot 19a in Range III, thence in a north easterly direction along the said railway line to the Nicolet River on lot 19 of Range III, thence in an easterly direction in the middle of the Nicolet River to the dividing line between lots 11 and 10 of range II, thence south to the point, on the line which divides lots 11 and 10 of Range III,

ladite ligne est coupée par le chemin est-ouest, de là dns une direction ouest le long du milieu dudit chemin au point où ledit chemin rencontre la ligne divisant les lots 13 et 12 du rang III, de là vers le sud-ouest le long du milieu du même chemin jusqu'à la ligne divisant les rangs III et IV, de là dans une direction nord-ouest le long de ladite ligne de division et du chemin juqu'à sa rencontre avec la ligne divisant les lots 14 et 15 et continuant dans une direction ouest le long du milieu dudit chemin, à travers les lots 15 et 16 du rang IV jusqu'à la limite de Danville, de là dans une direction nord-est au point de départ de la ligne limitative.

Les lots suivants sont inclus dans les limites ci-dessus mentionnées:

Rang II du canton de Shipton.

Les lots 11a, 11b, 11c, 12a, 13-1, 13-2, 13-3, 13-4, 13-5, 13-6, 13-7, 14a, 14b, 14c, 14d, 14e, 15a, 16a, cette partie du lot 17a qui est au sud de la rivière Nicolet.

Rang III.

Les lots 11c, la partie du lot 11d qui est au nord du chemin, 12d, 12e, 12g, 12h, 13a, 13b, 13c, 14a, 14b, 14c, 14d, 14e, 15a, 15b, 15c, 16a, 16b, 17a, 17b, 17c, 17d, 18a à 18u inclusivement, à l'exception de cette partie du lot 18 qui est au nord de la rivière Nicolet, 19a, 19b, 19c.

Rang IV.

Les lots 15e, 15f, 16e.

Le Surintendant,
11594-47-2 VICTOR DORÉ.

N° 478-44

Québec, le 14 novembre 1945.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, n'ont aucune école en activité et ne prennent aucune mesure pour établir et entretenir une école de leur croyance religieuse, je donne, en conséquence, avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, je recommanderai à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil que la corporation des syndics desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des S.R.Q., 1941, chapitre 59.

Le Surindendant.
11595-47-3 VICTOR DORÉ.

where the said line is cut by the east-west road, thence in a westerly direction along the middle of the said road to the point where the said road meets thte line dividing lots 13 and 12 of Range III, thence south west along the middle of the same road to the line dividing Ranges III and IV, thence in a north westerly direction along the said dividing line and road to its junction with the line dividing lots 14 and 15 and continuing in a westerly direction along the middle of the said road, across lots 15 and 16 of Range IV to the boundary of Danville, thence in a north easterly direction to the point of origin of the boundary line.

The following lots are included in the abovementioned limits:

Range II of the Township of Shipton.

Lots 11a, 11b, 11c, 12a, 13-1, 13-2, 13-3, 13-4, 13-5, 13-6, 13-7, 14a, 14b, 14c, 14d, 14e, 15a, 16a, that part of Lot 17a which is south of the Nicolet River.

Range III

Lots 11c, the part of lot 11d which is north of the highway, 12d, 12e, 12g, 12h, 13a, 13b, 13c, 14a, 14b, 14c, 14d, 14e, 15a, 15b, 15c, 16a, 16b, 17a, 17b, 17c, 17d, 18a to 18u inclusive, except that part of lot 18 that is north of the Nicolet River, 19a, 19b, 19c.

Range IV.

Lots 15e, 15f, 16e.

VICTOR DORÉ,
11594-47-2-o. Superintendent.

No. 478-44

Québec, November 14, 1945.

Whereas the trustees of the dissentient schools of the City of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, have no school in operation and are taking no steps toward obtaining and maintaining a school of thier religious belief, I therefore give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I will recommend to His Honour the Lieutenant-Governor in Council that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay indicated by section 110 of the R.S.Q., 1941, chapter 59.

VICTOR DORÉ,
11595-47-3-o Superintendent.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, Quartier St-Philippe, Division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que la rue St-Phillippe et le lot 11 sont amendés en conformité de l'article 217A du Code civil.

Québec, le 20 octobre 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre.
11569-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Bruno Division d'Enregistrement de Chambly.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the City of Three Rivess, St. Philippe Ward, Registration Division of Three Rivers.

Notice is hereby given that St. Philippe Street and lot II are amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, October the 20th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
11569-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Bruno Registration Division of Chambly.

AVIS est par la présente donné que les lots 200-1 à 200-13 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 217A du Code civil.

Québec, le 7 novembre 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-minitre,
AVILA BÉDRAD.

11608-o

Notice is hereby given that lots 200-1 to 200-13 are cancelled in virtue of Article 217A of the civil Code.

Quebec, November the 7th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

11608-o

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le changement du nom du "Comité paritaire des épiciers-bouchers de Sherbrooke" en celui de "Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est" a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4901, du 15 novembre 1945, modifiant la constitution et les règlements dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2518, du 28 juin 1940, modifiés par l'arrêté numéro 3937, du 19 octobre 1944.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 novembre 1945. 11585-o

ERRATUM

L'avis publié par le ministère du Travail à la page 2340 de la *Gazette officielle de Québec* du 17 novembre, 1945, concernant le décret 1658, du 10 avril 1940, et amendements, est corrigé de la façon suivante:

Les mots "monsieur Goneau désire être accepté" sont remplacés par les mots "monsieur Larochelle désire être accepté".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 novembre, 1945. 11587-o

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic, établi en exécution du décret numéro 4687, du 7 novembre 1945, et dont le siège social est situé à Mégantic, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4902, du 15 novembre 1945.

En vertu de l'article 19 des règlements dudit comité paritaire, et d'accord avec le deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic autorise le Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est à surveiller et à assurer l'observance du décret numéro 4687, du 7 novembre 1945, de ses amendements et renouvellements.

Le Ssous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 novembre 1945. 11584-o

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the change in the name of the Joint Committee of Sherbrooke's Grocers and Butchers for that of "The Eastern Townships' Retailers' Joint Committee" has been approved by Order in Council number 4901, of November 15th, amending the constitution and the by-laws of the said Joint Committee already approved by Order in Council number 2518, of June 28th, 1940, amended by Order number 3937, of October 19th, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th, 1945. 11585-o

ERRATUM

The notice published by the Department of Labour in page 2340 of the *Quebec Official Gazette* of November 17th, 1945, concerning the decree number 1658, of April 10th, 1940, and amendments, is corrected as follows:

The words "Mr. Goneau desires to be accepted" are replaced by the words "Mr. Larochelle desires to be accepted".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th, 1945. 11587-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments)— that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of Megantic's Retail Trade, formed under decree number 4687, of November 7th, 1945, and whose corporate seat is in Megantic, have been approved by Order in Council number 4902, of November 15th, 1945.

Pursuant to section 19 of the by-laws of the said Joint Committee and to the second paragraph of section 16 of the Collective Agreement Act, the Joint Committee of Megantic's Retail Trade authorizes the Eastern Townships & Retailers' Joint Committee to administer the decree number 4687, of November 7th, 1945, and its amendments and renewals.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th, 1945. 11584-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 4903, du 15 novembre 1945, un règlement spécial a été approuvé et ajouté à la constitution et aux règlements du Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1736, du 2 septembre 1938, modifiés par les arrêtés numéros 4060, du 14 novembre 1940, 4197, du 28 novembre 1940, 1941, du 30 juillet 1941, 537, du 5 mars 1943 et 240 du 27 janvier 1944.

En vertu de la Loi, les dispositions suivntes dudit règlement spécial ont été déclarées obligatoires:

"VI.— Tout employeur professionnel assujetti au décret doit transmettre un rapport mensuel par écrit donnant les nom, prénoms et adresse, de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 novembre 1945. 11583-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that by Order in Council number 4903, of November 15th, 1945, a special by-laws has been approved and added to the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the construction trades of the district of Hull, already approved by Order in Council number 1736, of September 2nd, 1938, amended by Orders numbers 4060 of November 14th, 1940, 4197 of November 28th, 1940, 1941 of July 30th, 1941, 537 of March 5th, 1943 and 240 of January 27th, 1944.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-law have been rendered obligatory:

"VI.— Every professional employer governed by the decree shall submit a monthly report in writing giving the name in full and address of each employee in his employ, the latter's competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th, 1945. 11583-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Fédération catholique nationale du Meuble,
ET, D'AUTRE PART:
L'Association des Manufacturiers de Meubles (Québec), pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1.— *Parties contractantes:* — Les parties contractantes devront être "La Fédération Catholique Nationale du Meuble" et "L'Association des Manufacturiers de Meubles (Québec)".

2.— *Juridiction territoriale:* — Pour les fins d'application de la présente convention, la juridiction territoriale comprend toute la Province de Québec, divisée en trois (3) zones de la façon suivante:

Zone I.— Ile de Montréal.

Zone II.— La province de Québec à l'exception des territoires des Zones I et III.

Zone III.— Le comté de Chicoutimi, la ville de Rivière-du-Loup et les municipalités de la Province ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de cinquante (50) ouvriers.

3.— *Juridiction industrielle:* — La juridiction industrielle de la présente convention comprend la fabrication des articles suivants: (L'énumération de ces articles est énonciative et non limitative).

a.— Tout ameublement de salle à dîner incluant buffets, cabinets à argenterie, cabinets

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collcetive Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"La Fédération catholique nationale du Meuble"
AND, ON THE OTHER PART:
The Association of Furniture Manufacturers (Québec),
for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

1.— *Contracting Parties:* — The contracting parties should be "La Fédération Catholique Nationale du Meuble" and "The Association of Furniture Manufacturers (Québec).

2.— *Territorial Jurisdiction:* — The territorial jurisdiction, for the purpose of the application of the present agreement, comprises all the Province of Quebec, divided in three (3) zones, as follows:

Zone, I.— Island of Montreal.

Zone II.— The Province of Quebec, with the exception of the regions comprised in Zones I and III.

Zone III.— The county of Chicoutimi, the town of Rivière-du-Loup and the municipalities with less than 3,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, provided the establishments located in the said zone do not employ more thant 50 work-men.

3.— *Industrial jurisdiction:* — The industrial jurisdiction of the present agreement comprises the manufacture of the following articles; (The following enumeration shall be considered enunciative and not limitative).

a.— All dining room furniture including buffets, china cabinets, corner cup-boards, din-

de coin, chaises, tables, tables à extension, tables à service, wagonnets à thé, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

b.— Tout ameublement de chambre à coucher incluant lits en bois, lits pliant, lits d'enfants, bureaux, coiffeuses, chiffonniers, commodes, coffres, costumiers, tables de toilette, tables de nuit, blancs, chaises, garde-robes et toute combinaison des articles ci-dessus, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

c.— Tout ameublement de boudoir incluant bancs, bibliothèques et étagères, cabinets de téléphone, cabinets de couture, cabinets de fumeurs, cabinets à liqueurs, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeux, fougeraies, étagères, à magazines, piédestaux, étagères à livres, jardinières, porte-parapluies, tabagies et les tables de tous genres, cabinets de radio, cabintes de mur et de coin, cabinets de musique, cabinets pour gramophone et disques, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

d.— Tout ameublement de cuisine et de salle à déjeuner incluant buffets, cabinets, bases, chaises, armoires, petits bancs, tabourets, escabeaux, tables, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

e.— Tout ameublement de bureau incluant cabinets, armoires, chaises, pupitres, tables, patères, paniers à papier, plateaux, bibliothèques, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

f.— Tout ameublement de classe incluant pupitres, chaises, chaises pliantes, tables, bibliothèques, ameublement de laboratoire, science domestique et entrainement manuel, meubles d'art, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

g.— Toute table et chaise en bois pour pelouses et porches et tout meuble d'été, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

h.— Tout meuble incluant meubles pour enfants, paniers à linge, sets de table et chaises pour enfants, pharmacies, lampes de tables et lampes de planchers, cendriers en bois sur pied et fumoirs, bibliothèques, coffres de cèdre, charpentes seulement de chesterfield, de sets du studio ou pour tout autre article rembourré, pièces de meubles entièrement ou partiellement fabriquées tel que dessus et devants de tiroir fabriqués spécialement pour l'ssemblage d'un article d'ameublement complet, excepté les panneaux de plaquage ou de contre-plaquage coupés de longueur et de largeur seulement, sablés ou non, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

i.— Tout ameublement d'hôpital, d'hôtel, de salle publique, de club, de restaurant, de taverne et de magasin fabriqué à l'usine incluant tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

4.— *Taux minimum de salaires:*— Le salaire minimum des employés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires et des employés préposés à l'expédition, à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles, sera le suivant dans les zones mentionnées ci-après:

Zone I: — Le salaire minimum sera de $0.30 de l'heure et le salaire moyen ne devra pas être inférieur à 0.53½ de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) sera divisé par le total des heures d'ouvrage et la partie du salaire de chaque employé excédant $0.70 de l'heure ne sera pas considérée.

ing chairs, dining tables, extension tables, serving tables, tea wagons, made of wood or combination of wood and any other material.

b.— All bed room furniture including wood beds, cots and cribs, dressers, chiffoniers, vanities, chifferobe, chest of drawers, chests, costumers, dressing tables, night tables, commodes, benches, chairs, ward-robes and any combination of above, made of wood or combination of wood and any other material.

c.— All living room furniture including benches, book cases and bookracks, radio cabinets, wall and corner cabinets, music cabinets, telephone cabinets, sewing cabinets, smokers' cabinets, cellarets, chairs, desks and secretaries, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals, book stands, flower stands, umbrella stands and tables of all descriptions, gramophone and records cabinets, made of wood or combination of wood and any other material.

d.— All kitchen and breakfast room furniture including buffets, cabinets, bases, chairs, cupboards, stools, stepladders, tables, made of wood or combination of wood and any other material.

e.— All office furniture including cabinets, cupboards, chairs, desks, tables, coat and hat racks, waste baskets, trays, bookcases, made of wood or combination of wood and any other material.

f.— All school furniture including desks, chairs, folding chairs, tables, bookcases, laboratory, domestic science, manual training and art furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

g.— All lawn, porch and summer furniture including chairs, tables, etc., made of wood or combination of wood and any other material.

h.— All miscellaneous furniture including juvenile furniture, hampers, kindergarten sets of table and chairs, medecine chests, table lamps and floor lamps, ash stands and smokers, bookcases, cedar chests, frames only of chesterfields, studios and all other upholstered furniture, furniture parts entirely or partially manufactured such as shaped tops, drawer fronts manufactured specifically for incorporation into a complete article of furniture, except veneer or plywood panels cut to length and to width only, rough or sanded, made of wood or combination of wood and any other material.

i.— All hospital, hotel, hall, club, restaurant, tavern and store furniture which is prefabricated, including all articles enumerated in the preceeding paragraphs.

4.— *Minimum rates of wages:* — The minimum wages of the employees (including the members of the female staff), working in the manufacturing of furniture and other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firemen and of men committed to the shipping, maintenance or repair of machines and buildings, shall be the following in the zones hereinafter mentioned:

Zone I: — The minimum wage rate shall be $0.30 per hour and the average rate shall not be less than $0.53½ per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding $0.70 per hour shall not be considered.

Zone II: — Le salaire minimum sera de $0.25 de l'heure et le salaire moyen ne devra pas être inférieur à $0.47 de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire tant exclue) sera divisé par le total des heures d'ouvrage et la partie du salaire de chaque employé excédant $0.65 de l'heure ne sera pas considérée.

Zone III: — Le salaire minimum sera de $0.25 de l'heure et le salaire moyen ne devra pas être inférieur à $0.40 de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) sera divisé par le total des heures d'ouvrage et la partie du salaire de chaque employé excédant $0.60 de l'heure ne sera pas considérée.

5.— Les clauses ci-dessus ne peuvent en aucun cas permettre la réduction des taux de salaires actuellement payés soit à l'heure, soit à la pièce.

6.— *Semaine de Travail et temps supplémentaire:* — *Zone I.*— La semaine régulière de travail sera de quarant-neuf (49) heures, soit neuf (9) heures par jour du lundi au vendredi, les deux jours inclus, et quatre (4) heures le samedi, sans détermination d'aucune heure fixe pour le commencement ou la fin du travail.

Sur entente entre l'employeur et les employés, il n'y aura pas de travail le samedi durant l'été. En tel cas la journée régulière de travail ne devra pas toutefois excéder dix heures par jour, avec rémunération à temps simple sans prime pour temps supplémentaire.

Tout travail exécuté en dehors des heures ci-dessus mentionnées sera rémunéré au taux de temps et demi.

La semaine normale de travail des préposés à l'expédition, à l'entretien et à la réparation sera de cinquante-cinq (55) heures et la journée régulière de travail sera de dix (10) heures, sans aucune restriction quant aux heures de début et de terminaison de travail.

La semaine normale de travail des chauffeurs de bouilloires et ingénieurs stationnaires sera de 56 heures, sans aucune autre restriction.

Nonobstant ce qui précède, l'employeur aura le droit d'opérer la nuit, s'il emploie une équipe régulière de nuit, entre 7 heures P.M. et 6 heures A.M. le lendemain.

Les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas aux gardiens, aux chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

Zones II et III: — La semaine normale de travail sera de cinquante-cinq (55) heures et la journée régulière de travail sera de dix (10) heures.

La journée de travail sera de sept (7) heures du matin à midi et de une (1) heure à six (6) heures de l'après-midi, excepté le samedi où l'on travaillera de sept (7) heures du matin à midi.

Tout travail exécuté en dehors des heures ci-dessus mentionnées sera rémunéré au taux de temps et demi, la computation devant en être faite quotidiennement.

La semaine normale de travail des préposés à l'expédition, à l'entretien et à la réparation sera de cinquante-cinq (55) heures et la journée régulière de travail sera de dix (10) heures, sans aucune restriction quant aux heures de début et de terminaison de travail.

La semaine normale de travail des chauffeurs de bouilloires et ingénieurs stationnaires sera de 56 heures, sans aucune autre restriction.

Zone II: — The minimum wage rate shall be $0.25 per hour and the average rate shall not be less than $0.47 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked and that part of the wages of each employee exceeding $0.65 per hour shall not be considered.

Zone III: — The minimum wage rate shall be $0.25 per hour and the average rate shall not be less than $0.40 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding $0.60 per hour shall not be considered.

5.— The above mentioned clauses cannot in any case permit the reduction of the wage rates actually paid either by the hour or by the piece work.

6.— Hours worked and overtime: — *Zone I:* — The regular working week shall consist of forty-nine (49) hours, that is nine (9) hours per day from Monday to Friday inclusive, and four (4) hours on Saturday, without determination of any fixed hours for starting or quitting time.

Upon agreement between the employer and the employees, there may be no work on Saturdays throughout the Summer. In such a case, the normal working day must not exceed ten (10) hours per day to be remunerated at regular time without overtime premium.

All work executed outside of the hours mentioned above shall be remunerated at the rate of time and one half.

The normal working week of the employees engaged in the shipping, maintenance and repair departments shall be 55 hours and the regular working day shall consist of 10 hours, without any restriction as to the hours of starting or quitting time.

The normal working week for boiler firemen and stationary enginemen shall be 56 hours without any other restrictions.

Notwithstanding the foregoing, the employer shall have the right to operatee at night, if the employs a regular night shift, between 7.00 P.M. and 6.00 A.M.

The provisions of this clause do not apply to watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

Zones II and III: — The regular working week shall consist of fifty-five (55) hours and the regular working day shall consist of ten (10) hours.

The regular working day shall be from 7.00 A.M. to 12.00 A.M. and from 1.00 P.M. to 6.00 P.M. except on Saturday which shall be from 7.00 A.M. to 12.00 A.M.

Any work executed outside of the above specified hours shall be remunerated at the rate of time and one half, the overtime computation to be done daily.

The normal working week for the employees engaged in shipping, maintenance and repair departments shall consist of 55 hours and the regular working day shall consist of 10 hours, without any restriction as to the starting or quitting time.

The normal working week of boiler firemen and stationary enginemen shall consist of 56 hours, without any other restriction.

Nonobstant ce qui précède, l'employeur aura le droit d'opérer la nuit, s'il emploie une équipe régulière de nuit, entre 7 heures P.M. et 6 heures A.M. le lendemain.

Toute équipe régulière en dehors des heures précitées sera payée temps simple et régulier.

Les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas aux gardiens, aux chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

7.— *Dimanches et jours de fêtes:* — *Zone I:* — Tout travail exécuté durant l'un des jours ci-dessous mentionnés sera rémunéré au taux de temps double: Tous les dimanches, le premier de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël.

Les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas aux chauffeurs de bouilloires, ingénieurs stationnaires, gardiens, chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

Zones II et III: — Tout travail exécuté durant l'un des jours ci-dessous mentionnés sera rémunéré au taux de temps et demi: Tous les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint avant-midi, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël.

La même règle s'appliquera aux jours de la St-Jean-Baptiste, de la Confédération et de la fête du Travail en ce qui concerne les manufacturiers de meubles qui se trouvent dans une localité où ces jours sont déclarés fêtes publiques.

Les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas aux chauffeurs de bouilloires, ingénieurs stationnaires, gardiens, chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

8.— *Minimum de paie:* — Tout employé requis de se présenter à l'usine pour son travail devra recevoir une rétribution minima équivalente à trois (3) heures de paie.

Les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas à un arrêt des opérations de l'usine ou d'un département sur la décision de l'employeur ainsi que dans tous les cas de force majeure.

9.— Le montant total de la paie, le nombre d'heures de travail et le taux horaire devront être inscrits sur l'enveloppe de paie.

10.— *Vacances payées:* — La période de vacances sera du 1er juin au 1er septembre. Tout employé ayant travaillé pendant une période de douze (12) mois à la date du 1er juin d'une année, aura droit à une semaine de vacances avec paie, l'époque précise de ces vacances devant être déterminée par l'employeur, et l'employé ayant droit d'être avisé un mois d'avance de la date ainsi choisie. Le salaire que l'employé recevra pour cette semaine de vacances sera la moyenne du salaire hebdomadaire reçu pendant les douze (12) mois précédant le 1er juin. L'employé qui n'aura pas travaillé pendant une année complète à la date du 1er juin aura droit à des vacances avec paie sur la base d'une demi-journée pour chaque période de vingt-cinq (25) jours qu'il aura été employé à l'usine.

11.— *Durée du décret.:*— Le décret sera en vigueur pour une période d'un an de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Quebec*, et il se renouvellera de plein droit d'année en année à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties par un avis écrit signifié à l'autre partie dans le délai de soixante (60) jours avant l'expiration du terme dudit décret.

Notwithstanding the foregoing, the employer shall have the right to operate at night, if he employs a regular night shift, between 7.00 P.M. and 6.00 A.M.

Any regular shift outside of the hours mentioned shall be paid regular straight time.

The provisions of this clause do not apply to watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

7.— *Sundays and Holidays:* — *Zone I:* — Any work executed during any of the hereinafter mentioned holidays shall be paid at the rate of double time: Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John-the-Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Christmas Day.

The provisions of this clause do not apply to boiler firemen, stationary enginemen, watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

Zones II and III: —Any work executed during any of the hereinafter mentioned holidays shall be paid at the rate of time and one half: Sundays, New Year's Day, Ephphany Day, Good Friday, morning only, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate-Conception Day, Christmas Day.

This same rule shall apply to St. John-the Bapist's Day, Confederation Day and Labour Day in respect to furniture manufacturers located in districts where they are declared a public holiday.

The provisions of this clause do not apply to boiler firemen, stationary enginemen, watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

8.— *Minimum Wage:* — Any employee requested to report for work shall receive a minimum amount equivalent to three (3) hours of pay.

The provisions of this clause do not apply to the suspension of operations in a plant or in any department, upon decision of the employer, also in all cases beyond the employer's control.

9.— The total amount of the salary, the number of worked hours and the hourly rate are to be shown on the pay envelope.

10.— *Paid vacation:* — The vacation period shall be from the 1st of June to the 1st of September. Any employee having worked during a period of twelve (12) months on the 1st of June of any year, shall have the right to one (1) week's vacation with pay. The time that these vacations shall be taken is left to the discremination of the employer. The employees are entitled to be notified one month in advance, regarding the selected period of vacation. The wages that the employee shall receive for this vacation week shall be the average weekly salary received during the twelve months preceeding the 1st of June. Any employee who has not completed one year's employment on June 1st, will have the right to a vacation with pay based on one half day for each period of twenty-five (25) days of employment.

11.— *Duration of the Decree:* — The decrree will remain in effect during one year from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and will be renewed automatically each year unless a preponderant group of employers or preponderant group of employees give notice to the other parties of their intention to revoke same sixty (60) days before the expiration of the said decree.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 novembre, 1945. 11586-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi, à l'effet de modifier le décret numéro 2686, du 9 octobre 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville et Bedford, le village de Sweetsburg et un rayon d'un (1) mille de leurs limites:

Il est demandé:

Que le paragraphe "*b*" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"*b.*— Les heures de travail sont réparties comme suit:

Farnham:

Le lundi, aucun travail n'est exécuté, excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le mardi;

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes spécifiées dans le présent décret: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le tout formant un total de cinquante et une (51) heures.

Cowansville et Sweetsburg:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi, excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le mardi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le tout formant un total de soixante (60) heures.

Bedford:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.30 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 12.30 p.m., excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le jeudi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes spécifiées dans le présent décret: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le tout formant un total de soixante-trois (63) heures."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 novembre, 1945. 11602-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th 1945., 11586-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been submitted to him by the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County, for the purpose of amending the decree number 2686, of October 9th, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Farnham, Cowansville and Bedford, the village of Sweetsburg and a radius of one (1) mile from their limits:

It is requested:

That subsection "*b*" of section III be replaced by the following:

"*b.*— The hours of work are distributed as follows:

Farnham:

On Monday, no work is performed with the exception of the weeks in which a holiday falls on Tuesday;

On Tuesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves mentioned in the present decree: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Making a total of fifty-one (51) hours.

Cowansville and Sweetsburg:

On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon), with the exception of the weeks in which a holiday falls on Tuesday;

On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Friday, Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Making a total of sixty (60) hours.

Bedford:

On Monday, Tuesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 8.30 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 12.30 p.m., with the exception of the weeks in which a holiday falls on Thursday;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves mentioned in the present decree: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Making a total of sixty-three (63) hours."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may wish to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th, 1945. 11602-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convenvention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que "The Canadian Glove Manufacturers Association (Quebec Division)"et La Fédération nationale des Gantiers lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la Province de Québec. On demande:

1° De porter de $0.13 à $0.15 par douzaine de paires la rémunération pour l'opération numéro 4.

2° De porter de $0.17 à $0.19 par douzaine de paires la rémunération pour l'opération numéro 5.

3° De porter de $0.09 à $0.11 par douzaine de paires la rémunération pour l'opération numéro 200.

4° Que les opérations "200*a*" et "201*a*" soient ajoutées:

douz. paires

"200*a*.— Deuxième fermeture de la mitaine avec pagode, sans nervure..... $0.04"

"201*a*.— Deuxième fermeture de la mitaine avec pagode, avec nervure ..... 0.06"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 novembre, 1945. 11603-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that The Canadian Glove Manufacturers Association (Quebec Division), and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to him a petition to amend the decree number 1096, of April 28th, 1943, and amendments, relating to the working glove industry in the Province of Quebec. It is requested:

1.— To increase from $0.13 to $0.15 per dozen of pairs the remuneration for operation number 4.

2.— To increase from $0.17 to $0.19 per dozen of pairs the remuneration for operation number 5.

3.— To increase from $0.09 to $0.11 per dozen of pairs the remuneration for operation number 200.

4.— That the following operations "200*a*" and "201*a*" be added:

doz. pairs

"200*a*.— Second closing of mitts with cuffs, no welt. ..... $0.04"

"201*a*.— Second closing of mitts with cuffs, full welt.!. ..... 0.06"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 24th, 1945. 11603-o

DÉCISION ARBITRALE EN VERTU DE LA LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS ET DE LA LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALARIÉS.

Canada, Province de Québec,
District de Montréal,
Co. de Soulanges

TRIBUNAL D'ARBITRAGE
(S.R.Q. 1941, chapitres 167 et 169)

L'association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 13 Inc.,

Requérantes,

et

Les Commissaires d'école de Noé (rang Saint-Thomas), Labelle de Soulanges, Saint-Jacques de Saint-Clet, Sainte-Marie de Saint-Polycarpe, Saint-Polycarpe, Côteau du Lac, Saint-Zotique village, Saint-Zotique Paroisse, Rivière Beaudette Village, Sainte-Anne de Saint-Clet, Saint-Joseph de Soulanges, Ruisseau, Coteau Landing, Saint-Télesphore, Pont Château, Côte de Saint-Emmanuel et Haut de Saint-Emmanuel,

Intimés.

Le présent tribunal d'arbitrage formé en vertu de la Loi des différends ouvriers de Québec et de la Loi des différends entre les Services publics et leurs salariés, S.R.Q., 1941, chapitres 167 et 169 se compose des personnes suivantes:

Monsieur Armand Cloutier, juge de la Cour des Sessions de la paix, de la cité de Montréal, président;

Messieurs Émile Poissant, avocat de la cité de Montéal et Lionel Martin, gérant de coopérative de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges;

ARBITRAL DECISION UNDER THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT AND THE PUBLIC SERVICES AND EMPLOYEES DISPUTES ACT.

Canada, Province of Quebec
District of Montreal
Co. of Soulanges

ARBITRATION COUNCIL
(R.S.Q. 1941, chapters 167 and 169)

"L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 13 Inc.",

Petitioners,

and

The School Commissioners of Noé (range St. Thomas) Labelle of Soulanges, Saint-Jacques of Saint-Clet, Sainte Marie of Saint-Polycarpe, Saint-Polycarpe, Côteau du Lac, Saint-Zotique village, Saint-Zotique parish, Rivière Beaudette village, Sainte-Anne of Saint-Clet, Saint-Joseph of Soulanges, Ruisseau, Coteau Landing, Saint-Télesphore, Pont Château, Côte de Saint-Emmanuel and Haut de Saint-Emmanuel,

Respondents.

The present Arbitration Council has been appointed under the Quebec Trade Disputes Act and the Public Services and Employees Disputes Act., R.S.Q. 1941, chapters 167 and 169, and consists of the following persons:

Mr. Armand Cloutier, Judge of the Court of the Sessions of the Peace, of the city of Montreal, president;

Messrs. Emile Poissant, advocate, of the city of Montreal, and Lionel Martin, manager of "coopérative de Saint-Polycarpe", county of Soulanges;

Le tribunal a tenu son enquête au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges à Coteau Landing, au ministère du travail et au Palais de justice à Montréal;

Les arbitres ont entendu de nombreux témoins, pesé les arguments apportés par les avocats des parties, pris connaissance des mémoires écrits présentés de part et d'autre, des pièces produites et du projet de contrat soumis par les requérantes, et sur le tout longuement délibéré.

Au cours et à la suite de l'enquête l'on peut dire que les parties se sont pratiquement entendues sur toutes les clauses du contrat, soumis par les requérantes, sauf les articles 3, 10 et 13. Nous avons donc cru devoir adopter les articles, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 12 avec quelques modifications de détail, une rédaction un peu différente en certains cas, le tout sans grande portée d'ailleurs. Quant aux articles 3, 10 et 13 c'est là le véritable litige entre les parties.

Nous n'avons pas cru devoir rendre des décisions différentes pour chacune des commissions scolaires concernées, ni pour quelques-unes d'entre elles. Après réflexion nous avons craint de desservir les commissions scolaires les moins fortunées en tentant de leur venir en aide d'une façon particulière. Nous croyons devoir résumer sommairement les raisons de notre décision par les remarques suivantes:

Echelle de salaire et compétence (art. 3).

En principe général on peut dire que les requérantes ont démontré que le salaire réclamé à leur contrat était pleinement justifié. Les salaires payés aux institutrices rurales protestantes de la région, ceux payés aux institutrices enseignant dans les comtés limitrophes de l'Ontario laissent voir que les salaires accordés aux institutrices rurales de cette partie du Québec sont nettement inférieurs, même à ceux réclamés, cela pour un travail moindre, dû surtout à une fréquentation scolaire, plus considérable chez nous. Par ailleurs les commissions scolaires, dont quelques-unes n'ont qu'un nombre restreint de contribuables, ne sont pas toutes dans une situation financière brillante. Même si l'évaluation est basse en général, il faut noter que le revenu du cultivateur reste très aléatoire et que c'est lui qui supporte le gros de la taxe scolaire. Il est à espérer que les autorités compétentes verront à changer l'assiette de l'impôt scolaire, lequel frappe exclusivement les propriétaires fonciers, dont le nombre va sans cesse en diminuant, même dans nos campagnes. Des octrois substantiels viennent sans doute au secours des commissions scolaires, mais là encore il y a place à amélioration. L'échelle adoptée représente une amélioration sensible dans la rémunération des institutrices et, tout considéré nous croyons rendre justice aux parties en cause en l'adoptant.

La plus forte objection que nous aient faite les commissaires d'école à l'échelle proposée c'est que cette échelle est basée uniquement sur le temps d'expérience. On nous a représenté, non sans raison, qu'il est souverainement injuste de placer sur un pied d'égalité quant au salaire toutes les institutrices, les moins compétentes comme les plus compétentes, par le seul fait qu'elles ont enseigné un certain nombre d'années. L'idéal serait que la rémunération soit basée non seulement sur l'expérience acquise par le nombre d'années d'enseignement, mais proportionnée au degré de compétence et de rendement de chaque institutrice. Cet idéal, il n'est pas au pouvoir du présent tribunal de l'atteindre. Il est à souhaiter que le Conseil de l'Instruction

The Council held its inquiry at the registry office of the county of Soulanges, at Coteau Landing, at the Labour Department, and at the Court House, at Montreal;

The arbitrators heard many witnesses, weighed the arguments of the attorneys for the parties, studied the written memorandums submitted by both parties as well as the exhibits produced and draft agreement prepared by the petitioners and deliberated at length upon the whole.

During and after the inquiry, it may be said that the parties agreed practically upon all the clauses of the agreement submitted by the petitioners, save for articles 3, 10 and 13. We have therefore considered right to adopt articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 and 12, with a few alterations as to details, a different wording in certain cases, the whole however, without great importance. As to artic es 3, 10 and 13, there lies the real dispute between the parties.

We have not thought fit to render different decisions for each of the concerned school commissions, nor for some of them. After due reflection we have feared we might injure the less fortunate school commissions in trying to help them in any particular way. We consider we may summarize the reasons of our decision by the following remarks:

Scale of Salaries and Competence (art. 3)

As a general principle, it may be said that the petitioners have demonstrated that the salary claimed in their agreement was fully justified. The salaries paid to the rural Protestant teachers of the region, those paid to the teachers of counties bordering on Ontario, show that the salaries granted the rural teachers of this part of Quebec are clearly inferior even to those claimed, and such for less work, owing especially to the more considerable school attendance at home. Moreover, the school commissions, some of which have but a restricted number of tax-payers, are not all in a prosperous financial position. Even though the valuation is generally low, it must be noted that the farmer's income remains very uncertain, and that he bears the bulk of the school tax. It is to be hoped that competent authority will attend to changing the method of school taxation, which falls exclusively upon real estate owners, the number whereof keep ever decreasing even in our ountry places. True, substantial grants come to the assistance of the school commissions, but there also, there is room for improvement. The scale adopted shows a marked improvement in the teachers' remuneration, and, all things considered, we think we are being just to the parties concerned, in adopting it.

The strongest objection to the proposed scale of salaries, made to us by the school commissioners, is that such scale is based only upon time experience. We have been told, not without reason, that it is supremely unjust to place upon an equal footing, as to salary, all teachers, the less competent and the more competent, for the sole reason that they have taught for a certain number of years. The ideal method would be that remuneration be based, not alone on the experience acquired by the number of years of teaching, but proportionately to the degree of competence and the achievements of each teacher. It is not within the powers of the present Council to attain such ideal. It is to be hoped that the Council of Education of this Province will study

Publique de cette province étudie ce problème et tente d'y trouver une solution, soit en multipliant et étendant à d'autres années les concours obligatoires à la fin des septième et huitième années, soit en obligeant les institutrices à subir elles-mêmes un examen de compétence et de graduation à chaque année, de façon à faire de l'enseignement rural une véritable carrière où l'expérience, la compétence et le rendement seront appréciés et rénumérés à leur pleine valeur.

Avec une largeur de vue qui les honore, les parties par leur procureur respectif ont versé au dossier un consentement à ce que le présent tribunal tienne compte de la seule compétence qu'il pouvait apprécier, savoir celle établie par le degré de diplôme de chaque institutrice.

C'est l'explication et la raison d'être de la double échelle que nous trouvons au contrat syndical adopté. Il nous semble indéniable que les institutrices qui ont consenti les sacrifices d'une préparation plus complète et plus poussée méritent un supplément de rénumération. De plus ces institutrices sont en état de rendre de plus grands services aux contribuables, en permettant aux garçons et fillettes de nos campagnes de compléter leur septième et huitième année et d'ainsi épargner à leurs parents les frais de quelques années de plus au collège et au couvent. Nous n'avons pas cru devoir faire de distrinction entre le diplôme complémentaire et le diplôme supérieur, parce que l'organisation des écoles rurales en la région concernée ne permet pas apparemment à ce dernier de rendre tous les services qu'on en pourrait attendre.

Les commissions scolaires voudront bien remarquer que la double échelle décrétée n'a pas pour effet de les obérer davantage, mais que le jeu de la moyenne entre les deux échelles de salaire les place dans une situation aussi avantgeuse que les districts scolaires avoisinants.

En somme c'est simplement le principe de la compétence que nous avons voulu consacrer, et plutôt modestement. Tel quel, nous croyons que c'est un pas dans la bonne voie pour le bien de tous les intéressés.

Préférence syndicale (*art. 10*).

Cet article a été particulièrement discuté. Les commissions scolaires nous ont représenté avec force qu'elles n'étaient pas des employeurs ordinaires, mais les mandataires des contribuables chargées comme telles de l'éducation de leurs enfants; que la clause soumise même sous sa forme anodine, aurait pour effet, en pratique, d'enlever aux intimés le libre choix de leurs employés dans une matière aussi délicate que celle de l'enseignement à donner aux petits. En un mot cette clause violerait le droit sacré des parents à l'éducation de leurs enfants. Par ailleurs les institutrices tiennent au maintien de leur associaton et c'est là un désir légitime dans le cadre actuel de nos lois.

Par la clause adoptée nous avons tenté de sauvegarder les principes essentiels tout en permettant aux requérantes d'atteindre le but recherché. Nous avons confiance que les commissions scolaires et l'association des institutrices ne se considéreront pas comme des autorités ennemies, mais comme des collaboratrices dans le meilleur intérêt de l'enseignement rural.

Rétroactivité (*art. 13*).

L'année scolaire est maintenant terminée, l'année fiscale est close depuis juillet et en conséquence tout effet rétroactif aurait pour effet

this problem and endeavour to find a solution therefor, whether by multiplying or extending to other years the compulsory competitions of the seventh and eighth years, or by obliging the teachers themselves to pass an examination for competence and graduation every year, so as to make of rural teaching a real career, where experience, competence and achievement will be appreciated and remunerated at their full value.

With a praiseworthy broadmindedness, the parties, by their respective attorney, have filed in the records their consent that the present Council should take into account the only competence which it can appreciate, namely: that established by the degree of each teacher's diploma.

This is the explanation and the reason for the double scale which we find in the union agreement adopted. It seems undeniable that teachers who have made the required sacrifices to secure a more complete and more thorough preparation, deserve extra remuneration. Moreover, these teachers may render great services to the tax-payers in enabling the boys and girls of our country places to complete their seventh and eighth grades, thus saving, their parents the expense of a few years more at college or convent. We have not thought fit to make a distinction between the complementary and the superior diplomas, because the organization of the rural schools in the said region, apparently, does not allow the latter to render all the services which might be expected.

The school commissions will please notice that the enacted double scale does not have the effect of involving them to a greater extent, but the average between the two scales of salaries places them in as good a position as the adjoining school districts.

Finally, it is merely the principle of competence which we have, rather modestly, wished to stress. Such as it is, we think it a step in the better path for the benefit of all interested parties.

Union Preference (*art. 10*)

This article was specially discussed. The school commissions have forcibly claimed that they are not ordinary employers, but mandatories of the tax-payers, entrusted, as such, with the education of their children; that the clause submitted, even under its anodyne form, would practically have the effect of depriving the respondents of the free choice of their employees, in so delicate a matter as children's education. In a word, the said clause would be a violation of the sacred right of parents regarding the education of their children. Moreover, the teachers insist on the maintenance of their association, which desire is legitimate, in the actual status of our laws.

By the clause adopted, we have endeavoured to safeguard the essential principles, while allowing the petitioners to reach the desired goal. We are confident that the school commissions and the association of teachers will not regard each other as enemy authorities, but as collaborators in the best interest of rural instruction.

Retroactivity (*art. 13*)

The school year is now finished, the fiscal year is closed since July, therefore any retroactive effect would cause serious financial trouble

de créer aux commissions scolaires des embarras financiers sérieux et peut-être d'indisposer les contribuables à l'endroit de l'association. Nous avons cru devoir biffer cette clause et décréter que le contrat sera en vigueur de septembre 1945 à juillet 1946. Il est vrai que les institutrices ont commencé leurs démarches en vue de la négociation d'une convention collective dès le printemps 1944, mais elles doivent se souvenir qu'elles travaillaient sur un terrain neuf, toujours long et difficile à déblayer.

Il est à noter que le district scolaire N° 13 se compose des comtés municipaux de Vaudreuil, Soulanges et d'une partie des Deux-Montagnes. Le présent tribunal d'arbitrage est spécial aux commissions scolaires du comté de Soulanges. Deux de ses membres faisaient également partie du tribunal d'arbitrage chargé d'entendre les commissions scolaires de Vaudreuil et de partie des Deux-Montagnes. La preuve versée au dossier est sensiblement la même dans les deux enquêtes, et les conditions matérielles varient peu si l'on prend une vue d'ensemble de la région. Par ailleurs toutes distinctions seraient odieuses au moins pour certains des intéressés. En conséquence, après avoir considéré tous les éléments versés aux débats, les deux tribunaux d'arbitrage ont cru devoir rendre des jugements identiques pour toute la égion faisant partie du district scolaire No. 13 et soumise à l'un ou l'autre conseil d'arbitrage.

En adoptant unanimement le contrat syndical ci-joint, les membres du présent tribunal d'arbitrage peuvent se rendre le témoignage qu'ils n'ont eu d'autres soucis que celui de l'éducation.

Nous entretenons le ferme espoir que les parties concernées se laisseront guider par le même phare dans l'appréciation de la présente convention collective et que par un essai loyal d'icelle, elles contribueront à l'avancement de l'enseignement rural dans le comté de Soulanges.

CONTRAT SYNDICAL

entre

"Les Commissaires d'Ecoles de Noé (rang Saint-Thomas), Labelle de Soulanges, Saint-Jacques de Saint-Clet, Sainte-Marie de Saint-Polycarpe, Saint-Polycarpe, Côteau du Lac, Saint-Zotique village, Saint-Zotique paroisse, Rivière Beaudette village, Sainte-Anne de Saint-Clet, Saint-Joseph de Soulanges, Ruisseau, Côteau Landing, Saint-Télesphore, Pont Château, Côte de Saint-Emmanuel et Haut de Saint-Emmanuel", chacune étant une corporation constituée suivant la loi de l'Instruction Publique.

et

"L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 13", corporation constituée suivant la Loi des Syndicats professionnels de Québec et ayant son siège social à Dorion, dans le comté municipal de Vaudreuil.

1.— *Mandat du syndicat:* — Le syndicat se déclare, ce que reconnaît la Commission, le représentant des institutrices laïques pourvues d'un brevet de capacité à l'emploi de la Commission, membres ou non du Syndicat, comme l'établit le sertificat émis le 5ième jour de juillet 1944, par la Commission des relations ouvrières de la province de Québec;

2.— *Application:* — La présente convention régit les institutrices laïques et pourvues d'un brevet de capacité, membres ou non du Syndicat,

to the school commissions and might prejudice the tax-payers against the association. We have thought fit to strike out that clause and to enact that the agreement shall come into force from September 1945 to July 1946. The teachers had, it is true, begun their activities in view of negotiating a collective agreement, as early as the spring of 1944, but they must remember that they are travelling over a new road, always long and hard to clear.

It is to be noted that the school district No. 13 is composed of the municipal counties of Vaudreuil, Soulanges and part of Two-Mountains. The present Arbitration Council is special to the school commissions of the county of Soulanges. Two of the members also formed part of the Arbitration Council charged with the hearing of the school commissions of Vaudreuil and of part of Two-Mountains. The evidence given in the records is greatly similar in both inquiries, and the material conditions differ only slightly, if viewed as one whole region. Moreover, any distinction would seem odious at least to certain of the interested parties. Therefore, having considered all the elements sent in for debate, the two Arbitration Councils have thought fit to render identical judgments for the whole region forming part of School District No. 13 and submitted to one or the other of the Arbitration Councils.

By unanimously adopting the annexed Union Agreement, the members of the present Arbitration Council feel satisfied that they had no object in mind other than the interest of education.

We firmly hope that the parties concerned will be guided by the same beacon in the appreciation of the present collective agreement, and, by a fair trial thereof, they will contribute to the advancement of rural teaching in the county of Soulanges.

LABOUR AGREEMENT

Between

"The School Commissioners of Noé (Saint-Thomas Range), Labelle of Soulanges, Saint-Jacques of Saint-Clet, Sainte-Marie of Saint-Polycarpe, Saint-Polycarpe, Côteau du Lac, Saint-Zotique village, Saint-Zotique parish, Rivière Beaudette village, Sainte-Anne of Saint-Clet, Saint-Joseph of Soulanges, Ruisseau, Coteau Landing, Saint-Télesphore, Pont Château, Côte Saint-Emmanuel and Haut de Saint-Emmanuel", each one being a corporate body constituted according to the Education Act.

And

"L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 13", a corporate body constituted under the Professional Syndicates' Act, and having its corporate seat at Dorion, in the municipal county of Vaudreuil.

1.— *Union's Mandate:* — The Union declares itself, and this is reconigzed by the Commission, the representative of the lay female teachers holding a lower certificate and employed by the Commission, members or not of the Union, as established by the certificate issued on the fifth day of July, 1944, by the Labour Relations Board of the Province of Quebec.

2.— *Application:*—The present agreement governs the lay female teachers holding a lower certificate, members or not of the Union, who

qui sont actuellement à l'emploi de la Commission ou qui le deviendront durant l'existence de la présente convention;

3.— *Salaire pour l'enseignement:* — Les institutrices auront droit pour leur travail d'enseignement, au salaire ci-après, payable suivant les prescriptions de la loi de l'instruction publique, savoir:

a.— Les institutrices pourvues d'un diplôme élémentaire:

Les débutantes	$600.00 par année
Avec 1 an d'expérience ...	$625.00 par année
Avec 2 ans d'expérience...	$650.00 par année
Avec 3 ans d'expérience...	$675.00 par année
Avec 4 ans d'expérience...	$700.00 par année
Avec 5 ans d'expérience...	$750.00 par année
Avec 6 ans d'expérience...	$800.00 par année
Avec 7 ans d'expérience...	$850.00 par année

b.— Les institutrices pourvues d'un diplôme complémentaire ou supérieur:

Les débutantes	$600.00 par année
Avec 1 an d'expérience ...	$670.00 par année
Avec 2 ans d'expérience...	$715.00 par année
Avec 3 ans d'expérience...	$760.00 par année
Avec 4 ans d'expérience...	$800.00 par année
Avec 5 ans d'expérience...	$850.00 par année
Avec 6 ans d'expérience...	$900.00 par année
Avec 7 ans d'expérience...	$950.00 par année

c.— Les débutantes sont les institutrices qui n'ont pas encore enseigné, tandis que les expérimentées sont celles qui ont enseigné dans une école de la Commission ou dans toute autre école;

d.— Il est entendu que les salaires fixés sont des salaires minima et ne doivent en rien affecter les salaires plus élevés actuellement payés aux institutrices demeurant à l'emploi d'une commission scolaire;

4.— *Obligation des institutrices:* — Les institutrices seront tenues d'accomplir les obligations résultant de leurs contrats statutaires d'engagement et des dispositions de la loi de l'instruction publique;

5.— *Balayage et époussetage des classes:* — Si le balayage et l'époussetage journaliers des classes ou la surveillance de tels travaux sont faits par les institutrices, ces dernières auront droit à un supplément de $2.50 par mois, payable mensuellement;

6.— *Entretien des classes:* — La Commission s'oblige de faire faire les travaux d'entretien des classes prévus aux règlements du Comité Catholique du Conseil de l'instruction publique et ne pourra les faire faire par les institutrices;

7.— *Obligations de la Commission:* — La Commission s'oblige à se conformer à toutes les obligations qui lui sont imposées ou qui le seront par la loi de l'Instruction Publique ou les règlements du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction publique, ou par toute autorité en exécution de la dite loi des dits règlements et spécialement aux dites obligations relatives à l'entretien en bon ordre et en bon état du mobilier scolaire et des accessoires de classe, et à celles relatives au confort des institutrices.

8.— *Engagement des institutrices:* — La Commission fera l'engagement des institutrices autant que possible le premier juillet de chaque année, en suivant les prescriptions de l'article 233 du Code scolaire de la province de Québec, 1940, et suivant l'échelle de salaire déterminée à l'article trois (3) de la présente convention;

9.— *Absences:* — Au cours de l'année scolaire chaque institutrice aura droit en cas de maladie à 12 jours de salaire payé. La Commission ne

are actually employed by the Commission or who shall be employed by the said Commission during the subsistance of the present agreement.

3.— *Teachers' salaries:* — The teachers shall be paid the following salaries for their teaching work, which shall be payable according to the provisions of the Education Act, namely:

a.— Teachers holding an elementary diploma:

Beginners.	$600.00 per year
With 1 year of experience. .	$625.00 per year
With 2 years of experience .	$650.00 per year
With 3 years of experience .	$675 00 per year
With 4 years of experience .	$700.00 per year
With 5 years of experience .	$750.00 per year
With 6 years of experience .	$800.00 per year
With 7 years of experience .	$850.00 per year

b.— Teachers holding a complementary (Junior High) diploma or superior (Senior High) diploma:

Beginners.	$600.00 per year
With 1 year of experience. .	$670.00 per year
With 2 years of experience .	$715.00 per year
With 3 years of experience .	$760.00 per year
With 4 years of experience .	$800.00 per year
With 5 years of experience .	$850.00 per year
With 6 years of experience .	$900.00 per year
With 7 years of experience .	$950.00 per year

c.— Beginners are those without any teaching experience, whereas experienced teachers are those who have taught in a school of the Commission or in any other school.

d.— It is understood that the salaries fixed are minima wages and shall in no way affect higher wages actually paid to teachers remaining in the employment of the School Commission;

4.— *Duties of teachers:* — The teachers are expected to carry on the duties stipulated in their statutory teaching contracts, and the provisions of the Education Act;

5.— *Sweeping and dusting of class-rooms:* — When daily sweeping and dusting of classes are done or supervised by the teachers, they shall receive an additional remuneration of $2.50 per month, payable monthly;

6.— *Maintenance of class-rooms:* — The Commission agrees to have the maintenance work of the class-rooms done, pursuant to the egulations of the Catholic Committee of the Council of Education and shall exert no coercion upon the teachers to have them perform the said work;

7.— *Duties of the Commission:* — The Commission agrees to fulfill all obligations laid upon it by the Education Act or the by-laws of the Catholic Committee of the Council of Education, or by any other authority in virtue of the said Act or by-laws and, specially, all obligations respecting the maintenance in good condition of the school furniture and quipment, and those having to do with the comfort of the teachers.

8.— *Employment of teachers:* — The Commission shall if possible, appoint the teachers before July 1st, of each year, in conformity with the provisions of section 233 of the School Code of the Province of Quebec, 1940, and according to the wage schedule determined in section three (3) of the present agreement.

9.— During the school year every teacher is entitled, in the case of sickness, to 12 days with remuneration. The Commission may not deduct

pourra déduire pour une journée de classe perdue plus de un vingtième du salaire mensuel;

10.— *Clause syndicale:* —Les institutrices membres du Syndicat actuellement à l'emploi des Commissions scolaires et toutes celles qui seront engagées par la suite seront tenues de se joindre au Syndicat pour la durée du contrat, mais les institutrices actuellement à l'emploi des Commissions scolaires, et qui ne font pas partie du Syndicat ne seront pas tenues d'entrer dans ses rangs, le tout sujet à l'article 22 de la loi des relations ouvrières, S.R.Q. 1941, ch. 162a (Ch. 30, 8 Geo. VI, 1944).

11.— *Représentants du Syndicat:* — La Commission s'oblige de recevoir en tout temps et moyennant un avis écrit d'au moins huit jours, les trois représentants choisis par le Syndicat parmi ses membres pour discuter avec eux de tout fait se rapportant à l'exécution du présent contrat, au congédiement sans cause apparente d'une insitutrice durant le cours de l'année scolaire, mais sans préjudice à l'article 232 de la loi de l'Instruction Publique, aux conditions de travail des institutrices ou aux relations entre la Commission scolaire et les institutrices.

Dans le cas où la décision prise après étude et discussion de chaque question ne serait pas acceptée par le Syndicat et la Commission, les deux parties s'engagent à soumettre le litige à l'arbitrage et à accepter d'avance les décisions d'un comité nommé en vertu de la Loi provinciale concernant les Conseils de conciliation et d'arbitrage;

12.— *Fourniture de local au Syndicat:* — Le Syndicat pourra tenir ses réunions dans une école en donnant un avis de vingt-quatre heures au secrétaire de la Commission scolaire;

13.— *Durée du contrat:* — La présente convention entrera en vigueur à compter du premier septembre 1945, jusqu'au premier juillet 1946, puis elle se renouvellera automatiquement d'année en année à compter du premier juillet, au défaut d'une partie de donner un avis écrit à l'autre partie, après le premier mai et avant le premier juin de son intention d'y mettre fin ou de la modifier.

Le tout humblement soumis.

Montréal, 30 août 1945.

ARMAND CLOUTIER,
Président.
ÉMILE POISSANT,
Membre adjoint.
LIONEL MARTIN,
Membre adjoint.

11588-o

for an absence of one school day, more than one twentieth of the monthly salary;

10.— *Union clause:* — Teachers, members of the actual Union, employed by the School Commission and all those who shall henceforth be employed shall be obliged to join the Union for the duration of the agreement, but teachers actually employed by the School Commission, and who are not members of the Union, are not obliged to join it, the whole in conformity with section 22 of Labour Relations Act R.S.Q., 1941, chapter 162-A (ch. 30, 8 Geo. VI, 1944).

11.— *Representatives of the Union:* — The Commission agrees to receive at any time and upon written notice of at last eight days, three representatives chosen by the Union from amongst its members, to discuss with them any matter concerning the carrying out of the present agreement, to the suspension for apparent reason of any teacher during the course of the school year, but without prejudice to section 232 of the Education Act, or to the working conditions of the teachers or the relations between the School Commission and the teachers.

Should the decision taken after study and discussion of each matter not be accepted by the Union and the Commission, both parties agree to submit the dispute to arbitration and to accept, in advance, the decisions of a Committe appointed under the Provincial Act concerning Council of Conciliation and Arbitration;

12.— *Premises for the Union:* — The Union may hold its meetings in a school upon giving twenty-four hours' notice to the Secretary of the school Commission;

13.— *Duration of Agreement:* — The pesent agreement shall come into force on and from the first of September, 1945, until the first of July, 1946, it shall then renew itself automatically from year to year on and from the first of July, unless one party notifies the other, in writing, after the first of May and before the first of June, of its intention to end or amend the same;

The whole humbly submitted.

Montreal, August 30th, 1945.

ARMAND CLOUTIER,
President.
ÉMILE POISSANT,
Member.
LIONEL MARTIN,
Member.

11588

Département du Trésor
Assurances

Avis d'Emission de Permis et d'Enregistrement

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel" dans le comté de Témiscamingue, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'é-

Treasury Department
Insurance

Notice of Issue of License and Registration

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel" in the county of Témiscamingue has been licensed and registred for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mer-

tant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R. 1941), ce douzième jour de novembre 1945.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
11445-46-2-o Surintendant des Assurances.

cantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S. 1941, this twelfth day of November 1945.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
11445-46-2-o Superintendent of Insurance.

Lettres patentes

"L'Assistance à l'Enfant sans soutien"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de novembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Charles-Édouard Bourgeois, prêtre et aumônier de l'Orphelinat Saint-Dominique, Jean-Baptiste Leblanc, médecin chirurgien, et Maurice Laurin, avocat, tous trois des cité et district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Secourir les enfants naturels et établir des organismes, centres et permanences appropriés;

Agir pour les Crèches, les institutions ou sociétés de protection et de bien-être de l'enfance et toutes autres personnes, en vue du placement, de l'adoption et, s'il y a lieu, de l'éducation des enfants sans parents ou alliés pour en prendre soin;

Obtenir pour les enfants, sous leur garde, une tutelle morale et un droit de protection, tel que conféré à certaines Institutions par l'article 2 du chapitre 325 des Statuts Refondus de Québec de 1941, intitulé Loi de la Garde des Enfants trouvés, sous le nom de "L'Assistance à l'Enfant sans soutien".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11614-o L. DÉSILETS.

Letters Patent

"L'Assistance à l'Enfant sans soutien"

Notice is hreby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend abbé Charles-Édouard Bourgeois, priest and chaplain of "L'Orphelinat Saint-Dominique", Jean-Baptiste Leblanc, physician, surgeon, and Maurice Laurin, advocate, all three of the city and district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To assist illegitimate children and establish appropriate organizations, centres and permanent institutions;

To represent creches, institutions or children's protection and welfare societies, or for other persons for the purpose of the placing, adoption, and, if required, the education of children without parents or relations to care for them;

To secure for the children under their care, a moral tutorship and protective right, as conferred upon certain institutions by section 2 of chapter 325 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, intituled the Foundlings Act, under the name of "L'Assistance à l'Enfant sans soutien".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11614 Deputy Attorney General.

Minutes de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par Me Hector Crète, notaire, demeurant et pratiquant à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Me Louis Aristide Rousseau, en son vivant, notaire de Ormstown, district judiciaire de Beauharnois, et de ceux de Mtres Eugène Fontaine, Stanislas Huet et Jean-Joseph Hector Lafond, et partie du greffe d'Antoine Raoul Leduc (1899-1903). dont Me L. A. Rousseau était le cessionnaire.

Québec, ce 22 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11218-43-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council, by Me Hector Crète, notary, residing and practising at Ormstown, judicial district of Beauharnois, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Me Louis Aristide Rousseau, in his lifetime notary of Ormstown, judicial district of Beauharnois, and of those of Mtres Eugène Fontaine, Stanislas Huet and Jean-Joseph Hector Lafond, and part of the records of Antoine Raoul Leduc (1899-1903) whereof Me L. A. Rousseau was assignee.

Quebec, October 22nd, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11218-43-5 Under Secretary of the Province

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Me Gonzague Bélanger, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Antoine Gaspard Ouellet, décédé, en son vivant notaire qui pratiquait à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce 21 novembre 1945.

Le Sous-Secrétaire de la Province,

11604-47-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor, by Me. Gonzague Bélanger, notary, residing and practiing at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, whereby he askes for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Antoine Gaspard Ouellet, deceased, in his lifetime notary who practised at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Quebec, November 21st, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

11604-47-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 15 novembre 1945 d'accorder à Me Charles-Eugène Gosselin, notaire, demeurant et pratiquant à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Charles-Edouard Gosselin, notaire démissionnaire, du même endroit.

Québec, le 19 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

11570-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given ,pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 15th, 1945, to grant to Me Charles-Eugène Gosselin, notary, residing and practising at Plessisville, judicial district of Arthabaska, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Charles-Edouard Gosselin, retired notary, of the same place.

Quebec, November 19th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

11570 Under Secretary of the Province.

Nominations

N° 1303-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 15 nobembre, de nommer M. Henri Veilleux au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Providence. comté de Beauce.

Québec, 17 novembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

11571-o VICTOR DORÉ.

Il a plu à Son Hônneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivanzes:

Québec, 11 octobre 1945.

MM. Major Armand Côté, 125, Grande-Allée, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; M. J. Leddle, assistant en chef du surintendant du Canadien Pacifique à Farnham, de Farnham: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Siméon Byrn, directeur d'école, 17 rue St-Félix, Lévis, J.-Emile Arteau, 117 rue Garnier, J.-Marie Mailhot, 4, rue des Franciscains, Roland Nadeau, 59 avenue Murray, J.-Éloi Perron, 135, 4ième avenue, et Avila Simard, 520, 3ième avenue ces cinq derniers de Québec, et instituteurs: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 18 octobre 1945.

M. Albert Cormier de Pointe-aux-Trembles: professeur en technique d'ajustage à l'École d'arts et métiers de Victoriaville, à compter du 17 septembre 1945.

Appointments

No. 1303-el

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date the 15th of November, to appoint Mr. Henri Veilleux, School Commissioner for the school municipality of Notre-Dame-de-la-Providence, county of Beauce.

Quebec, November 17th, 1945.

VICTOR DORÉ.

11571 Superintendent of Education.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 11th, 1945.

Messrs. Major Armand Côté, 125 Grande Allée, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; W. J. Leddle, chief assistant of the superintendent of the Canadian, Pacific at Farnham, of Farnham: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Siméon Burn, school director, 17 St. Félix street, Lévis, J. Émile Arteau, 117 Garnier street, J. Marie Mailhot, 4 des Franciscains street, Roland Nadeau, 59 Murray avenue, J.-Eloi Perron, 135, 4th avenue, and Avila Simard, 520 3rd avenue, these five latter of Quebec, and taechers: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, October 18th, 1945.

Mr. Albert Cormier, of Pointe-aux-Trembles: to be professor of adjusting tecnique at the "École d'arts et métiers" of Victoriaville, as from the 17th of September, 1945.

M. Gilbert Dumont, de Chicoutimi: professeur de mathématiques et de sciences à l'École d'arts et métiers de Chicoutimi, à compter du 1er octobre 1945.

MM. J.-A. Richard, 447 rue Notre-Dame, J.-Henri Beaumier, 359, rue Notre-Dame, et Marcel Hamel, 26, rue St-Henri, tous trois courtiers en assurances, de Cap-de-la-Madeleine: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Paul Ouellet, cultivateur, de Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt, Cté Témiscouata: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Honorius Perrier, inspecteur des pensions de vieillesse, de Val d'Or: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Joseph Nobert, garagiste de Manseau, Cté Nicolet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Nicolet; J.-Bte Cloutier, 6 avenue Maguire, Sillery, Philippe Vallière, 256 rue de la Reine, et Armand Remillard, 16 rue St-Stanislas, ces deux derniers de Québec, tous trois employés de la Commission d'assurance-chômage à Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Georges Rouillard, barbier, 51 Mount Pleasant, et J.-Paul Ouellette, voyageur de commerce, 26A rue Bowen Sud, tous deux de Sherbrooke: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François: J.-G.-Léopold Campeau, employé du département du service sélectif national, 12295 rue Valmont, Fernand-J. Léger, voyageur de commerce, 4770 avenue Ridgevale, app. 5, et Lieut.-Col. A.-J. Lemay, directeur général de la formation professionnelle canadienne, chambre 201, 132 rue St-Jacques, tous trois de Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 31 octobre 1945.

M. Charles de L. Mignault, avocat, C.R., de Sherbrooke: président de la Commission municipale de Québec, à compter du 1er novembre 1945.

Québec, 2 novembre 1945.

M. Henri-Paul Précourt, de Ville St-Joseph, Cté Drummond: greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Drummond, à Drummondville.

MM. Joseph-Paul Lavoie, 33 avenue Cartier, et Charles-Eugène Gosselin, 78 1-4 rue Richelieu, tous deux examinateurs de la Commission du service civail de la province de Québec, de Québec; juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 7 novembre 1945.

M. Joseph Fortier, 454, 3ième avenue, Québec: inspecteur d'autobus à la Régie provinciale des transports et communications.
11615-o

Mr. Gilbert Dumont, of Chicoutimi: to be professor of mathematics and science at the "Ecole d'arts et métiers" of Chicoutimi, as from the 1st of October, 1945.

Messrs J.-A. Richard, 447, Notre-Dame street, J.-Henri Beaumier, 359, Notre-Dame street, and Marcel Hamel, 26 St-Henri street, all three insurance brokers, of Cap-de-la-Madeleine: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Paul Ouellet, farmer, of Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt, county of Témiscouata: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Honorius Perrier, inspector of Old Age Pensions, of Val d'Or; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Joseph Nobert, garage-keeper, of Manseau, county of Nicolet: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Nicolet; J.-Bte Cloutier, 6 Maguire avenue, Sillery, Philippe Vallière, 256 de la Reine street, and Armand Remillard, 16 St. Stanislas street, these two latter of Quebec, all three employees of the Quebec Unemployment Insurance Commission: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Georges Rouillard, barber, 51 Mount Pleasant, and J.-Paul Ouellette, commercial traveller, 26A Bowen street South, both of Sherbrooke: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; J. G. Léopold Campeau, employee of the National Selective Service Department, 12295 Valmont street, Fernand J. Léger, commercial traveller, 4770 Ridgevale avenue, Apt. 5, and Lt.-Col. A. J. Lemay, general director of Canadian Professional Training, room 201, 132 St. James street, all three of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec.— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, October 31th, 1945.

Mr. Charles de L. Mignault, advocate, K.C., of Sherbrooke: to be President of the Quebec Municipal Commission, as from the 1st of November, 1945.

Quebec, November 2nd, 1945.

Mr. Henri Paul Précourt, of the Town of St. Joseph, county of Drummond: to be Clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Drummond, at Drummondville.

Messrs. Joseph Paul Lavoie, 33 Cartier avenue, and Charles-Eugène Gosselin, 78 1-4 Richelieu street, both examiners on the Civil Service Commission of the Province of Quebec, of Quebec: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, November 7th, 1945.

Mr. Joseph Fortier, 454 3rd avenue, Quebec: to be autobus inspector for the Provincial Transportation and Communication Board.
11615

Soumissions

Canada, Province de Québec

Cité de Sherbrooke

Soumissions pour obligations

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que a cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente des obligations suivantes:

a) $220,000.00, émises en vertu de son règlement N° 646;

b) $98,000.00, émises en vertu de son règlement N° 647;

c) $75,000.00, émises en vertu de son règlement N° 648;

Ces obligations, non rachetables par anticipation, portent la date du 1er novembre, 1945, portent intérêt au taux de 3% par an, payables semi-annuellement les premiers jours de mois de mai et novembre de chaque année et échoient en séries pendant vingt (20 ans), du 1er novembre 1946 au 1er novembre 1965 inclusivement. Le capital et les inétrêts sont payables aux bureaux de la Banque de Montréal à Sherbrooke, Montréal et Québec. L'émission comprend deux cent quatre-vingt-treize (293) obligations de mille ($1,000.00) dollars chacune et deux cents (200) obligations de cinq cents dollars ($500.00) chacune, lesquelles peuvent être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné.

Les soumissions doivent être placées dans une enveloppe marquée: "Soumission pour Obligations" et adressées au soussigné, le ou avant le 10 décembre prochain, 1945, à cinq (5) heures p.m., alors que le Conseil en disposera.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant des emprunts et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus. La livraison des titres sera faite dans les quinze (15) jours qui suivront l'adjudication.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée, ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce vingtième jour de novembre, 1945.

Le Greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.

11605-o

Tenders

Canada Province of Quebec

City of Sherbrooke

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that the City of Sherbrooke is calling tenders for the sale of the following bonds:

a) $220,000, issued in virtue of its by-law No. 646;

b) $98,000, issued in virtue of its by-law No. 647;

c) $75,000, issued in virtue of its by-law No. 648.

The said bonds, which are non-callable, are dated November 1st 1945, bear interest at the rate of 3% per year, payable semi-annually on the first day of May and November each year and mature in series during twenty (20) years, from November 1st 1946 to November 1st 1965 inclusively. Capital and interest payable at the office of the Bank of Montreal at Sherbrooke, Montreal or Quebec. The issue includes two hundred and ninety-three (293) bonds of one thousand ($1,000.00) dollars each and two hundred (200) bonds of five hundred dollars ($500.00) each, which bonds can be registered, free of charge, at the office of the undersigned.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope, marked: "Tender for Bonds", and must reach the undersigned on or before the 10th day of December 1945, at 5 p.m., when the Council shall dispose of them'

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loans and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest. The bonds shall be delivered within the fifteen (15) days following the acceptance of the tender.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders,

Given at Sherbrooke, this twentieth day of November, 1945.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

11605-o

Ventes pour taxes municipales

MUNICIPALITÉ DE LAC FRONTIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 20 novembre 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de Lac Frontière, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle des séances du Conseil de la municipalité de Lac Frontière, comté de Montmagny, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le DIX-HUIT DECEMBRE 1945.

Toutefois, seront exclus de la vente des immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avnt le 1er novembre 1944 auront été payées avant le moment de la vente.

Sales for Municipal Taxes

MUNICIPALITY OF LAC FRONTIERE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated November 20th, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipality of Lac Frontière, with interest and costs, and that consquently, the said immovables will be sold by public auction in the meeting room of the Council of the municipality of Lac Frontière, county of Montmagny, at ELEVEN o'clock of the forenoon, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1945.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the municipal taxes falling due on or before the 1st of November, 1944, shall have been paid before the sale.

1. Lajoie, Palma: — Partie du lot N° 35-33 R.*X* bornée au nord au lot N° 35-32. A l'est à la route nationale. A l'ouest à Lac Frontière. Au sud à N° 35-34 mesurant 60 x 120 pieds.

2.— Pelchat, Amédée: — Le lot N° 36-73 R.*X* (Voir emplacement 60 x 120 pieds). Borné au nord à n° 36-72, à l'est à la voie ferrée Québec-Central, au sud à n° 36-74, à l'ouest à la route nationale.

3.— Caron, Jos.-Grégoire: — Le lot N° 6 R. *XII*.

4.— Lajoie, Léo: — Le lot N° Partie ½ 2-R. *XIII*, N. Borné au sud au chemin ferré Q.C. à l'est au N° 3. A l'Ouest au N° 1 R.*XIII*.

5.— Mathieu, Josaphat: — Le lot 3 R.*XIII*.

6.— Mathieu, Adelpha: — Le lot 4 R.*XIII*.

7.— Nolet, Louis, Le lot 6 R.*XIII*.

Tous les immeubles ci-haut sont désignés sous les numéros du cadastre du Canton Talon, Co. Montmagny.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québce.

Donné à Lac Frontière ce vingt-et-unième jour de novembre 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
11596-47-2-o ÉDOUARD PELCHAT.

1.— Lajoie, Palma: — Part of lot No. 35-33 R.*X*. bounded on the North by lot No. 35-32. On the East by the national highway, On the West by Lac Frontière. On the South by No. 35-34, measuring 60 x 120 feet.

2.— Pelchat, Amédée : — Lot No. 36-73 R.*X* (See emplacement 60 x 120 feet). Bounded on the North by No. 36-72, on the East by the Quebec Cnetral railway, on the South by No. 36-74, on the West by the national highway.

3.— Caron, Jos. Grégoire: Lot No. 6 R.*XII*.

4.— Lajoie, Léo: — Lot, ½ Part No. 2 R.*XII* N. Bounded on the South by the Q.C. railway, on the East by No. 3, On the West by No. 1 R.*XIII*.

5.— Mathieu, Josaphat: — Lot No. 3 R.*XIII*.

6.— Mathieu, Adelpha: — Lot No. 4 R.*XIII*.

7.— Nolet, Louis, Lot 6 R.*XIII*.

All the aforesaid immovables are described under cadastral numbers for the Township Talon, County of Montmagny.

The purchase price of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Lac Frontière, this twenty-first day of November, 1945.

EDOUARD PELCHAT,
11596-47-2 Secretary Treasurer.

Province de Québec.— Comté de Chambly

CITÉ DE ST-LAMBERT

Province of Quebec — County of Chambly

CITY OF ST. LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 20 novembre 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de St-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la cité de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, St-Lambert, MARDI, le DIX-HUITIEME jour de DÉCEMBRE 1945, à DIX heures du matin, heure normale de l'Est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1943, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order of November 20th, 1945, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by Public Auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER 1945, at TEN o'clock of the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1943, shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immoveables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIERE PARTIE

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

PART ONE

IMMOVABLES SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Rôle N. — Roll No.	Nom — Name	Situé — Location	Cad.	Lot-Div.
1398.....	Jacques M. Marchand.....	337 Avenue Oak Avenue.	162.....	.....1637 Ptie 1636

Description.— La partie sud-est du lot 162-1638 mesurant sept pieds de largeur sur quatre-vingt-vinq pieds de profondeur, bornée en front par l'avenue Oak, en arrière par une ruelle (lot 162-1627) du côté sud-est par le lot 162-1637, et du côté nord-ouest par la partie restante du lot 162-1638, avec les bâtisses dessus érigées.

957..... | Mme-Mrs. J. M. Trudeau..... | 92 & 94 Ave Lorne Ave.. | 255..... | .. Ptie 33. .

Description.— Un lot de terre situé en la ville de St-Lambert sur la rue ou avenue Lorne, contenant soixante pieds de front ou environ sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, et étant partie du lot connu sous le numéro trente-trois de la subdivision officielle du lot numéro originaire deux cent cinquante-cinq (255-33) des susdits plan et livre de renvoi officiels; tenant en front à la dite rue ou avenue Lorne; en profondeur et du côté nord-ouest à l'autre partie du dit lot N. 255-33 et de l'autre côté au sud-est, au lot N. officiel 255-35, avec les bâtisses sus-érigées.

Description.— South East part of lot 162-1638 measuring seven feet in width by eighty-five feet in depth, bounded in front by Oak Avenue, in rear by a lane (lot 162-1627) on the souht east side by lot 162-1637 and on the north west side by the remaining part of lot 162-1638, with buildings thereon erected.

Description.— A lot of land situate in the City of St. Lambert, on Lorne street or avenue, measuring sixty feet in front or thereabouts by one hundred and five feet in depth, English measure, and being part of the lot known under number thirty-three of the official subdivision of original lot two hundred and fifty-five (255-33) on the aforesaid official plan and book of reference; bounded in front by sait Lorne street or avenue; in depth and on the North-west side by the other part of said lot No. 255-33 and on the other side to the South-east by official lot No. 255-35, with buildings thereon erected.

DEUXIÈME PARTIE

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

SECOND PART

IMMOVABLES NOT SUBJET TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Rôle N. — Roll No.	Nom — Name	Situé — Location	Cad.	S.-Div.
1238.....	G. E. Blackburn.....	Montrose	264.....	501
815.....	Succ.-Est. W. T. Hart.....	Irvine	264.....	395
1842*a*.....	Succ.-Est. N. H. Langlois.....	Senford.....	161.....	595
1699.....	Alfred Gerald Kearns.....	Riverside Drive.....	161.....	674
				675
				676
398.....	Mlle-Miss Jeannine Landry	Curzon	161.....	732
				733
				734
				735
				736
424.....	Mme-Mrs. S. M. Langford.....	Delaware	161.....	2105
				2106
1842.....	Mle-Miss Angeline Lévesque.....	Sanford.....	161.....	596
265.....	MM.-Messrs. J. E. Moriarty & Watt..	Bromley	264.....	448
214.....	Geo. Wilson.....	Bolton.....	264.....	135

Je certifie que la liste susdite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le dix-huitième jour de décembre 1945, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dues à la cité de St-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la cité de St-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, ce 20e jour de novembre 1945.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
11610-47-2 J. M. RUTLEDGE.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the eighteenth day of December, 1945, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this 20th day of November, 1945.

(Seal) J. M. RUTLEDGE,
11610-47-2-o Secretary-Treasurer.

VENTE PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval

Cour Supérieure, Canada. N° 11326 } DE ROBEA GEOFFROY, veuve de Feu Moïse Forget, de son vivant, chef de pompier de la cité de Joliette ès qual. d'exécutrice testamentaire des cité et district de

SHERIFF' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval

Superior Court, Canada. No. 11326 } ROBEA GEOFFROY, widow of the late Moïse Forget, in his lifetime Fire Chief, of the city of Joliette, ès qual. of testamentary executrix, of the city and disrict

Montréal. demanderesse vs DE MARIE LEVESQUE, veuve de feu Uldéric Pelletier, en son vivant cultivateur de Normandin, en sa qualité d'exécutrice testamentaire district judiciaire de Roberval, défenderesse et LE REGISTRATEUR du Bureau d'enregisrement du Comté de Roberval.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un lot de terre numéro sept (7) douzième rang (Rg, XII) subdivision primitive du canton Girard, aujourd'hui connu et désigné sous le numéro sept (7) du douzième rang (Rg XII), aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du Canton Girard, avec bâtisses, circonstances et dépendances et tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Thomas Didyme, Lac Saint-Jean-Ouest. Province de Québec, le vingt-septième jour (27 décembre) décembre mil neuf cent quarante-cinq à deux heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.

Roberval, ce 20 novembre 1945. 11598-47-2-o

(Première insertion, 24 novembre 1945)

of Montreal, plaintiff; vs MARIE LEVESQUE, widow of the late ULDERIC PELLETIER, in his lifetime farmer of Normandin, in her quality of testamntary executrix, judicial district of Roberval, defendant; & THE REGISTRAR OF THE REGISTRY OFFICE of the county of Roberval.

As beloging to the defendant.

A lot of land number seven (7), twelfth range (12th rg.) original subdivision of the township of Girard, now known and designated under number seven (7) of the twelfth range (Rg. XII) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Girard — with buildings circumstances and dependencies, and as the whole actually subsists.

To be sold at the church door of the parish of St-Thomas Didyme, Lake St. John West, Province of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER (December 27th), nineteen hundred and forty-five at TWO o'clock in the afternoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.

Roberval, November 20th, 1945. 11598-47-2

(First insertion, November 24th, 1945)

Index de la Gazette officielle de Québec, Nº 47

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Denault vs Demers 2400
Graham vs Wadsworth 2400

ARRETÉS EN CONSEIL:

4904 — Employés du département de la police municipale de la cité de Québec 2401

4905 — Employés des services extérieurs de la cité de Québec..... 2403

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2357

AVIS DIVERS:

Association Professionnelle des Chimistes de Québec (Elphège Bois).... 2417
Coopérative d'Electricité de Padoue (Fondation)..... 2417
Coopérative d'Electricité de St-Valérien de Milton (Nom changé)..... 2418
Ecole Universelle Enregistrée (Permis révoqué)..... 2418
La Caisse d'Economie des Policiers de Montréal (Fondation)..... 2414
La Caisse Populaire Desjardins de Dosquet (Fondation)..... 2417
La Caisse Populaire Desjardins Pointe des Cascades (Fondation)..... 2414
La Caisse Populaire des Postiers de Montréal (Fondation) 2417
La Ligue des Citoyens du Christ-Roi Règlements)..... 2415
L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 39a (Formation)..... 2417
L'Association des Professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Montréal (Formation) 2416
L'Association Professionnelle des Employés de Bureaux du District de Québec, Inc. (Nom changé) 2416

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Denault vs Demers 2400
Graham vs Wadsworth 2400

ORDER IN COUNCIL:

4904 — Employees of the Municipal Police Department of the City of Quebec 2401
4905—Employees of the exterior services of the City of Quebec 2403

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2357

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association of Professional Chemists of Quebec (Elphège Bois) 2417
Coopérative d'Electricité de Padoue (Foundation)..... 2417
Coopérative d'Electricité de St-Valérien de Milton (Name changed).... 2418
Ecole Universelle Enregistrée (Permit cancelled)..... 2418
La Caisse d'Économie des Policiers de Montréal (Foundation)..... 2414
La Caisse Populaire Desjardins de Dosquet (Foundation)..... 2417
La Caisse Populaire Desjardins Pointe des Cascades (Foundation)..... 2414
La Caisse Populaire des Postiers de Montréal (Foundation) 2417
La Ligue des Citoyens du Christ-Roi (By-laws)..... 2415
L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 39a (Formation)..... 2417
L'Association des Professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Montréal (Formation)..... 2416
L'Association Professionnelle des Employés de Bureaux du District de Québec, Inc. (Name changed) 2416

Le Camionneur (Fondation)..... 2415
Montreal Rugby Football Club (Règlements)..... 2415
Paradis & Fils, Limitée—Paradis & Sons, Limited (Règlement)..... 2416
Plourde & Frères Incorporée (Directeurs)..... 2415
Power Lumber Company Limited (Directeurs)..... 2414
Syndicat Coopératif Industriel (Fondation)..... 2416
Syndicat de Travail (Fondation)..... 2418
Syndicat National Catholique de Ste-Agathe (Nom changé)..... 2416
Syndicat National des Relieurs Incorporés (Nom changé)..... 2417

CHARTES — ABANDON DE:

Kent Theatres Limited..... 2418
La Compagnie Omo Limitée..... 2420
La Salle Theatres Limited..... 2418
Superior Theatres Limited..... 2419
Théâtre Beaubien Limitée..... 2419
Théâtre St-Jérôme Limitée..... 2419
Villeray Theatres Limited..... 2419
Wellington Theatre Limited..... 2419

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie Laitière:

Ordonnance N° 45-Sp. 111-a — Richmond..... 2420

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, munic. scolaire de..... 2421
Rivière-du-Loup, syndics des écoles dissidentes de la cité de..... 2422
Sacré-Cœur-de-Jésus, munic. scolaire de la paroisse de..... 2421
Shipton, munic. scolaire de..... 2421
Ste-Cécile, munic. scolaire de la paroisse de..... 2421
Ste-Rose, munic. scolaire du village de 2421

TERRES ET FORETS:

Saint-Bruno, paroisse de..... 2422
Trois-Rivières, cité des (Quartier St-Philippe)..... 2422

TRÉSOR:
Assurances:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel..... 2434

TRAVAIL:

Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull (Règlement spécial)..... 2424
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi (Modification)..... 2428
Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic (Approbation de règlements)..... 2423
Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est (Nom changé). 2423
Industrie du gant de travail dans la province de Québec (Modification).. 2429

Le Camionneur (Foundation)..... 2415
Montreal Rugby Football Club (By-laws)..... 2415
Paradis & Sons, Limited — Paradis & Fils, Limitée (By-law)..... 2416
Plourde & Frères Incorporée (Directors)..... 2415
Power Lumber Company Limited (Directors)..... 2414
Syndicat Coopératif Industriel (Foundation)..... 2416
Syndicat de Travail (Foundation)..... 2418
Syndicat National Catholique de Ste-Agathe (Name changed)..... 2416
Syndicat National des Relieurs Incorporés (Name changed)..... 2417

CHARTERS — SURRENDER OF:

Kent Theatres Limited..... 2418
La Compagnie Omo Limitée..... 2420
La Salle Theatres Limited..... 2418
Superior Theatres Limited..... 2419
Beaubien Theatre Limited..... 2419
St-Jerome Theatre Limited..... 2419
Villeray Theatres Limited..... 2419
Wellington Theatre Limited..... 2419

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order No. 45-Sp. 111-a — Richmond.. 2420

EDUCATION:

Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, school munic. of..... 2421
Rivière-du-Loup, trustees of the dissentient schools of the city of..... 2422
Sacré-Cœur-de-Jésus, school munic. of the parish of..... 2421
Shipton, school munic. of..... 2421
Ste-Cécile, school munic. of the parish of..... 2421
Ste-Rose, school munic. of the village of 2421

LANDS AND FORESTS:

Saint-Bruno, parish of..... 2422
Trois-Rivières, city of (St-Philippe Ward)..... 2422

TREASURY:
Insurance:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel..... 2434

LABOUR:

Joint committee of the construction trades of the district of Hull (Special by-law)..... 2424
Parity committee of barbers and hairdressers of Missisquoi County (Amendments)..... 2428
Joint committee of Megantic's retail trade (Approval of by-laws)..... 2423
The Eastern Townships' Retailers' Joint Committee (Name changed).. 2423
Working glove industry in the Province of Quebec (Amendment)..... 2429

L'Association des manufacturiers des meubles, Québec (Requête) 2424
Métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières (Erratum)..... 2423
Rapport du conseil d'arbitrage re: L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 13 Inc. 2429

The Association of furniture manufacturers, Quebec (Request) 2424
Building trades in the Trois-Rivières District (Erratum)..... 2423
Report of the arbitration board re: L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 13 Inc. 2429

LETTRES PATENTES:

Abitibi Ventures Ltd. 2358
Aimé Allard Inc 2359
Automotive Products Co. Ltd 2359
Bath Satin Incorporated. 2360
Canadian Wholesale Florists Limited.. 2360
Chas Cusson Limitée — Chas Cusson Limited..... 2361
Chelsea Holdings Ltd 2361
Club Libéral Howard..... 2362
Collège Commercial Inc.— Business College Inc.. 2362
Commercial Transport Co. Limited.. 2363
Crelinsten Cartage Company..... 2364
Danville Handle Company Ltd..... 2364
Decarie Boulevard Land Development Co. Ltd..... 2365
Deckelbaum Textile Co. Ltd 2365
Designed Products Limited 2366
Dorel Collegian Jerseys Inc.. 2366
Dr. C. M. Smith Memorial Foundation 2367
Eastern Townships Electric Limited.. 2367
Enterprise Publications Limited 2368
Felray Cleaners & Dyers Inc. 2368
First Hungarian Evangelical Lutheran Church..... 2369
Gold Rays Products Company Limited 2369
Gray Merchandising Co. Inc.. 2370
G. & H. Furs Inc. 2370
Harvine Mfg. Co. Ltd. 2371
Hayden Medical Photographers Limited 2371
Herlen Realties Inc.. 2371
Hudson Packing Company, Limited ... 2372
Ice-Berg Refrigerators Limited 2372
Immeuble Lagacé Limitée..... 2373
Impex Trading Company Ltd 2373
Investment Confederation Limited.... 2374
J. E. Boyle Company Limited..... 2374
J. O. Labrecque & Cie, Inc.. 2375
Jonquière Lumber Co. Ltd..... 2375
La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec — Quebec Boulevards Construction Company.. 2376
L'Assistance à l'Enfant sans soutien.. 2435
L'Assistance Maternelle (Section St-Georges de Montréal-Sud) 2376
Laurentide Footwear Company Limited 2377
Les Conserves des Laurentides, Ltée.. 2377
Les Éditions de La Feuille d'Érable Inc. 2378
Les Fils De La Maisonneuve, Inc..... 2378
Les Produits Métalliques SaRo, Inc.— The SaRo Metal Products, Inc..... 2379
Lord & Fils, Inc. 2379
Majestic Industries Limited..... 2380
Manoir Investments Limited..... 2380
Métail & Fils Limitée 2381
Modern Method Products Incorporated 2381
Montrose Packing, Limited 2382
Mor-Lite Realty Corporation..... 2382
Norden Jobbers & Importers Inc.. 2383
Pan-Plastic Limited..... 2383
Patenaude Automobile, Limitée..... 2383
Pizzagalli Terrazzo, Tile Manufacturing Company, Limited..... 2384
Precision Wood Manufacturing Incorporated..... 2384
Ray Incorporated..... 2385
R. D. X. Food Products Inc.. 2385

LETTERS PATENT:

Abitibi Ventures Ltd. 2358
Aimé Allard Inc.. 2359
Automotive Products Co. Ltd..... 2359
Bath Satin Incorporated. 2360
Canadian Wholesale Florists Limited.. 2360
Chas Cusson Limited — Chas Cusson Limitée..... 2361
Chelsea Holdings Ltd 2361
Club Libéral Howard..... 2362
Business College Inc.— Collège Commercial Inc.. 2362
Commercial Transport Co. Limited ... 2363
Crelinsten Cartage Company..... 2364
Danville Handle Company Ltd..... 2364
Decarie Boulevard Land Development Co. Ltd..... 2365
Deckelbaum Textile Co. Ltd 2365
Designed Products Limited 2366
Dorel Collegian Jerseys Inc.. 2366
Dr. C. M. Smith Memorial Foundation 2367
Eastern Townships Electric Limited.. 2367
Enterprise Publications Limited 2368
Felray Cleaners & Dyers Inc. 2368
First Hungarian Evangelical Lutheran Church..... 2369
Gold Rays Products Company Limited. 2369
Gray Merchandising Co. Inc.. 2370
G. & H. Furs Inc. 2370
Harvine Mfg. Co. Ltd. 2371
Hayden Medical Photographers Limited 2371
Herlen Realties Inc.. 2371
Hudson Packing Company, Limited.. 2372
Ice-Berg Refrigerators Limited 2372
Immeuble Lagacé Limitée..... 2373
Impex Trading Company Ltd 2373
Investment Confederation Limited.... 2374
J. E. Boyle Company Limited..... 2374
J. O. Labrecque & Cie, Inc.. 2375
Jonquière Lumber Co. Ltd..... 2375
Quebec Boulevards Construction Company — La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec.. 2376
L'Assistance à l'Enfant sans soutien.. 2435
L'Assistance Maternelle (Section St-Georges de Montréal-Sud) 2376
Laurentide Footwear Company Limited 2377
Les Conserves des Laurentides, Ltée.. 2377
Les Editions de La Feuille d'Érable Inc. 2378
Les Fils De La Maisonneuve, Inc..... 2378
The SaRo Metal Products, Inc.— Les Produits Métalliques SaRo, Inc.. 2379
Lord & Fils, Inc. 2379
Majestic Industries Limited..... 2380
Manoir Investments Limited..... 2380
Métail & Fils Limitée 2381
Modern Method Products Incorporated 2381
Montrose Packing, Limited 2382
Mor-Lite Realty Corporation..... 2382
Norden Jobbers & Importers Inc.. 2383
Pan-Plastic Limited..... 2383
Patenaude Automobile, Limitée..... 2383
Pizzagalli Terrazzo, Tile Manufacturing Company, Limited..... 2384
Precision Wood Manufacturing Incorporated..... 2384
Ray Incorporated..... 2385
R. D. X. Food Products Inc.. 2385

Rimouski Drive Yourself Limited. 2386
Rodco Enterprises Limited. 2386
Roderick Electrical Service Inc. 2387
Rupdy Mines Limited. 2387
Sendel Electric Products Corporation 2388
Smart Maid Dress Inc. 2388
Snowdon Electrical Appliances Inc . . . 2389
Société Canadienne d'Histoire Naturelle. 2389
Soroka Inc. 2390
South Dufault Mines Limited 2390
Spécialités Electriques Limitée — Electrical Specialties Limited. 2390
Steel Factors Limited 2391
Strathmount Holdings Inc.. 2391
Théâtre Moderne Limitée — Modern Theatre Limited. 2392
Théâtre Roberval Incorporée — Roberval Theatre, Incorporated. 2392
Town Tog Sportswear Limited 2393
Trading Co. of North America Ltd. . . . 2394
Transmerica Fruit Corporation 2394
Triangle Lumber Company 2395
U. A. C. Inc.. 2395
Veillette & Rivard, Limitée 2396
York Construction Inc.. 2397
York Products Company 2397
2398

Rimouski Drive Yourself Limited. 2386
Rodco Enterprises Limited. 2386
Roderick Electrical Service Inc. 2387
Rupdy Mines Limited. 2387
Sendel Electric Products Corporation. . 2388
Smart Maid Dress Inc. 2388
Snowdon Electrical Appliances Inc. . . 2389
Société Canadienne d'Histoire Naturelle. 2389
Soroka Inc. 2390
South Dufault Mines Limited 2390
Electrical Specialties Limited — Spécialités Electriques Limitée. 2391
Steel Factors Limited 2391
Strathmount Holdings Inc.. 2392
Modern Theatre Limited — Théâtre Moderne Limitée 2392
Roberval Theatre, Incorporated — Théâtre Roberval Incorporée. 2393
Town Tog Sportswear Limited 2394
Trading Co. of North America Ltd. . . . 2394
Transmerica Fruit Corporation. 2395
Triangle Lumber Company 2395
U. A. C. Inc.. 2396
Veillette & Rivard, Limitée 2397
York Construction Inc.. 2397
York Products Company 2398

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bardou & Fils Ltée 2398
Elman Manufacturing Inc.. 2398
Les Cuirs Pathé Limitée — The Pathé Leathers Limited 2399
Maison Suprême Générale Inc. 2399
Obalski Mining Corporation. 2399
Ravary, Limitée — Ravary, Limited. . 2400
Vinmor Factors Inc.. 400

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bardou & Fils Ltée 2398
Elman Manufacturing Inc.. 2398
The Pathé Leathers Limited — Les Cuirs Pathé Limitée. 2399
Maison Suprême Générale Inc. 2399
Obalski Mining Corporation. 2399
Ravary, Limited — Ravary, Limitée. . 2400
Vinmor Factors Inc.. 2400

MINUTES DE NOTAIRES:

Crète, Hector. 2435
Bélanger, Gonzague. 2436
Gosselin, Charles-Eugène, en faveur de 2436

NOTARIAL MINUTES:

Crète, Hector 2435
Bélanger, Gonzague. 2436
Gosselin, Charles-Eugène, in favour of 2436

NOMINATIONS:

Commissaire d'écoles. 2436
Diverses. 2436

APPOINTMENTS:

School Commissioner. 2436
Miscellaneous 2436

SOUMISSIONS:

Sherbrooke, cité de. 2438

TENDERS:

Sherbrooke, city of. 2438

VENTES POUR TAXES:

Lac Frontière, municipalité de. 2438
St-Lambert, cité de 2439

SALES FOR TAXES:

Lac Frontière, municipality of. 2438
St-Lambert, city of 2439

VENTES PAR SHÉRIFS:

ROBERVAL:

Geoffroy vs Lévesque. 2440

SHERIFFS' SALES:

ROBERVAL:

Geoffroy vs Lévesque 2440

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.